

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du vendredi 28 mai 2021

Commission n° 7 – Finances

Direction Générale des Services
Direction des Finances

RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL N° CD-2021/05/28- 7/02

OBJET : Compte administratif 2020 et affectation des résultats.

CANTON(S) : TOUS CANTONS

RÉSUMÉ : Le compte administratif retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2020, le compte administratif du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 499,6 millions d'euros pour 1 milliard 506,1 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2020, se soldent ainsi par un "excédent" de 6,6 M€ constituant le résultat de gestion 2020. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé à fin 2020 qui était excédentaire de 33 M€. Ce résultat financera prioritairement le déficit des reports de 2020 sur 2021 (3,8 M€). Dès lors le résultat disponible cumulé à fin 2020 qui sera repris en DM2 2021 (valant budget supplémentaire), sera de 35,8 M€.

Deux budgets annexes au budget principal présentent, par ailleurs, les résultats suivants :

- Budget annexe GAIA = excédent de fonctionnement de 236 038,81 € et excédent d'investissement de 51 254,60 €
- Budget annexe Boutiques = excédent de fonctionnement de 1 276 920,44 €.

Je vous propose de débattre des trois annexes qui sont jointes au projet de délibération :

- Le rapport sur le Compte Administratif 2020,
- Les états des Autorisations de Programme et des Autorisations d'Engagement,
- L'état de la caducité des AP et AE au 31 décembre 2020.

Ces documents détaillent la réalisation budgétaire des recettes et des dépenses qui figurent à ces comptes administratifs, principal et annexes, du Département de Seine-et-Marne pour l'exercice 2020.

Il en résulte des soldes d'exécution dont l'affectation est soumise au conseil départemental.

Je vous remercie de bien vouloir vous prononcer sur ce dossier et, si vous en êtes d'accord, d'adopter le projet de délibération joint au présent rapport.



Patrick SEPTIERS
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE**CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

Séance du vendredi 28 mai 2021

DÉLIBÉRATION N° **CD-2021/05/28-7/02 A****Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

077-227700010-20210528-lmc100000022153-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/06/2021

Réception Préfet : 04/06/2021

Publication RAAD : 04/06/2021

Commission n° 7 – Finances
Rapporteur : LUCZAK Daisy

OBJET : Compte administratif 2020 et affectation des résultats.
Budget principal

Le compte administratif retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2020, le compte administratif du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 499,6 millions d'euros pour 1 milliard 506,1 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2020, se soldent ainsi par un "excédent" de 6,6 M€ constituant le résultat de gestion 2020. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé à fin 2020 qui était excédentaire de 33 M€. Ce résultat financera prioritairement le déficit des reports de 2020 sur 2021 (3,8 M€). Dès lors le résultat disponible cumulé à fin 2020 qui sera repris en DM2 2021 (valant budget supplémentaire), sera de 35,8 M€.

Deux budgets annexes au budget principal présentent, par ailleurs, les résultats suivants :

- Budget annexe GAIA = excédent de fonctionnement de 236 038,81 € et excédent d'investissement de 51 254,60 €
- Budget annexe Boutiques = excédent de fonctionnement de 1 276 920,44 €.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU les comptes de gestion établis pour l'exercice 2020 par Monsieur le Payeur Départemental

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le compte administratif du budget principal du Département de Seine-et-Marne pour l'exercice 2020 présentés par Monsieur le Président du Conseil départemental ;

Article 2 : de déterminer, les soldes d'exécution et le résultat de fonctionnement à affecter ainsi qu'il suit :

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultat antérieur	143 414 132,71	145 878 807,29		30 582 680,70
Réalisé de l'exercice 2020	433 542 651,93	303 600 899,23	1 238 710 924,82	1 375 225 747,01
TOTAL	576 956 784,64	449 479 706,52	1 238 710 924,82	1 405 808 427,71
RESULTAT A AFFECTER	127 477 078,12			167 097 502,89
Reste à réaliser	3 803 359,73	-	-	-
TOTAL	131 280 437,85			167 097 502,89
Résultat définitif	131 280 437,85			167 097 502,89

Article 3 : d'affecter le résultat de fonctionnement de clôture ainsi qu'il suit :

En section d'investissement, le besoin de financement du compte principal après restes à réaliser s'établit à **131 280 437,85 €**. Le résultat excédentaire de la section de fonctionnement de **167 097 502,89 €** sera affecté à hauteur du besoin de financement global. Le solde disponible de **35 817 065,04 €** sera repris en report à nouveau créditeur à la DM2, budget supplémentaire de l'exercice 2021.

Article 4 : d'acter la réalisation des dépenses et des recettes pour l'exercice 2020 comme présentée en annexe 1 de la présente délibération.

Article 5 : d'acter la réalisation des enveloppes d'autorisations de programme présentée en annexe 2 de la présente délibération.

Article 6 : d'acter la réalisation des enveloppes d'autorisations d'engagement présentée en annexe 3 de la présente délibération.

Article 7 : d'acter la caducité des autorisations de programme et d'autorisations d'engagement présentées en annexe 4 de la délibération, conformément aux articles 16 et 19 du Règlement Budgétaire et financier voté le 29 juin 2012 et applicable au 1^{er} janvier 2013.

Article 8 : d'acter la réalisation des dépenses liées à la gestion du COVID19 et du Plan de relance départemental pour l'exercice 2020 comme présentée en annexe 5 de la présente délibération.

Adopté à la majorité

Ont voté POUR (37) :

M. Pierre BACQUÉ qui a donné pouvoir à Mme Béatrice RUCHETON
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI
M. Arnaud de BELENET
Mme Cathy BISSONNIER
M. Ludovic BOUTILLIER qui a donné pouvoir à Mme Martine DUVERNOIS
Mme Martine BULLOT
M. Jean-Marc CHANUSSOT
M. Bernard COZIC
Mme Martine DUVERNOIS

Mme Anne-Laure FONTBONNE
Mme Isoline GARREAU MILLOT
M. Jérôme GUYARD qui a donné pouvoir à Mme Véronique VEAU
M. Yves JAUNAUX
M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
Mme Nolwenn LE BOUTER
Mme Daisy LUCZAK qui a donné pouvoir à M. Jean-Marc CHANUSSOT
M. Olivier MORIN
Mme Céline NETTHAVONGS qui a donné pouvoir à M. Brice RABASTE
M. Jean-François ONETO
Mme Véronique PASQUIER
M. Ugo PEZZETTA
Mme Laurence PICARD
Mme Valérie POTTIEZ-HUSSON
M. Brice RABASTE
Mme Isabelle RECIO
Mme Béatrice RUCHETON
Mme Geneviève SERT
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
M. Jérôme TISSERAND
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Franck VERNIN
M. Sinclair VOURIOT qui a donné pouvoir à Mme Geneviève SERT
Mme Andrée ZAÏDI

Ont voté CONTRE (7) :

Mme Monique DELESSARD
M. Smaïl DJEBARA
M. Vincent ÉBLÉ
Mme Julie GOBERT
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Marianne MARGATÉ qui a donné pouvoir à M. Smaïl DJEBARA
Mme Virginie THOBOR

Se sont ABSTENUS (0) :

N'a pas pris part au vote (1) :

M. Patrick SEPTIERS, en sa qualité de Président du Conseil départemental

A été ABSENT (1) :

M. Bernard CORNEILLE



Patrick SEPTIERS
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE**CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

Séance du vendredi 28 mai 2021

DÉLIBÉRATION N° CD-2021/05/28-7/02 B**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

077-227700010-20210528-lmc100000022153-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/06/2021

Réception Préfet : 04/06/2021

Publication RAAD : 04/06/2021

Commission n° 7 – Finances
Rapporteur : LUCZAK Daisy

OBJET : Compte administratif 2020 et affectation des résultats.
Gaia

Le compte administratif retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2020, le compte administratif du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 499,6 millions d'euros pour 1 milliard 506,1 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2020, se soldent ainsi par un "excédent" de 6,6 M€ constituant le résultat de gestion 2020. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé à fin 2020 qui était excédentaire de 33 M€. Ce résultat financera prioritairement le déficit des reports de 2020 sur 2021 (3,8 M€). Dès lors le résultat disponible cumulé à fin 2020 qui sera repris en DM2 2021 (valant budget supplémentaire), sera de 35,8 M€.

Deux budgets annexes au budget principal présentent, par ailleurs, les résultats suivants :

- Budget annexe GAIA = excédent de fonctionnement de 236 038,81 € et excédent d'investissement de 51 254,60 €
- Budget annexe Boutiques = excédent de fonctionnement de 1 276 920,44 €.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU les comptes de gestion établis pour l'exercice 2020 par Monsieur le Payeur Départemental

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le compte administratif du Budget annexe « GAIA » du Département de Seine-et-Marne pour l'exercice 2020 présentés par Monsieur le Président du Conseil départemental ;

Article 2 : de déterminer, les soldes d'exécution et les résultats de fonctionnement à affecter ainsi qu'il suit :

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultat antérieur		44 733,96		122 078,49
Réalisé de l'exercice 2020	0,00	6 520,64	156 954,40	270 914,72
TOTAL	0,00	51 254,60	156 954,40	392 993,21
RESULTAT A AFFECTER		51 254,60		236 038,81
Restes à réaliser				
TOTAL		51 254,60	-	236 038,81
Résultat définitif		51 254,60		236 038,81

Article 3 : d'affecter les résultats de fonctionnement de clôture ainsi qu'il suit :

La section d'investissement faisant apparaître, après restes à réaliser, un solde positif de **51 254,60 €**, la section de fonctionnement présentant un résultat d'exploitation, excédentaire de **236 038,81 €**, ces montants seront repris en report créditeur au budget supplémentaire de l'exercice 2021.

Article 4 : d'acter la réalisation des dépenses et des recettes pour l'exercice 2020 comme présentée en annexe 1 de la présente délibération.

Adopté à la majorité

Ont voté POUR (37) :

M. Pierre BACQUÉ qui a donné pouvoir à Mme Béatrice RUCHETON
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI
M. Arnaud de BELENET
Mme Cathy BISSONNIER
M. Ludovic BOUTILLIER qui a donné pouvoir à Mme Martine DUVERNOIS
Mme Martine BULLOT
M. Jean-Marc CHANUSSOT
M. Bernard COZIC
Mme Martine DUVERNOIS
Mme Anne-Laure FONTBONNE
Mme Isoline GARREAU MILLOT
M. Jérôme GUYARD qui a donné pouvoir à Mme Véronique VEAU
M. Yves JAUNAUX
M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
Mme Nolwenn LE BOUTER
Mme Daisy LUCZAK qui a donné pouvoir à M. Jean-Marc CHANUSSOT
M. Olivier MORIN
Mme Céline NETTHAVONGS qui a donné pouvoir à M. Brice RABASTE
M. Jean-François ONETO

Mme Véronique PASQUIER
M. Ugo PEZZETTA
Mme Laurence PICARD
Mme Valérie POTTIEZ-HUSSON
M. Brice RABASTE
Mme Isabelle RECIO
Mme Béatrice RUCHETON
Mme Geneviève SERT
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
M. Jérôme TISSERAND
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Franck VERNIN
M. Sinclair VOURIOT qui a donné pouvoir à Mme Geneviève SERT
Mme Andrée ZAÏDI

Ont voté CONTRE (7) :

Mme Monique DELESSARD
M. Smaïl DJEBARA
M. Vincent ÉBLÉ
Mme Julie GOBERT
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Marianne MARGATÉ qui a donné pouvoir à M. Smaïl DJEBARA
Mme Virginie THOBOR

Se sont ABSTENUS (0) :

N'a pas pris part au vote (1) :

M. Patrick SEPTIERS, en sa qualité de Président du Conseil départemental

A été ABSENT (1) :

M. Bernard CORNEILLE



Patrick SEPTIERS
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE**CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

Séance du vendredi 28 mai 2021

DÉLIBÉRATION N° CD-2021/05/28-7/02 C

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

077-227700010-20210528-lmc100000022153-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/06/2021

Réception Préfet : 04/06/2021

Publication RAAD : 04/06/2021

Commission n° 7 – Finances
Rapporteur : LUCZAK Daisy

OBJET : Compte administratif 2020 et affectation des résultats.
Boutiques des Musées

Le compte administratif retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2020, le compte administratif du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 499,6 millions d'euros pour 1 milliard 506,1 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2020, se soldent ainsi par un "excédent" de 6,6 M€ constituant le résultat de gestion 2020. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé à fin 2020 qui était excédentaire de 33 M€. Ce résultat financera prioritairement le déficit des reports de 2020 sur 2021 (3,8 M€). Dès lors le résultat disponible cumulé à fin 2020 qui sera repris en DM2 2021 (valant budget supplémentaire), sera de 35,8 M€.

Deux budgets annexes au budget principal présentent, par ailleurs, les résultats suivants :

- Budget annexe GAIA = excédent de fonctionnement de 236 038,81 € et excédent d'investissement de 51 254,60 €
- Budget annexe Boutiques = excédent de fonctionnement de 1 276 920,44 €.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU les comptes de gestion établis pour l'exercice 2020 par Monsieur le Payeur Départemental

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le compte administratif du Budget annexe « Boutiques » du Département de Seine-et -Marne pour l'exercice 2020 présentés par Monsieur le Président du Conseil départemental ;

Article 2 : de déterminer, les soldes d'exécution et le résultat de fonctionnement à affecter ainsi qu'il suit :

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultat antérieur				1 319 454,16
Réalisé de l'exercice 2020			259 394,72	216 861,00
TOTAL			259 394,72	1 536 315,16
RESULTAT A AFFECTER				1 276 920,44
Restes à réaliser				
TOTAL			-	1 276 920,44
Résultat définitif				1 276 920,44

Article 3 : d'affecter le résultat de fonctionnement de clôture ainsi qu'il suit :

Le résultat excédentaire de la section de fonctionnement de **1 276 920,44 €** sera repris au budget supplémentaire de l'exercice 2021.

Article 4 : d'acter la réalisation des dépenses et des recettes pour l'exercice 2020 comme présentée en annexe 1 de la présente délibération

Adopté à la majorité

Ont voté POUR (37) :

M. Pierre BACQUÉ qui a donné pouvoir à Mme Béatrice RUCHETON
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI
M. Arnaud de BELENET
Mme Cathy BISSONNIER
M. Ludovic BOUTILLIER qui a donné pouvoir à Mme Martine DUVERNOIS
Mme Martine BULLOT
M. Jean-Marc CHANUSSOT
M. Bernard COZIC
Mme Martine DUVERNOIS
Mme Anne-Laure FONTBONNE
Mme Isoline GARREAU MILLOT
M. Jérôme GUYARD qui a donné pouvoir à Mme Véronique VEAU
M. Yves JAUNAUX
M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
Mme Nolwenn LE BOUTER
Mme Daisy LUCZAK qui a donné pouvoir à M. Jean-Marc CHANUSSOT
M. Olivier MORIN
Mme Céline NETTHAVONGS qui a donné pouvoir à M. Brice RABASTE
M. Jean-François ONETO
Mme Véronique PASQUIER
M. Ugo PEZZETTA
Mme Laurence PICARD
Mme Valérie POTTIEZ-HUSSON
M. Brice RABASTE
Mme Isabelle RECIO

Mme Béatrice RUCHETON
Mme Geneviève SERT
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
M. Jérôme TISSERAND
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Franck VERNIN
M. Sinclair VOURIOT qui a donné pouvoir à Mme Geneviève SERT
Mme Andrée ZAÏDI

Ont voté CONTRE (7) :

Mme Monique DELESSARD
M. Smaïl DJEBARA
M. Vincent ÉBLÉ
Mme Julie GOBERT
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Marianne MARGATÉ qui a donné pouvoir à M. Smaïl DJEBARA
Mme Virginie THOBOR

Se sont ABSTENUS (0) :

N'a pas pris part au vote (1) :

M. Patrick SEPTIERS, en sa qualité de Président du Conseil départemental

A été ABSENT (1) :

M. Bernard CORNEILLE



Patrick SEPTIERS
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

077-227700010-20210528-lmc100000022153-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/06/2021

Réception Préfet : 04/06/2021

Publication RAAD : 04/06/2021

Rapport sur le

COMPTE ADMINISTRATIF 2020 :

- **BUDGET PRINCIPAL**
- **SERVICES A COMPTABILITE DISTINCTE**
- **BILAN FINANCIER DE LA POLITIQUE ENS ET
AFFECTATION DE LA TAXE D'AMENAGEMENT**



SOMMAIRE « COMPTE ADMINISTRATIF 2020 »

1-1 - Introduction.....	1
1-2 - Présentation Générale	4
1-2.A - Les ouvertures de crédits.....	4
1-2.B – L’exécution du budget.....	5
1-2.C – Les résultats.....	6
1-3 - La section d’investissement	8
1-3.A - Les dépenses d’investissement :.....	8
1-3.A 1 – Répartition des investissements 2020 par grands secteurs :.....	9
1-3.A 2 – Les opérations en capital relatives à la dette :.....	29
1-3.B - Gestion pluriannuelle en investissement	30
1-3.C – Les recettes d’investissement	31
1-4 – La section de fonctionnement	33
1-4.A – Les dépenses de fonctionnement	33
1-4.A 1 – Les dépenses opérationnelles de fonctionnement :.....	34
1-4.A 2 – Les frais financiers et les prélèvements sur les recettes fiscales :.....	55
1-4.B – Gestion pluriannuelle en fonctionnement.....	57
1-4.C – Les recettes de fonctionnement	58
1-5 – La sous-compensation des trois allocations individuelles de solidarité (AIS).....	67
1-6– Plan de relance départemental face à la crise de la COVID19.....	69
1-6.A – Les dépenses de fonctionnement	69
1-6.B – Les dépenses d’investissement	72
1-7 - Approche comptable du CA 2020 (chapitres par nature M52).....	73
1-7.A – Section d’investissement	73
1-7.B – Section de fonctionnement	74
1-8 – Situation financière	76
1-9 – Affectation du résultat.....	77
2 - Comptes administratifs des services à comptabilité distincte	77
2-1 - Service GAIA	77
2-2 - Boutiques	77
3 – Bilan financier de la politique ENS et affectation de la taxe d’aménagement	78

1-1 - Introduction

Après une nette amélioration des grands équilibres financiers du budget du Département, le compte administratif pour 2020 constate une légère dégradation du taux d'épargne brute résultant de la crise sanitaire.

En effet, les dépenses réelles de fonctionnement présentent une augmentation de 32,5 M€ soit + 2,9 %, alors que les recettes réelles de fonctionnement ont progressé moins rapidement, sans hausse fiscale, de 21,7 M€ (soit + 1,6 %).

Dès lors, l'épargne dégagée sur la section de fonctionnement a diminué pour atteindre 214,9 M€ contre 225,7 M€ au CA 2019.

L'évolution des grands équilibres financiers est retracée dans le tableau suivant à travers quatre indicateurs :

	Taux d'épargne brute (1)	Endettement (2)	Taux d'endettement (3)	Capacité de désendettement (4)
CA 2016	13,7%	849,7 M€	68%	5,0 ans
CA 2017	14,2%	785,6 M€	62%	4,3 ans
CA 2018	15,5%	726,1 M€	57%	3,6 ans
CA 2019	17,0%	657,4 M€	49%	2,9 ans
CA 2020	15,9%	629,7 M€	49%	2,9 ans

Cette trajectoire financière, qui maintient la capacité d'autofinancement du Département, permet de poursuivre la montée en charge des dépenses d'équipement sans alourdir l'endettement de la collectivité conformément aux orientations fixées par la majorité départementale.

En mouvements réels, les dépenses de fonctionnement 2020 (détaillées à partir de la page 37) se sont élevées à 1 137,4 M€ et les recettes de fonctionnement (détaillées à partir de la page 63) à 1 352,3 M€.

Le résultat de gestion 2020 est donc un excédent de 215 M€ en section de fonctionnement.

En investissement, les dépenses 2020 ont été de 360 M€ hors déficit (détaillées à partir de la page 9), et les recettes de 151,6 M€ hors excédent (détaillées à partir de la page 36), soit un besoin de financement de 208,4 M€.

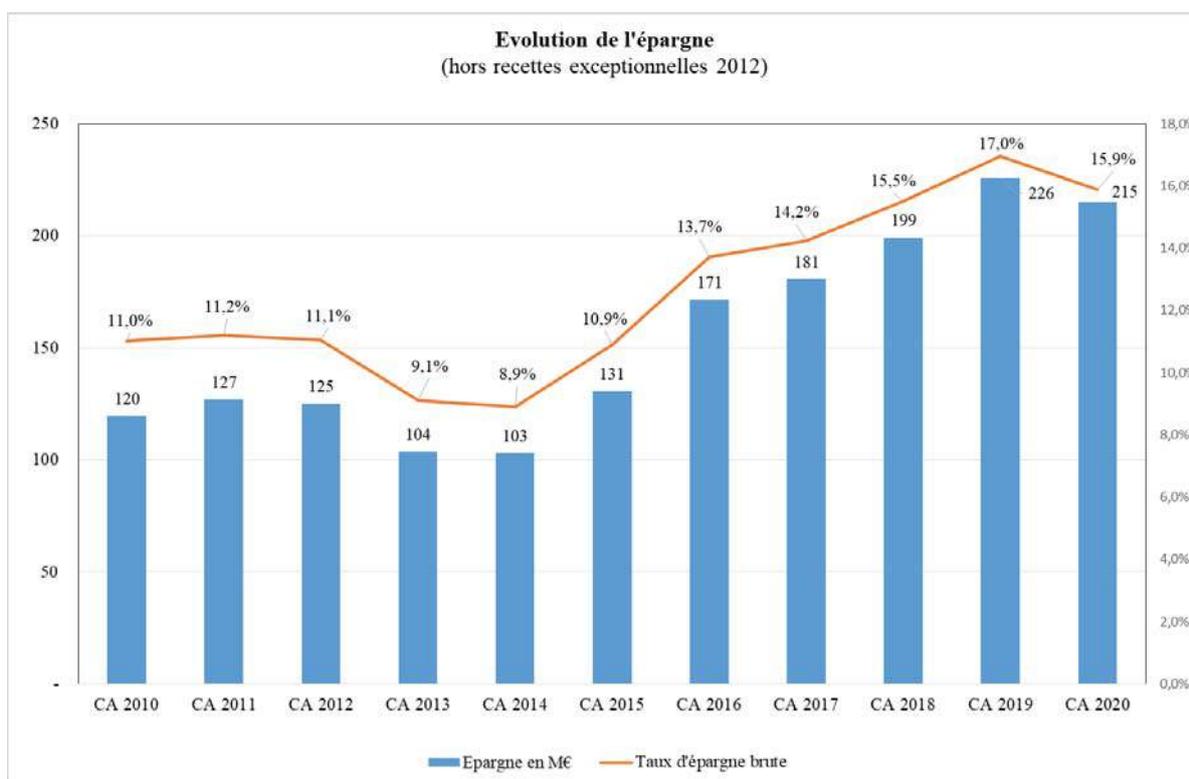
Au total, l'excédent de 2020 est de 6,6 M€. Il se cumulera avec l'excédent antérieur de 33 M€, ce qui fait ressortir, après financement des reports de 2020 sur 2021 (3,8 M€), le résultat net disponible à reprendre au budget supplémentaire 2021 à 35,8 M€ (contre 30,6 M€ au BS 2020).

en M€	Dépenses	Recettes	Résultats
Fonctionnement	1 137,41	1 352,36	214,95
Investissement	360,00	151,62	-208,37
Résultat de la gestion 2020			6,57
Excédent cumulé à fin 2019			33,05
Excédent global cumulé à fin 2020			39,62
Déficit état des reports 2020 sur 2021			-3,80
Résultat net disponible pour BS (DM2 2021)			35,82

Dans le même temps, le stock de dette à long terme du Département a diminué de 27,7 M€ en 2020, les remboursements (111 M€) étant supérieurs aux mobilisations d'emprunts à long terme (83,4 M€). Ce stock de dette à long terme s'établit à 629,7 M€ à fin 2020 (contre 657,4 M€ à fin 2019).

Avec une épargne dégagée sur la section de fonctionnement de 214,9 M€, le ratio de solvabilité (rapport entre le stock de dette à long terme, 629,7 M€, et l'épargne brute dégagée par la section de fonctionnement, soit 214,9 M€) se stabilise à 2,9 ans en 2020, comme à la fin 2019.

L'amélioration de la situation financière du Département, amorcée en 2015 comme le montre le graphique ci-après, a été consolidée en 2020.



Concernant l'évolution des recettes en 2020, celles de fonctionnement présentent une évolution de + 1,6 % par rapport à 2019, principalement sur le produit de la fiscalité directe (+ 5,8 M€, soit + 1 %) et de la fiscalité indirecte (+ 5,6 M€ soit + 1%). Par ailleurs, les dotations et participations progressent également de + 3,2 M€ (soit +1,6 %).

Le tableau et le graphique d'évolution des dépenses de fonctionnement (pages 38 et 39), montrent leur progression en 2020 puisqu'elles augmentent de 2,9 % au total, avec des dépenses opérationnelles (hors fonds de péréquation et frais financiers) qui ont évolué de +3,4 %.

La mission solidarité présente une progression de ses dépenses par rapport à celles de 2019 (+ 15,9 M€). Ce sont majoritairement les dépenses d'allocations RSA qui ont fortement progressé (+ 8,8 % soit + 15,5 M€). S'y ajoutent les dépenses du secteur de l'autonomie, avec les dépenses destinées aux personnes handicapées (+ 2,4 %) et les dépenses du secteur personnes âgées qui se stabilisent (+ 0,4 %). A l'inverse, après une forte croissance entre 2016 et 2018 portée par la progression de l'accueil des Mineurs Non Accompagnés, et une stabilisation en 2019, les dépenses réalisées dans le secteur de l'enfance diminuent de - 3,4 % à 166,9 M€ (contre 172,8 M€ en 2019).

Trois autres secteurs ont également progressé : les dépenses de moyens (+ 14,3 M€ soit + 83,6 % avec notamment l'achat de masques et autres équipements liés à la crise sanitaire), les dépenses de sécurité (+ 5,4 M€ soit + 5 % avec la subvention au SDIS) ou encore le développement territorial (+ 4,2 M€ soit + 71 %, marqué par le premier plan de relance départemental).

Face à ces augmentations, des diminutions sont à relever notamment en matière de transports (- 6,7% pour - 3,4 M€) et de reversements de fiscalité (-6 %) pour atteindre le montant de 34,6 M€. Les dépenses de personnel se stabilisent à 192,7 M€ (hors assistants familiaux).

De plus grâce à la gestion active mais prudente de la dette et au maintien des taux d'intérêts bas, les frais financiers ont diminué de 1,6 M€ pour atteindre 12,9 M€ (contre 14,4 en 2019 et 16,9 M€ en 2018).

La relance des dépenses d'équipement se poursuit cette année avec une progression de +17,4% (soit + 36,9 M€ pour atteindre le montant de 248,9 M€ (contre 212 M€ en 2019). Les dépenses en faveur de l'éducation (78,8 M€) demeurent le premier poste d'investissement, avec 32% des dépenses totales. La relance des investissements routiers se traduit dans le compte administratif 2020 par une augmentation de la réalisation des dépenses de + 28,5 % (soit + 16,1 M€), pour un montant final de 72,6 M€ (contre 56,5 M€ en 2019). Le secteur des transports a aussi progressé : + 3,6 M€ (pour un montant global de 8,7 M€). Les réalisations en matière de développement local progressent également de 20,7 % (pour un montant global de 34,8 M€). Pour terminer, il faut mentionner une contribution de 13,2 M€ au Fonds de Solidarité Interdépartemental d'Investissement (FS2I) (mais en contrepartie de cette dépense, le Département a perçu de ce même fonds 29,9 M€ en 2020).

Le rapport sur le compte administratif présente également (page 71), le bilan des 3 AIS que sont le RSA, l'APA et la PCH. La charge nette de ces trois allocations que le Département ne maîtrise pas s'élève à près de 188,5 M€ pour la seule année 2020, en légère baisse par rapport à celle de 2019. Le montant cumulé des sous-compensations s'élève à 1 750,9 M€ à la fin 2020.

Cette année une synthèse des dépenses mises en œuvre par le Département dans le cadre de la crise sanitaire de la COVID 19 vous est proposée (page 73). Elle résulte du suivi mis en place depuis la DM1 2020 pour les dépenses de fournitures directement engendrées par la crise et les mesures mises en place par le département pour soutenir les acteurs impactés par cette crise inédite.

1-2 - Présentation Générale

Il a été ouvert, au titre de 2020 (budget primitif et décisions modificatives ultérieures), un total de crédits de paiement de **2 339 289 433,96 €**, investissement et fonctionnement confondus, y compris les mouvements d'ordre et la reprise des résultats antérieurs qui étaient :

- Un déficit d'investissement 2019 de **143 414 132,71 €**,
- Un solde déficitaire des reports d'investissement de **2 464 674,58 €**,
- Un excédent de fonctionnement 2019 disponible de **30 582 680,70 €** après affectation du résultat 2019 à la couverture d'une part du déficit d'investissement et d'autre part du solde déficitaire des reports d'investissement ci-dessus rappelés.

1-2.A - Les ouvertures de crédits

DEPENSES			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Dépenses réelles	819 844 297,74	1 163 219 313,27	1 983 063 611,01
Dépenses d'ordre	176 660 411,76	179 565 411,19	356 225 822,95
Total dépenses	996 504 709,50	1 342 784 724,46	2 339 289 433,96
Déficit	143 414 132,71		143 414 132,71
Autofinancement complémentaire		80 764 339,42	80 764 339,42
Crédits reportés	2 464 674,58		2 464 674,58
Total dépenses hors déficit, autofinancement complémentaire et crédits reportés	850 625 902,21	1 262 020 385,04	2 112 646 287,25
RECETTES			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Recettes réelles	663 232 598,06	1 319 831 012,95	1 983 063 611,01
Recettes d'ordre	333 272 111,44	22 953 711,51	356 225 822,95
Total recettes	996 504 709,50	1 342 784 724,46	2 339 289 433,96
Excédent	145 878 807,29	30 582 680,70	176 461 487,99
Autofinancement complémentaire	80 764 339,42		80 764 339,42
Total recettes hors excédent, autofinancement complémentaire et crédits reportés	769 861 562,79	1 312 202 043,76	2 082 063 606,55

1-2.B – L'exécution du budget

L'exécution du budget, hors reprise de l'excédent 2019 et couverture du déficit, s'est traduite par la réalisation d'un total de dépenses de **1 672 253 576,75 M€**, pour des recettes de **1 678 826 646,24 M€**, comme indiqué dans le tableau ci-après :

DEPENSES			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Dépenses réelles	362 157 624,48	1 137 413 026,11	1 499 570 650,59
Dépenses d'ordre	71 385 027,45	101 297 898,71	172 682 926,16
Total dépenses	433 542 651,93	1 238 710 924,82	1 672 253 576,75
RECETTES			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Recettes réelles	153 783 699,94	1 352 360 020,14	1 506 143 720,08
Recettes d'ordre	149 817 199,29	22 865 726,87	172 682 926,16
Total recettes	303 600 899,23	1 375 225 747,01	1 678 826 646,24

Les taux d'exécution du budget 2020 peuvent, dans un premier temps, être mesurés hors reprise des résultats, hors autofinancement et hors reports, sur les montants réels et d'ordre, périmètre qui correspond à la détermination des résultats comptables de clôture propres à l'exercice.

Montants réels et d'ordre	2020		
	Crédits ouverts	Crédits réalisés	% réalisation
Fonctionnement			
Dépenses	1 262 020 385,04	1 238 710 924,82	98,15%
Recettes	1 312 202 043,76	1 375 225 747,01	104,80%
Solde	50 181 658,72	136 514 822,19	
Investissement			
Dépenses	850 625 902,21	433 542 651,93	50,97%
Recettes	769 861 562,79	303 600 899,23	39,44%
Solde	- 80 764 339,42	- 129 941 752,70	

Si les taux de réalisation de la section de fonctionnement ont d'ores et déjà un sens sur les montants réels et d'ordre, les taux de réalisation en investissement ne sont pas significatifs : en effet, il est ouvert en dépenses et en recettes des crédits pour 350 M€ afin de comptabiliser des opérations de refinancement de dette (100 M€) et les mouvements en cours d'exercice de tirage et de remboursement sur les emprunts à encours variable du Département (250 M€). Ces crédits étant peu utilisés dans le contexte financier actuel, les taux de réalisation en investissement apparaissent faibles mais ne reflètent pas la mobilisation des crédits pour les dépenses d'équipement.

La réalisation fait ressortir en fonctionnement un solde positif (**136,5 M€**) supérieur de **86,3 M€** à la prévision. Cet écart se répartit entre une non réalisation de dépenses pour **23,3 M€** et un dépassement de la réalisation des recettes pour **63 M€**.

Dès lors pour une approche plus fine des taux de réalisation du budget 2020 des crédits ouverts en faveur des politiques départementales, il est nécessaire de soustraire les mouvements d'ordre ainsi que les opérations financières effectuées en fonctionnement et en investissement.

Mouvements réels et hors opérations financières en investissement et fonctionnement (comptes 76, 66 et 16)	2020			2019	2018	2017	2016
	Crédits ouverts	Crédits réalisés	% réalisation				
Fonctionnement							
Dépenses	1 149 209 313,27	1 124 550 594,08	97,9%	98,4%	98,9%	98,7%	98,4%
Recettes (avec cessions)	1 291 440 351,28	1 352 046 039,46	104,7%	102,3%	103,1%	102,2%	101,7%
Investissement							
Dépenses	256 007 714,90	248 949 482,90	97,2%	95,3%	94,5%	94,3%	92,5%
Recettes (hors cessions)	71 519 507,05	68 258 224,94	95,4%	100,4%	96,6%	99,8%	96,2%

Le taux de réalisation des dépenses de fonctionnement atteint 97,9 %.

Par ailleurs, au niveau de l'investissement, le taux de réalisation des dépenses est égal à 97,2%. En recette hors cessions, le taux de réalisation est de 95,4%.

Les recettes de fonctionnement, toujours prudemment estimées, présentent un taux de réalisation supérieur à 100 % : 104,7 %.

1-2.C – Les résultats

On distingue trois niveaux de résultats :

- **le résultat propre** à l'exercice (avant intégration des résultats antérieurs),
- **le résultat cumulé** (après intégration des résultats antérieurs et avant restes à réaliser). C'est ce résultat qui constitue le résultat « officiel » devant faire l'objet d'une affectation, pour son montant en fonctionnement, le résultat d'investissement étant considéré comme un simple solde d'exécution générant un besoin ou un surplus de financement.
- **le résultat définitif** (après restes à réaliser)

Réel + ordre	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Dépenses			
Déficit reporté (1)	143 414 132,71		143 414 132,71
Réalisées (2)	433 542 651,93	1 238 710 924,82	1 672 253 576,75
Restant à réaliser (3)	3 803 359,73		3 803 359,73
Total (4) = (1) + (2) + (3)	580 760 144,37	1 238 710 924,82	1 819 471 069,19
Recettes			
Excédent reporté (5)	145 878 807,29	30 582 680,70	176 461 487,99
Réalisées (6)	303 600 899,23	1 375 225 747,01	1 678 826 646,24
Restant à réaliser (7)			0,00
Total (8) = (5) + (6) + (7)	449 479 706,52	1 405 808 427,71	1 855 288 134,23
<u>Résultat propre à 2019</u> (6) - (2)	-129 941 752,70	136 514 822,19	6 573 069,49
<u>Résultat cumulé</u> {(5) + (6)} - {(1) + (2)}	-127 477 078,12	167 097 502,89	39 620 424,77
Résultat définitif (8) - (4)	-131 280 437,85	167 097 502,89	35 817 065,04

En investissement, les dépenses reportées s'élèvent à 3,8 M€ et concernent principalement trois secteurs : les moyens généraux (1,3 M€), les systèmes informatiques (1,1 M€), le patrimoine et les musées (0,4 M€) et l'éducation et la formation (0,4 M€).

Le résultat global comptable de clôture propre à l'exécution des seules opérations de 2020 (c'est-à-dire avant intégration des résultats antérieurs) est donc un excédent de 6,6 M€ contre 5,2 M€ en 2019.

1-3 - La section d'investissement

1-3.A - Les dépenses d'investissement :

Le montant des dépenses réelles d'investissement s'est élevé à **362,2 M€** en augmentation de **5,1 %** par rapport à 2019 (**344,4 M€**). Pour une comparaison homogène des deux exercices, il convient de ne conserver que le solde entre les dépenses et les recettes réalisées dans le cadre des opérations sur crédits « revolving » et de refinancement de dette. Une fois ce correctif apporté, les dépenses réelles 2020 (hors mouvements financiers équilibrés) s'élèvent à **360 M€**, montant supérieur à celui de 2019 (**325,8 M€**).

Sur ce total de **360 M€**, on distingue :

- Les dépenses d'équipement proprement dites dont le montant s'élève en 2020 à **249 M€** et dont le contenu est détaillé dans le paragraphe suivant pour chaque secteur d'intervention du Département. Ce montant était de **212,1 M€** au CA 2019 soit + 17,4 % de progression.
- Les opérations financières pour un total de **111 M€** en 2020 dont **56,6 M€** de remboursement d'emprunts à long terme, **13,6 M€** de diminution des emprunts revolving, **40,8 M€** de remboursement d'emprunt revolving et **0,09 M€** en subventions en annuité.

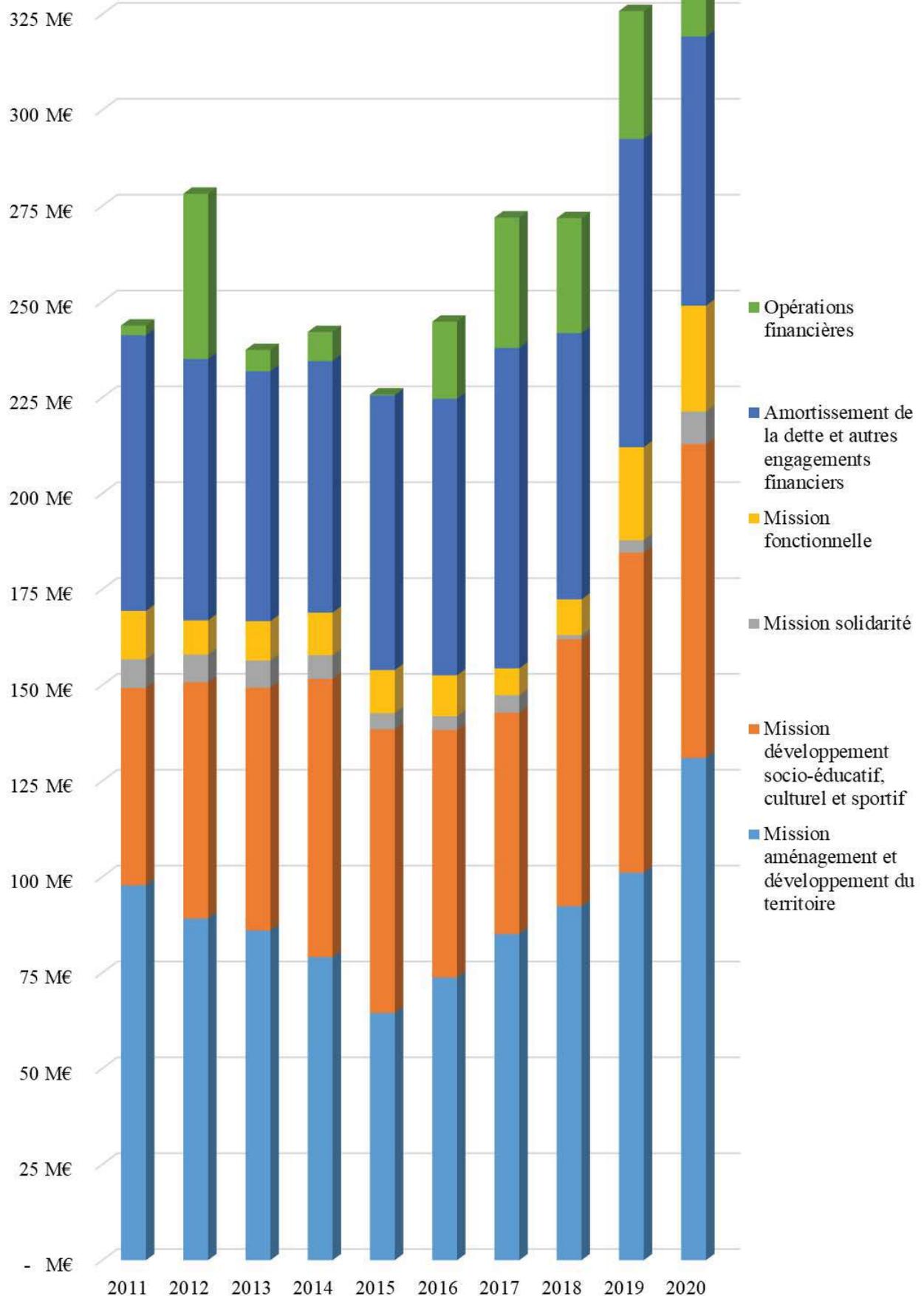
Le niveau des dépenses d'équipement 2020 est en nette augmentation par rapport à celui de 2019 (+ 17,4 %). Ce volume est toujours porté par les politiques « Education et formation » et « Routes départementales » : en 2020, les dépenses d'équipement en faveur de l'éducation et de la formation représentent **31,7 %** du total des dépenses d'équipement, suivies des investissements en faveur des routes départementales (**29,1 %**). Le troisième secteur est celui du développement territorial avec **14 %** des dépenses totales.

1-3.A 1 – Répartition des investissements 2020 par grands secteurs :

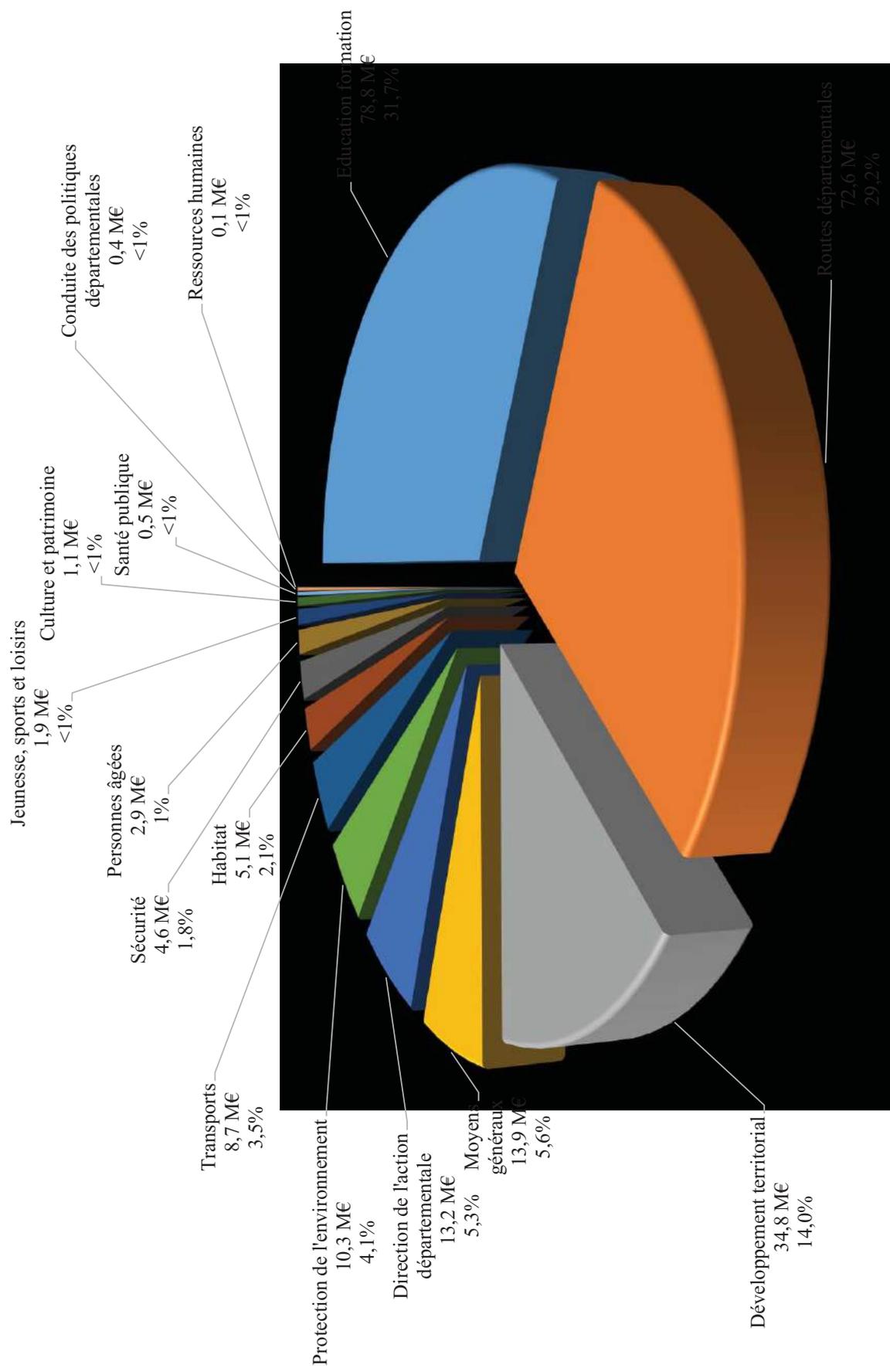
Par grands secteurs, ces investissements se répartissent ainsi :

Politiques	CA 2019	Crédits inscrits 2020	CA 2020	Evolution 2020/2019	Part dépenses 2020
Développement territorial	28 824 464	35 090 588	34 779 812	20,7%	14,0%
Protection de l'environnement	5 402 966	10 960 952	10 398 346	92,5%	4,2%
Routes départementales	56 480 472	72 799 099	72 561 966	28,5%	29,1%
Sécurité	5 300 000	4 600 000	4 600 000	-13,2%	1,8%
Transports	5 050 298	8 973 841	8 654 697	71,4%	3,5%
Mission aménagement et développement du territoire	101 058 199	132 424 480	130 994 820	29,6%	52,6%
Culture et patrimoine	1 429 803	2 171 233	1 105 988	-22,6%	0,4%
Education formation	81 649 875	79 573 446	78 821 507	-3,5%	31,7%
Jeunesse, sports et loisirs	405 895	2 641 431	1 910 167	370,6%	0,8%
Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	83 485 573	84 386 110	81 837 662	-2,0%	32,9%
Habitat	104 494	5 153 297	5 102 544	4783,1%	2,0%
Personnes âgées	2 354 750	2 949 750	2 949 750	25,3%	1,2%
Personnes handicapées	561 000	-	-	NS	0,0%
Santé publique	210 000	661 340	477 032	NS	0,2%
Mission solidarité	3 230 244	8 764 387	8 529 326	164,0%	3,4%
Conduite des politiques départementales	304 942	409 450	369 581	21,2%	0,1%
Direction de l'action départementale	13 139 000	13 238 233	13 238 233	NS	5,3%
Moyens généraux	10 756 044	16 649 301	13 901 254	29,2%	5,6%
Ressources humaines	79 503	135 754	78 607	-1,1%	0,0%
Mission fonctionnelle	24 279 489	30 432 738	27 587 674	13,6%	11,1%
Total dépenses d'équipement	212 053 506	256 007 715	248 949 483	17,4%	100,0%
Amortissement de la dette et autres engagements financiers	80 383 878	70 422 450	70 233 456	-12,6%	
Opérations financières	33 365 475	-	40 814 685	22,3%	
Total général (hors dette neutre et déficit reporté)	325 802 859	326 430 165	359 997 624	10,5%	

Evolution des dépenses d'équipement réalisées depuis 2010

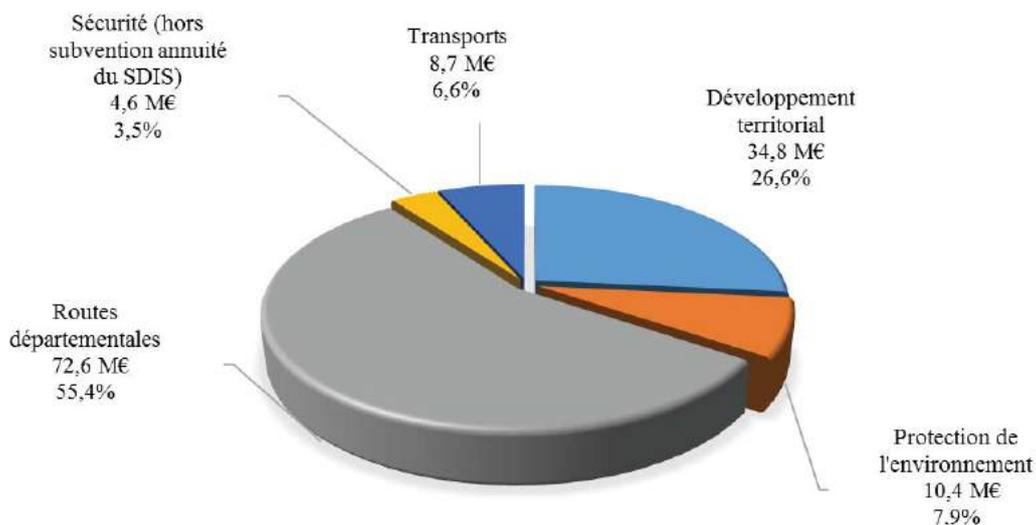


RÉPARTITION DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT 2020 : 248,9 M€

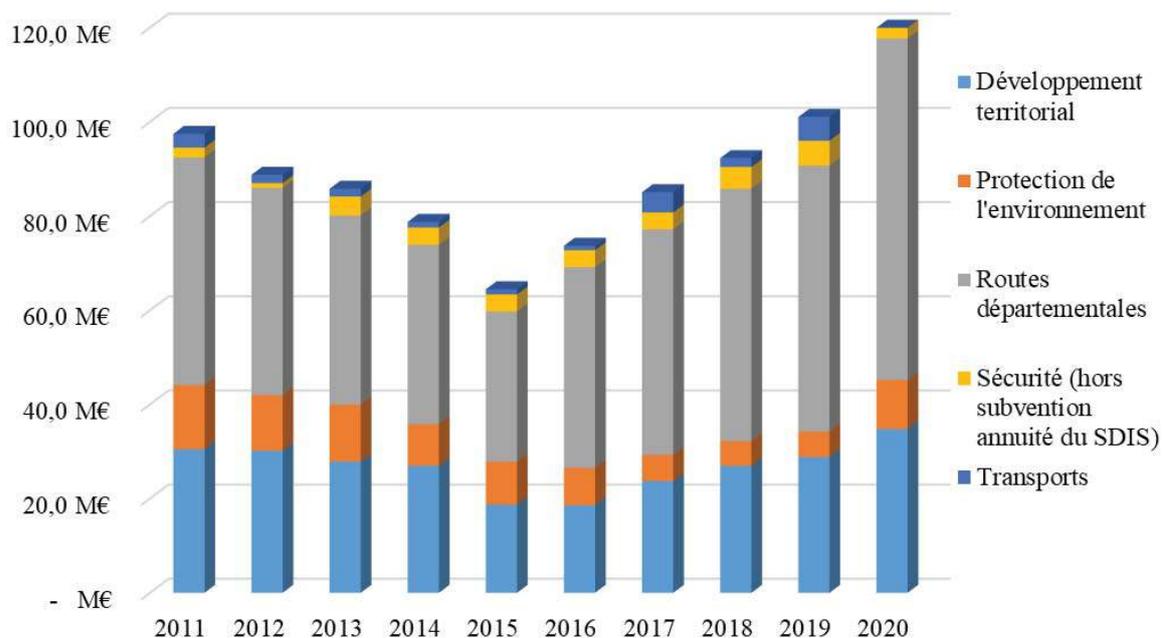


MISSION AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE
130 994 820€ (52,6 % des dépenses totales d'équipement)

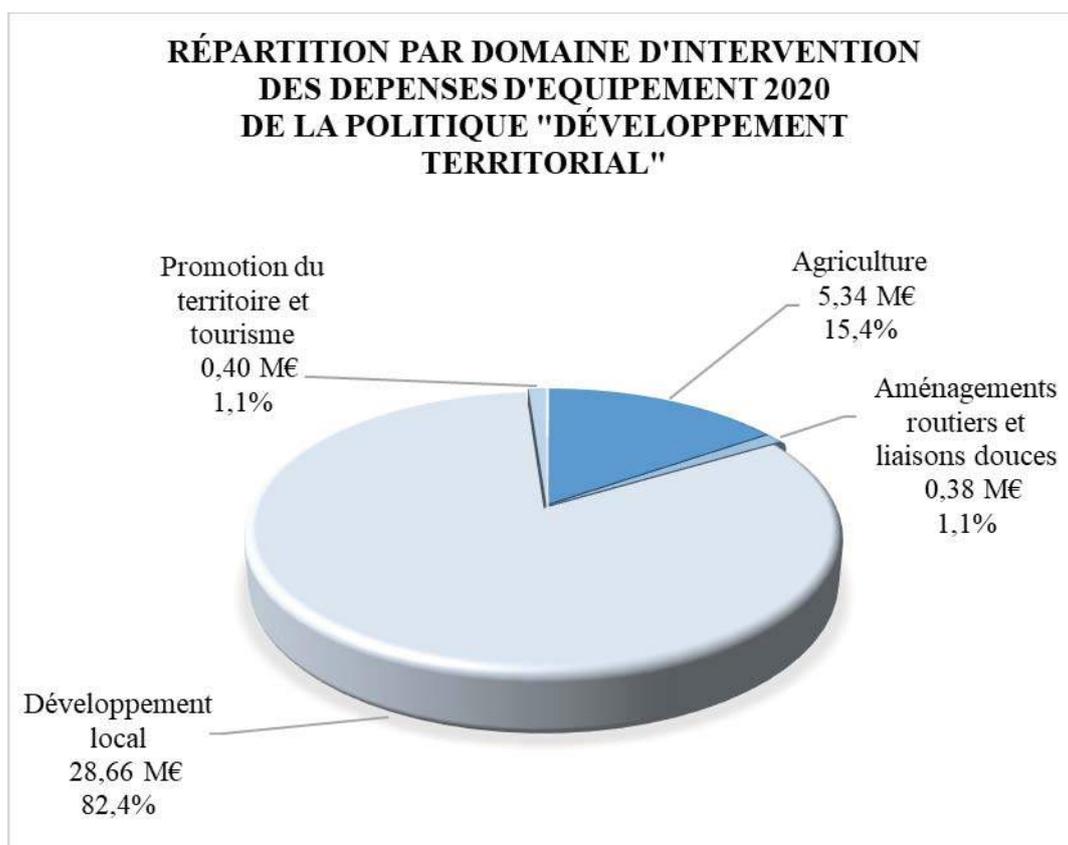
RÉPARTITION PAR POLITIQUE PUBLIQUE
DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT 2020 DE LA MISSION
"AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE"



Evolution par politique publique
des dépenses d'équipement sur la période 2011-2020 de la mission
"Aménagement et développement du territoire"



🚧 Politique publique « Développement territorial » : 34 779 812 €



Le domaine « **Développement local** » (28,7 M€), représente **82 %** de la politique développement territorial et poursuit sa progression de + **1,2 M€** en 2020 avec la montée en charge des dispositifs contractuels (CID et FER).

Le premier type d'aides à destination des intercommunalités dénommé « **Contrat Intercommunal de Développement** » a mobilisé **9,8 M€** et a concerné 16 contrats en 2020 dont ceux de Paris Vallée de la Marne (**1,6 M€**), de Melun-Val-de-Seine (**1,1 M€**), de Marne et Gondoire (**1,1 M€**), du Pays de Fontainebleau (**0,9 M€**), des Portes Briardes entre Villes et Forêts (**0,9 M€**), ou encore celui du secteur de Sénart. Le second type d'aide, le « **Fonds d'Équipement Rural** » a représenté **3,8 M€** au bénéfice de 185 communes ou structures intercommunales pour des aides pouvant atteindre **50 000 €**.

Les contrats communaux ont généré en 2020 une dépense de **4,1 M€**. Au titre des contrats ruraux, une enveloppe de **3,7 M€** a été répartie entre 71 communes ou structures intercommunales, au nombre desquelles, on peut mentionner le syndicat scolaire Meilleray Chapelle Moutils (**0,2 M€**) ou les communes de Jouy le Chatel (**0,1 M€**) ou encore le syndicat de la petite montagne (**0,1 M€**). Au titre des CONT.A.C.T., une enveloppe de **0,1 M€** a été répartie entre les communes de Donnemarie-Dontilly et de Boissy-le-Châtel. Deux contrats régionaux ont fait l'objet d'un versement de subvention en 2020. Il s'agit de celui de Crécy-la-Chapelle et de Lésigny pour un montant global de **0,05 M€**. Par ailleurs un montant de **0,2 M€** a été versée à Seine-et-Marne Entr'aide à 6 communes.

Les contrats intercommunaux ont mobilisé **0,9 M€** en 2020 avec **0,3 M€** pour le C3D en faveur du Provinois. Dans le cadre des contrats CLAIR, les communautés de communes et

autres regroupements ont été aidés à hauteur de **0,5 M€**, principalement en faveur de la Communauté de Communes de la Brie des Morin. Par ailleurs une aide a été versée au Parc Naturel Régional du Gâtinais pour **0,04 M€**.

Une dépense de **5,6 M€** a été consacrée à l'action **Développement du réseau** pour la poursuite de la réalisation du réseau FTTH par l'intermédiaire de Seine-et-Marne Numérique.

Dans le cadre du **Soutien au développement local**, un Plan de soutien aux acteurs de l'hôtellerie et de la restauration a été voté et la somme de **2,5 M€** a été versée à l'association Initiative Ile de France dont l'une de ses missions est d'apporter son assistance aux plateformes et structures d'hébergement.

Le fonds d'aménagement communal (FAC) à destination des communes de plus de 2 000 habitants complète l'offre départementale pour les communes et les EPCI et conçu comme un complément aux contrats CID a bénéficié, pour un montant global de **1,5 M€**, à 9 communes, dont Rozay-en-Brie (**0,3 M€**) et Fontenay Trésigny (**0,2 M€**).

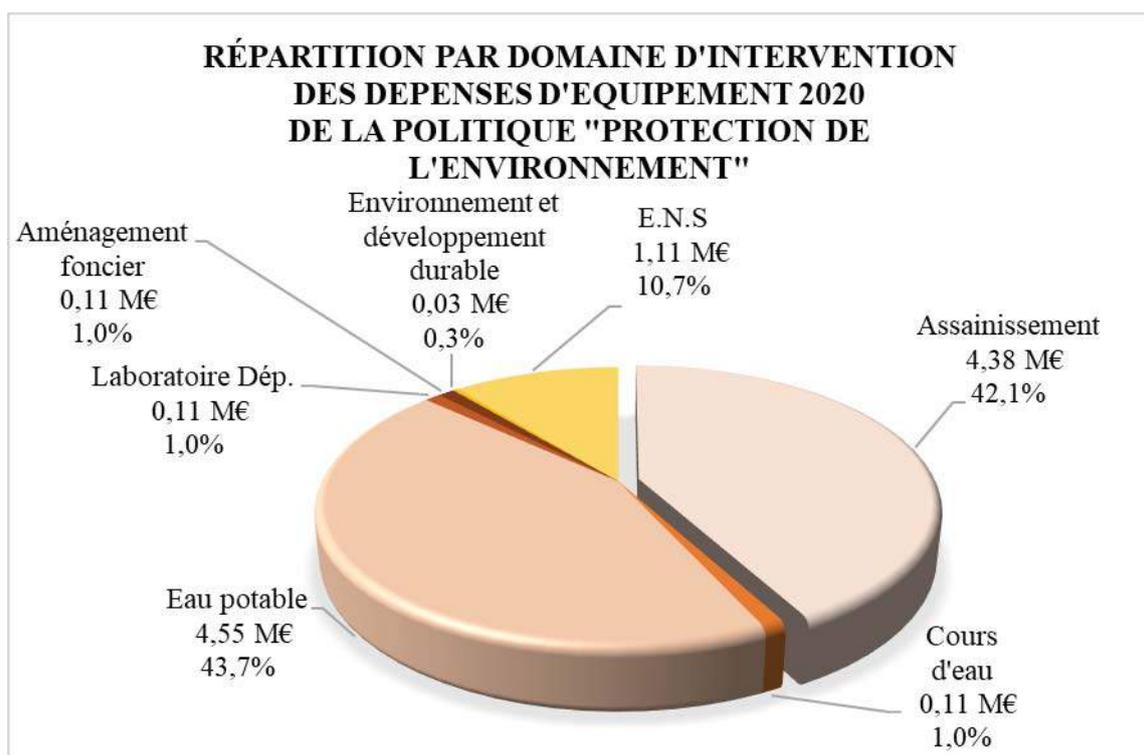
Par ailleurs, le fonds d'aménagement qui permet de financer les projets structurant d'échelle intercommunale voire départementale a octroyé **0,4 M€** à la Communauté des communes du Pays de l'Ourcq pour son projet d'aménagement du Parc d'activités des Effeneaux.

Sur le domaine « **Agriculture** », **5,3 M€** ont été réalisés. La somme de **4,8 M€** a été consacrée au projet de « Plateforme d'approvisionnement de la restauration scolaire de l'Est parisien » : **4,6 M€** pour notre participation, conjointement à la Région Ile-de-France, au capital de la société publique locale et **0,2 M€** dans le cadre de l'acquisition du terrain. Le reste des sommes réalisées sur le domaine de l'agriculture (**0,6 M€**) a été alloué aux agriculteurs pour la mise en œuvre des investissements environnementaux et des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) en faveur de la biodiversité, mais également en faveur de la Chambre d'agriculture de région Ile-de-France et pour le financement d'aides aux investissements forestiers.

Le domaine « **Aménagements routiers et liaisons douces** » (**0,4 M€**) comptabilise d'une part les interventions du Département en faveur des communes, à travers notamment, des **aides aux communes et aux intercommunalités**. Dans ce cadre, 4 communes et Voies Navigables de France ont été soutenues pour un montant global de **0,2 M€**. D'autre part, les études et travaux pour la création de **liaisons douces** ont mobilisé **0,1 M€** notamment pour la passerelle du pont de Valvins et le Plan Vélo77.

Le domaine « **Promotion du territoire** », pour un montant de **0,4 M€**, a permis, au titre du fonds de développement touristique (**0,3 M€**), de faire bénéficier de l'aide départementale une quinzaine de structures, ainsi que de verser une aide de **0,1 M€** à Seine-et-Marne-Attractivité pour ses projets d'investissement.

🚧 Politique publique « Protection de l'environnement » : 10 398 345 €



Les dépenses d'investissement liées à la gestion de l'eau a plus que doublé en 2019 et 2020 : passant de **4,4 M€** à **9,1 M€**. Cette évolution est principalement centrée sur le secteur de l'eau potable.

Rattachées au domaine de « l'Eau » (**9,1 M€**), les mesures en faveur de l'assainissement représentent une dépense de **4,4 M€** qui a bénéficié à une quarantaine de collectivités ou structures intercommunales. L'aide la plus importante a concerné la communauté d'agglomération de Roissy Pays de France (**1,1 M€**).

L'action relative à l'eau potable, pour un montant global de **4,6 M€** a concerné une vingtaine de bénéficiaires, essentiellement pour la communauté d'agglomération de Coulommiers et le syndicat de l'eau de l'est seine-et-marnais pour **1,5 M€** chacun. Il faut aussi mentionner l'enveloppe dédiée aux aides pour l'acquisition de matériel pour le désherbage thermique ou mécanique (**0,04 M€**).

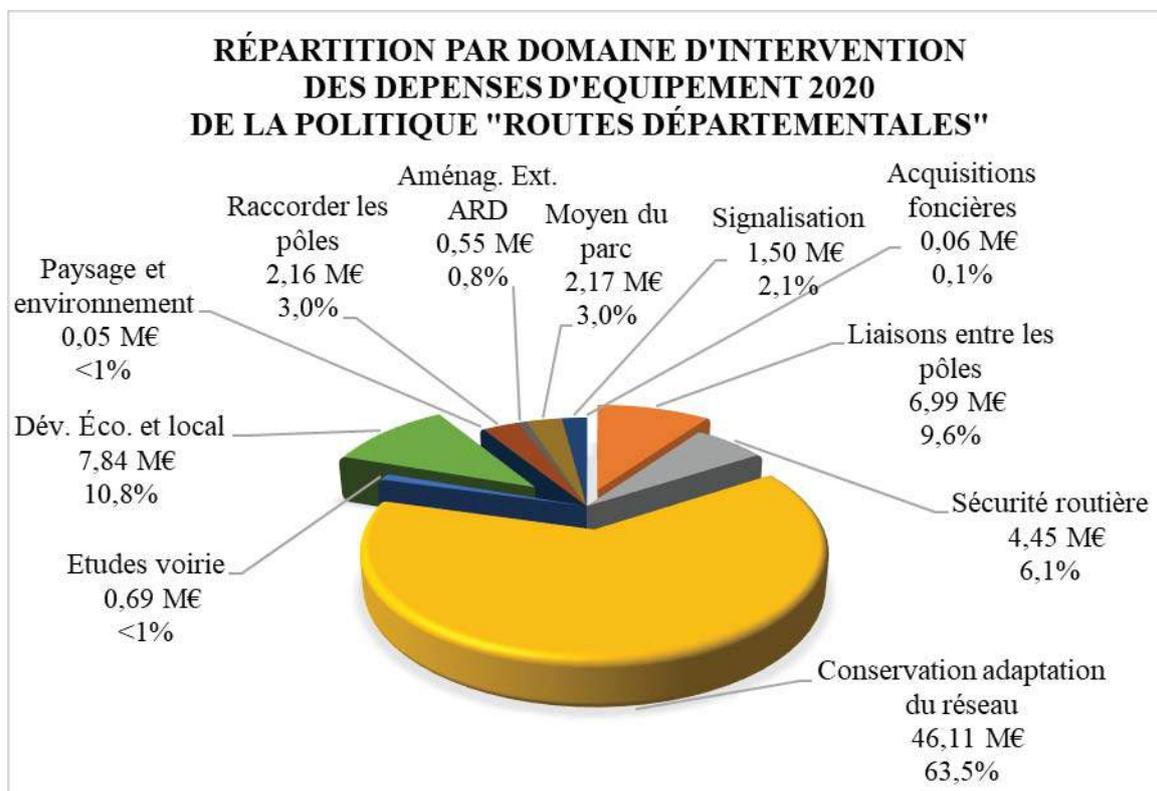
Pour terminer sur ce domaine, il faut ajouter les aides à l'aménagement des cours d'eau qui ont mobilisé **0,1 M€** et les dépenses liées au laboratoire départementale d'analyses qui ont généré **0,1 M€**.

Sur le domaine de « l'Environnement » (**1,3 M€**), l'action Espaces Naturels Sensibles représente la part la plus importante (**1,1 M€**). Le Département a financé pour **0,8 M€** de nouvelles acquisitions ainsi que la poursuite d'aménagement de plusieurs sites et une quinzaine d'organismes ou communes a reçu la somme totale de **0,3 M€** pour financer leurs propres projets (acquisitions, aménagements, créations de chemins de randonnées ...) dont **0,07 M€** pour l'O.N.F.

L'aménagement foncier a représenté une dépense de **0,1 M€** en 2020 et **0,04 M€** ont été consacré à l'environnement et le développement durable.

En annexe du présent rapport, un bilan financier est présenté sur les dépenses et recettes ENS de l'exercice 2020.

✚ Politique publique « Routes départementales » : 72 561 966 €



Comme pour la politique de l'eau, le secteur des Routes a fortement progressé entre 2019 et 2020 : soit + 28 % (+16 M€ en volume).

L'essentiel des dépenses de cette politique a été consacré **aux « Aménagements du réseau routier » (68,3 M€ contre 53 M€ en 2019)** et plus particulièrement à la conservation, à la sécurité et l'innovation du réseau (**46,1 M€**) avec une dépense de **40,9 M€** pour financer les travaux sur les routes en traverses d'agglomération ou en rase campagne et sur les ouvrages d'art pour **5,1 M€**. En complément, **0,06 M€** a été consacré aux déclassements de voiries et **0,01 M€** aux travaux relatifs à la protection des berges de la RD 39 entre Boissise-la-Bertrand et Seine-Port.

7,8 M€ ont été consacrés au développement économique et local, principalement en faveur de la desserte nord de Melun sur la RD1605 (**5,1 M€**), de l'échangeur de Villeparisis (**1,9 M€**) et de la déviation de Guignes (**0,4 M€**).

L'enveloppe de crédits ouverte au titre des liaisons entre les pôles réalisée à hauteur de **7 M€** se répartit entre la liaison entre Meaux et Roissy pour **5,4 M€** et le soutien financier au contournement est de Roissy pour **1,5 M€**.

Les aménagements pour la sécurité routière, pour un montant de **4,4 M€** ont consisté principalement en travaux d'aménagement de carrefours (notamment celui de l'A104xRD10p

à Saint Thibault pour **1,5 M€**) mais aussi en mise en sécurité de virages, d'accotements ainsi que de réparations suite aux inondations ou encore au financement des travaux complémentaires au projet d'électrification de la ligne ferroviaire Paris Troyes (**0,6 M€**).

Sur les aménagements concernant la liaison sud de Chelles, une enveloppe de **2,2 M€** a été réalisée principalement au titre de la requalification du chemin du corps de garde sur la communes de Chelles.

Les crédits consacrés aux études de voirie et à l'aménagement du paysage se sont élevés respectivement à **0,7 M€** et **0,05 M€**. L'enveloppe ouverte pour les acquisitions foncières a été réalisée pour **0,06 M€** dont l'essentiel concerne la liaison Meaux Roissy.

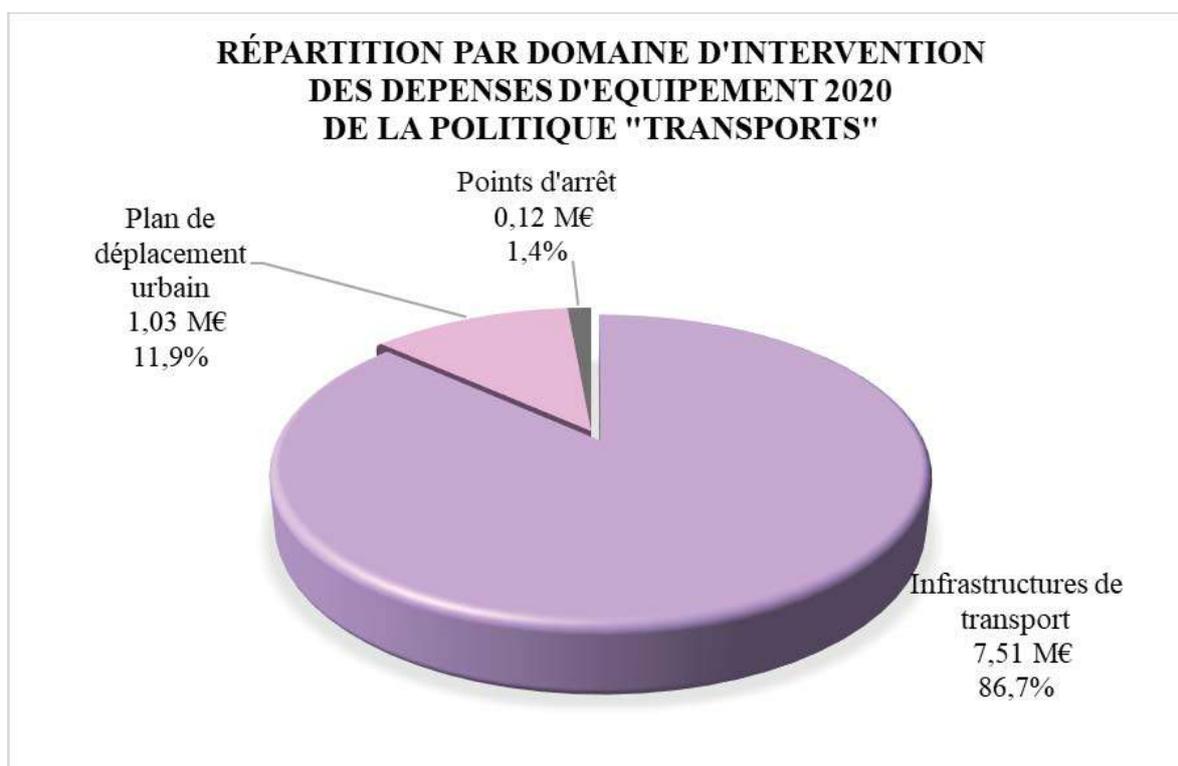
Enfin, une enveloppe globale de **4,2 M€** a permis « **l'Entretien et l'exploitation du réseau routier** ». Elle est répartie entre les moyens du Parc Départemental (**2,2 M€** pour l'acquisition de véhicules et engins destinés à l'accomplissement des missions d'entretien routier : véhicules de liaisons, fourgons, poids lourds, tracteurs ...), les aménagements extérieurs des Agences Routières Départementales (**0,5 M€**) et la signalisation routière (**1,5 M€**).

🚦 Politique publique « Sécurité » : 4 600 000 €



Une unique opération est rattachée à cette politique en faveur du SDIS conformément à la convention qui lie le Département à l'établissement public et qui prévoit désormais une aide directe, distincte de celle accordée au fonctionnement, pour les dépenses d'équipement du SDIS.

🚦 Politique publique « Transports » : 8 654 697 €

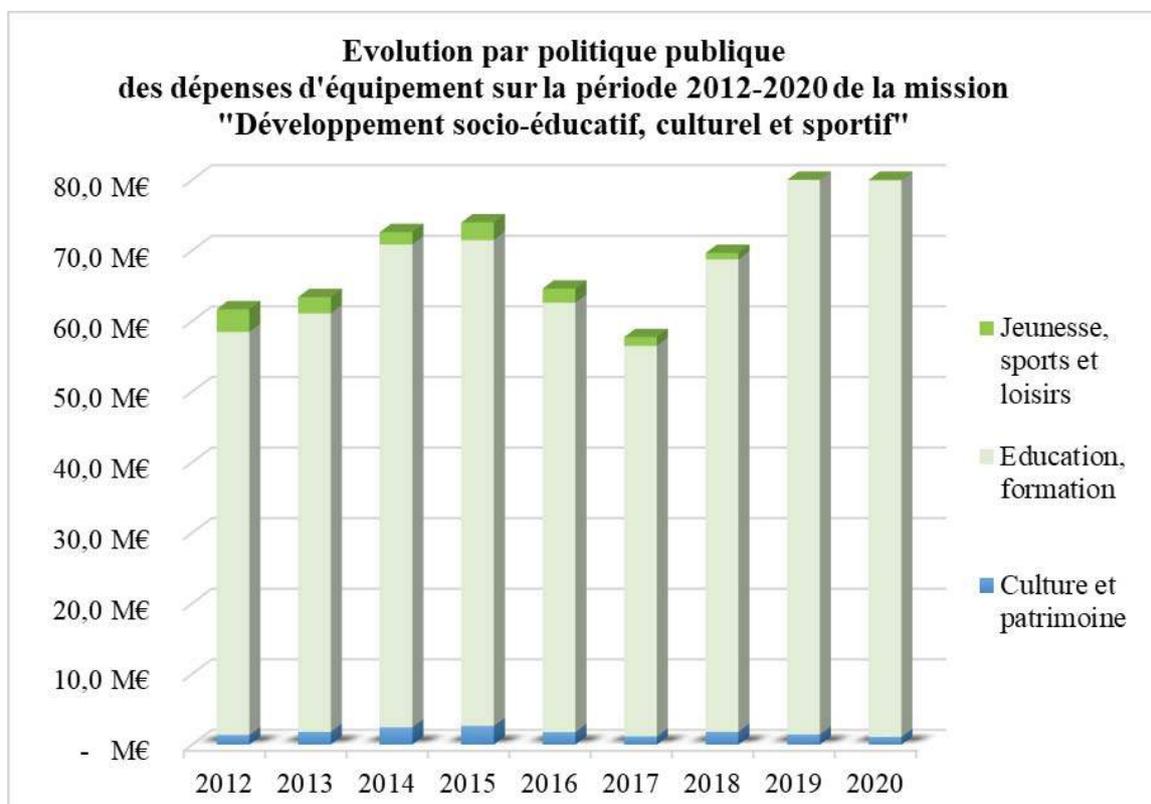
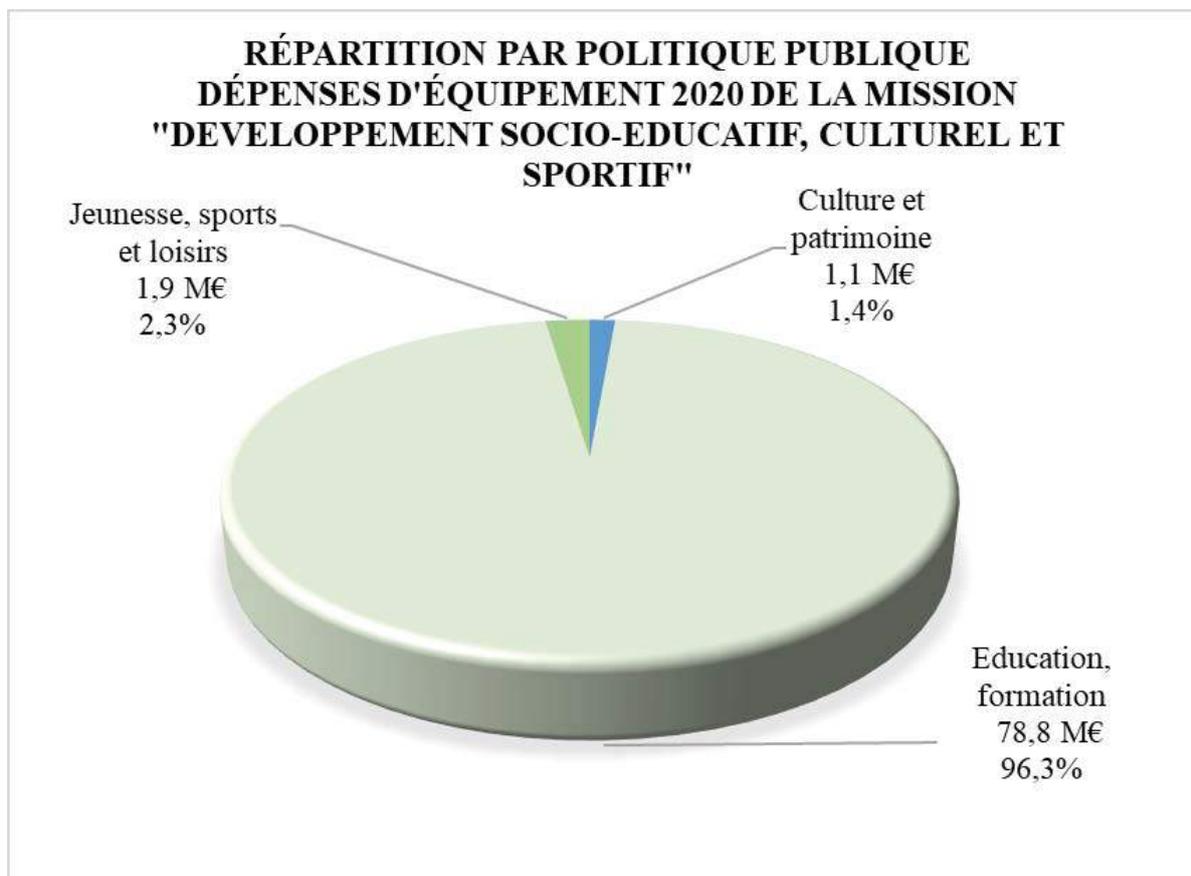


87% des dépenses en crédits de paiement du domaine « **Transports publics** » ont été consacrés aux « Infrastructures de transport » dont **6,6 M€** au financement des études liées à l'aménagement du TZEN, complété des enveloppes allouées à l'électrification de la ligne Paris-Troyes (**0,6 M€**) et aux études de conception détaillées et aux premières acquisitions foncières pour la nouvelle gare SNCF de Bry-Villiers-Champigny (**0,2 M€**).

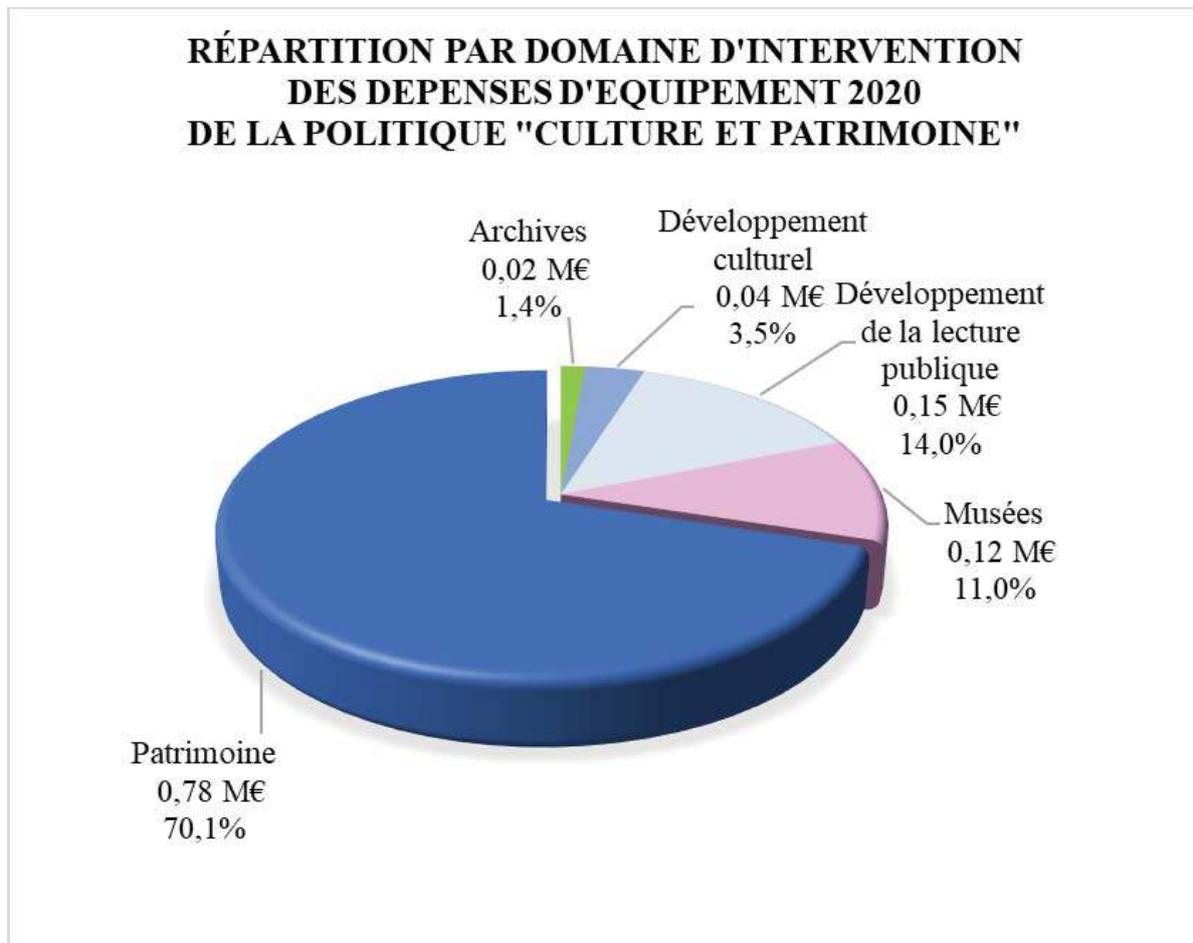
Par ailleurs, le Plan de déplacements urbains a consacré **1 M€** à la poursuite de nos participations aux aménagements de stations multimodales de covoiturage pour **0,9 M€** et aux travaux sur plusieurs pôles gares pour **0,1 M€** (Nanteuil, Melun, Noisy et Torcy).

Enfin, il faut mentionner les crédits alloués Points d'arrêt (**0,1 M€**) qui contribuent à la mise en accessibilité de ceux du réseau « Seine-et-Marne Express » et à l'acquisition d'abris.

MISSION DEVELOPPEMENT SOCIO-EDUCATIF, CULTUREL ET SPORTIF
81 837 662 € (32,9 % des dépenses totales d'équipement)



✦ Politique publique « Culture et patrimoine » : 1 105 988 €



Les dépenses réalisées en 2020 sur le domaine « **Patrimoine** » ont mobilisé **0,8 M€** dont une part essentielle a été allouée au patrimoine monumental (**0,7 M€**) pour 17 bénéficiaires. Sur ce même domaine, tandis que les aménagements au Château de Blandy ont généré **0,02 M€**, les aides au titre des antiquités et objets d'art ont été attribuées à 8 bénéficiaires pour un montant total de **0,02 M€**.

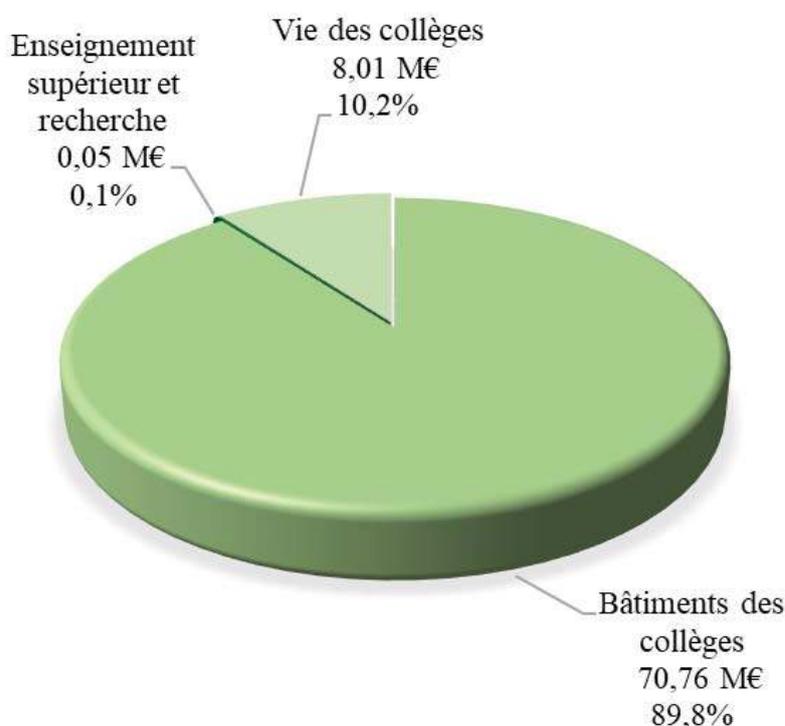
Concernant le domaine « **Développement de la lecture publique** » (**0,2 M€**), l'essentiel des réalisations a concerné les travaux de constructions ou de réhabilitations des médiathèques de Dammarie-les-Lys et de Varennes-sur-Seine. Des aides ont également été apportées aux équipements mobiliers et informatiques de 5 communes.

Le domaine « **Développement culturel** » a mobilisé **0,04 M€** en 2020, la quasi-totalité concernant les équipements cinématographiques et le théâtre de Sénart.

Les autres dépenses réalisées sur cette politique relèvent principalement des domaines « **Archives** » (**0,02 M€**) et « **Musées** » (**0,1 M€**).

✚ Politique publique « Education formation » : 78 821 507 €

RÉPARTITION PAR DOMAINE D'INTERVENTION DES DEPENSES D'EQUIPEMENT 2020 DE LA POLITIQUE "EDUCATION FORMATION"



En 2020, sur cette politique, le domaine « **Bâtiments des collèges** » représente **70,8 M€** de crédits de paiement.

D'une part, l'entretien et les grosses réparations dans les collèges se sont élevés à **30,2 M€** de dépenses, répartis principalement en travaux (**20,1 M€** dont **2,7 M€** de mise en sécurité), en acquisitions de bâtiments démontables (**4,3 M€**), en actions d'amélioration énergétique des bâtiments et de chauffage (**2 M€**), en mises en conformité et en abris des demi-pensions (**1,3 M€**) et en travaux d'accessibilité des collèges aux personnes à mobilité réduite (**2 M€**). Les études et crédits divers représentent **0,6 M€** de dépenses en 2020.

De plus, les études et des travaux relatifs aux constructions, extensions et réhabilitations de collèges ont généré **40,6 M€** de dépenses principalement sur les constructions des collèges de Villeparisis (**5,1 M€**) de Chelles (**3,6 M€**), de Montévrain (**2,1 M€**) et de Bussy-Saint-Georges (**2 M€**),

Citons également l'extension et la réhabilitation du collège Lucien Cézard à Fontainebleau (**4,4 M€**), l'extension du collège François Villon à Saint-Fargeau-Ponthierry (**2,7 M€**) ou encore la reconstruction collège La Mare aux Champs à Vaux-le-Pénil (**2,3 M€**). S'y ajoutent les travaux dans les demi-pensions pour **12,3 M€** dont **7,1 M€** pour celle du collège de Bois-le-roi, **2,2 M€** pour celle du collège de Cesson et **1,1 M€** pour celle du collège de Fontenay-Trésigny), les SEGPA (**3,5 M€**) et les crédits d'études (**0,5 M€**).

Les crédits réalisés sur l'action Equipement et Matériel TICE du domaine « **Vie des Collèges** »

ont atteint **5,4 M€** en 2020 (contre **4,6 M€** en 2019). Ces crédits ont financé essentiellement les équipements en nouvelles technologies éducatives et le câblage. Les crédits consommés pour le matériel et mobilier des collèges (**1,4 M€**) concernent les dotations de premier équipement (**0,5 M€**) et le complément et le renouvellement des équipements (**0,9 M€**). Les équipements nécessaires à la « Restauration scolaire » ont mobilisé **1,2 M€**, dont **1 M€** pour l'achat du gros matériel de cuisine, le reste des dépenses ayant permis l'achat de mobilier mais aussi le versement d'aides à l'informatisation des structures.

Les dépenses réalisées en faveur de « **L'Enseignement Supérieur et de la Recherche** » se sont élevées à **0,05 M€** en 2020. Il s'agit de notre participation à l'acquisition de matériel pédagogique et incendie par la Maison Familiale rural du Gâtinais.

Politique publique : « Jeunesse, sports et loisirs » : 1 910 167 €

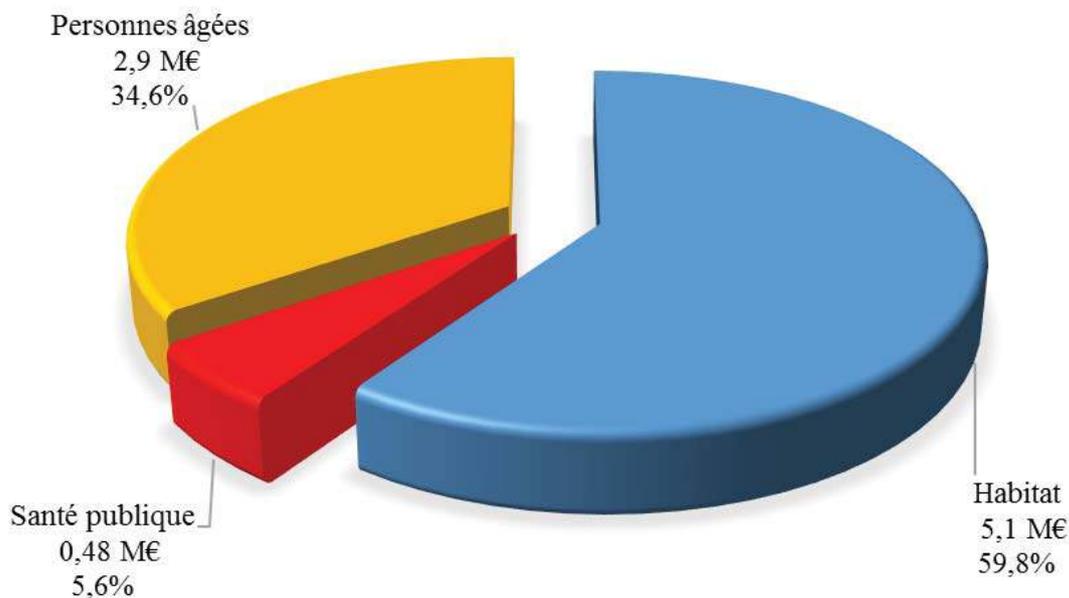
Le Département soutient les communes et leurs groupements pour la construction, l'extension et/ou la réhabilitation d'équipements sportifs en accompagnement de collèges. Un montant de **0,5 M€** a permis d'aider 7 bénéficiaires notamment les communes de Bussy-Saint-Georges pour la réalisation d'une piste d'athlétisme et d'un terrain de grands jeux en gazon synthétique et la commune de Provins pour la réfection d'une piste d'athlétisme.

Par ailleurs, **0,8 M€** a été réalisé dans le cadre du projet « Paris 2024 - Team 77 » : **0,5 M€** pour la Fédération Française de Canoë, **0,2 M€** pour la communauté de communes des Portes Briardes, entre villes et forêts pour la construction d'une salle de gymnastique à Lésigny et **0,1 M€** pour la commune de Chelles pour la construction d'un skate-park de niveau international.

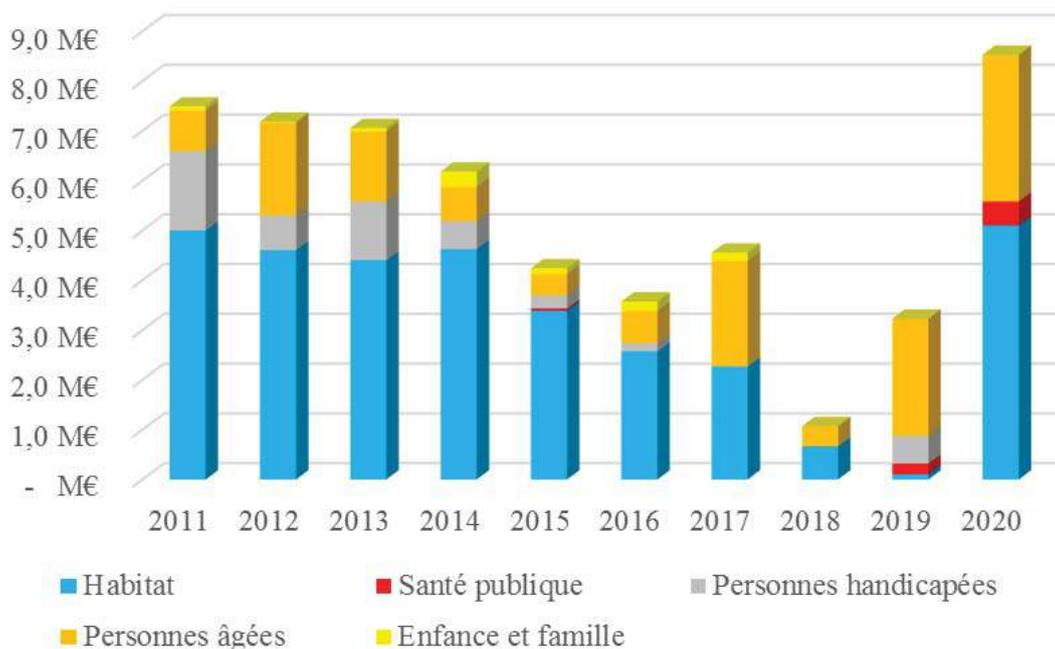
Pour terminer rappelons que dans le cadre du Fonds d'urgence en faveur des Iles de loisirs, **0,7 M€** a été versé sous forme d'avance remboursable, réparti à part égale entre les bases de Loisirs de Buthiers et de Jablines-Annet, toutes deux fortement impactées par la crise sanitaire.

MISSION SOLIDARITE
8 529 326 (3,4 % des dépenses totales d'équipement)

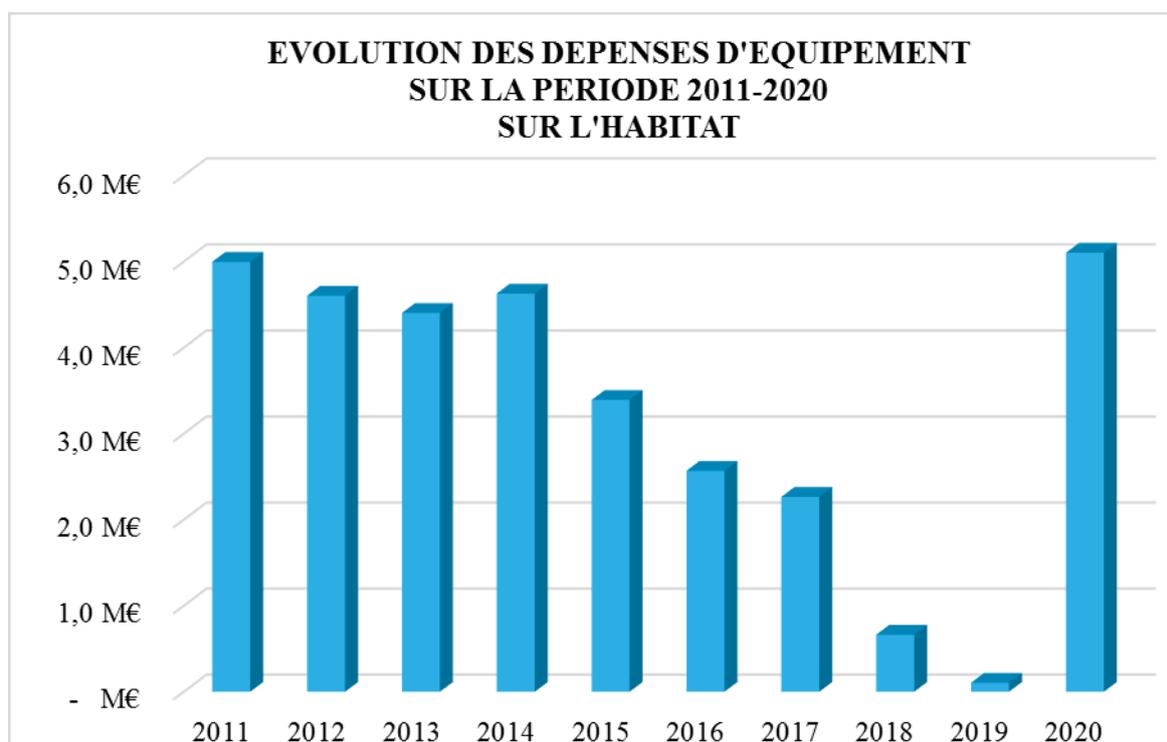
**RÉPARTITION PAR POLITIQUE PUBLIQUE DES
DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT 2020 DE LA MISSION
"SOLIDARITÉ"**



**EVOLUTION PAR POLITIQUE PUBLIQUE DES
DÉPENSES D'EQUIPEMENT SUR LA PERIODE 2011-
2020 DE LA MISSION "SOLIDARITE"**

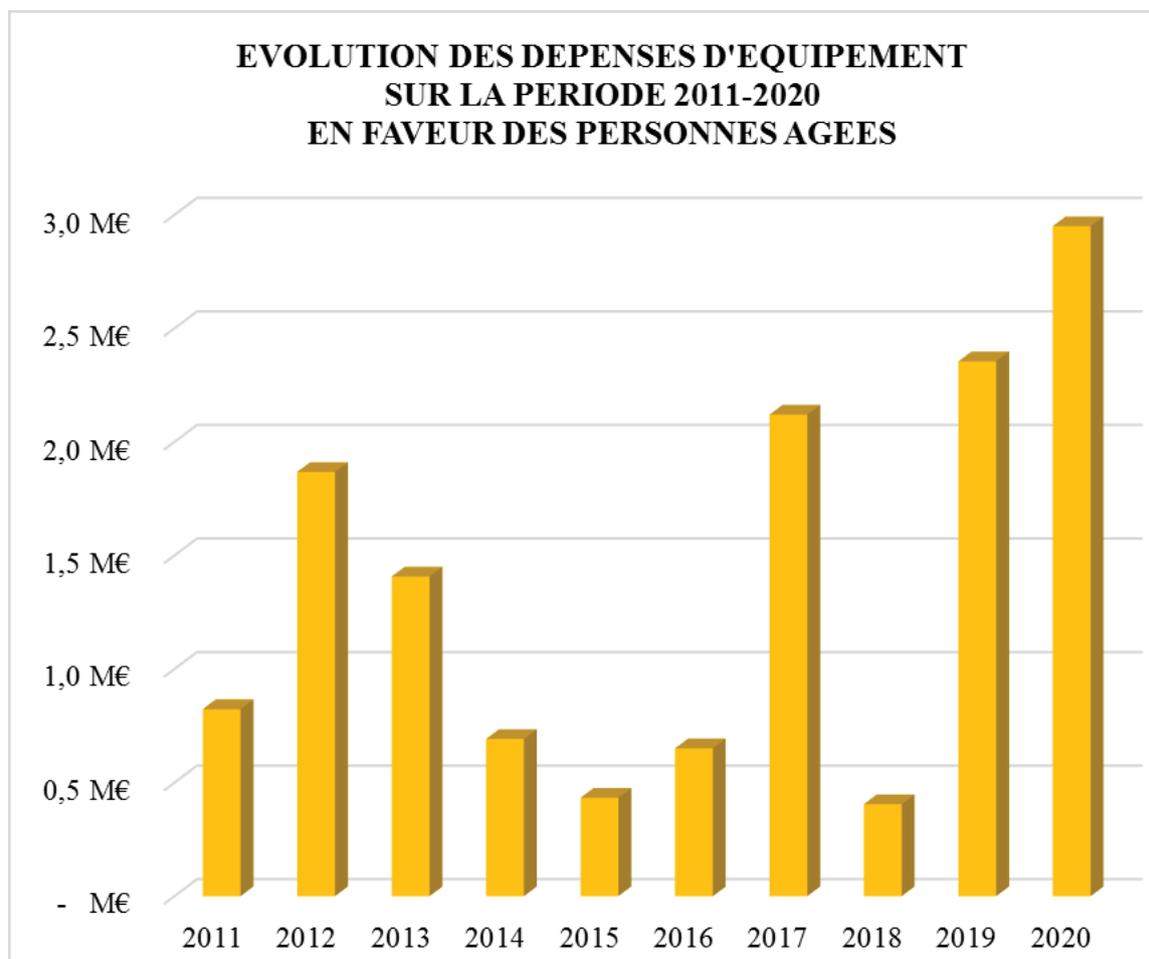


✚ Politique publique « Habitat » : 5 102 494 €



Dans le cadre des aides apportées au parc public, le Département a accompagné l'Office Public de l'Habitat de Seine-et Marne dans la mise en œuvre de son plan de développement en acquérant des titres participatifs pour un montant de **5 M€**. Les aides apportées au parc privé (aides départementales dans le cadre des primes à l'amélioration de l'habitat (P.A.H.) ont représenté **0,01 M€** en 2020 à destination de 85 bénéficiaires.

✚ Politique publique « Personnes âgées » : 2 949 750 €

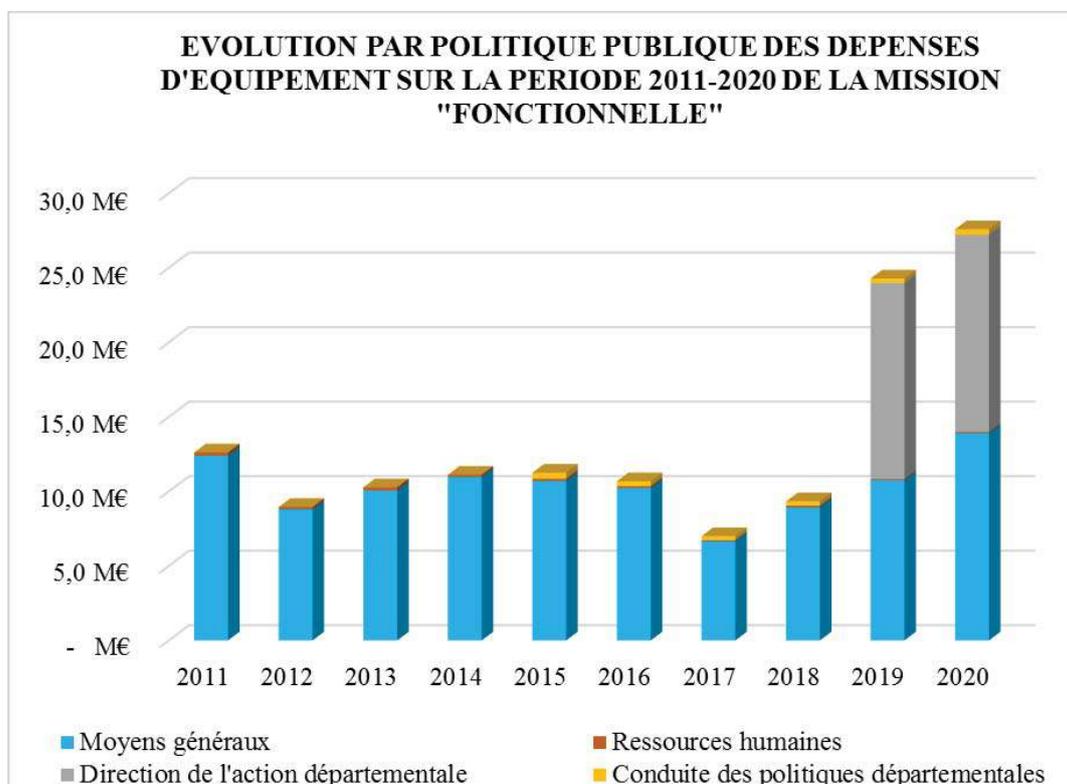
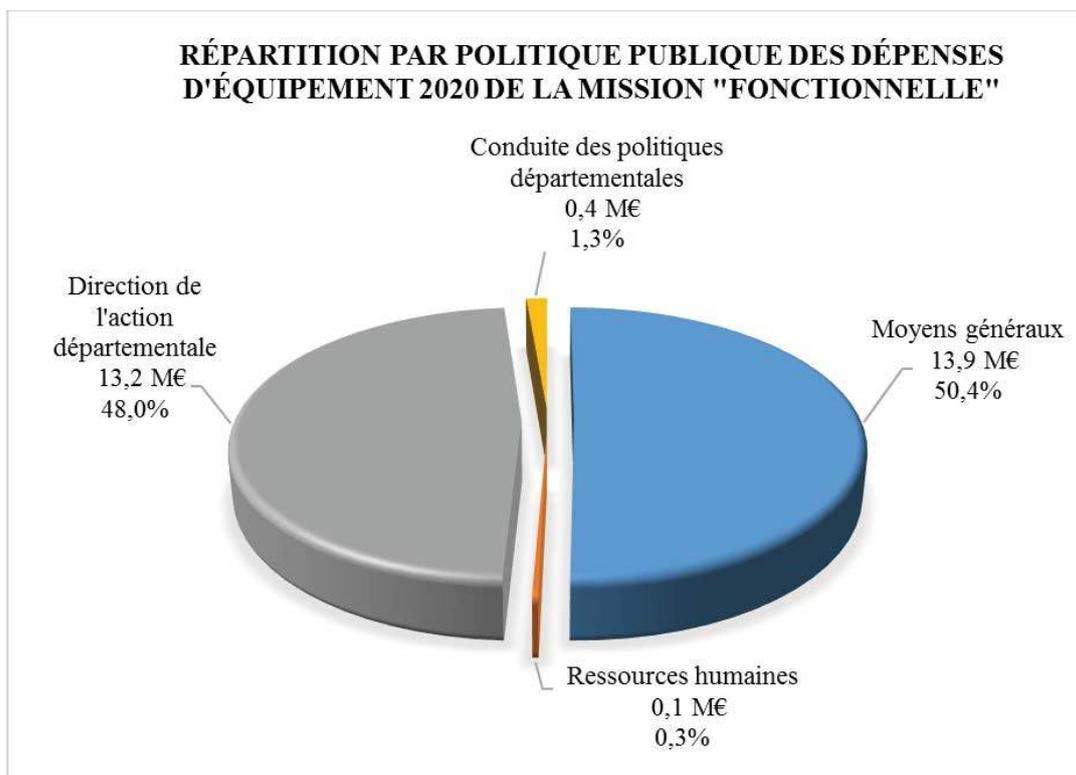


Les dépenses réalisées en faveur de la politique « **Personnes âgées** » ont concerné 9 structures pour un montant global de **2,9 M€** dont l'EHPAD de Montereau (**1,2 M€**), l'EHPAD Mathurin Fouquet à Samois-sur-Seine (**0,5 M€**) et l'EHPAD de Nemours (**0,4 M€**).

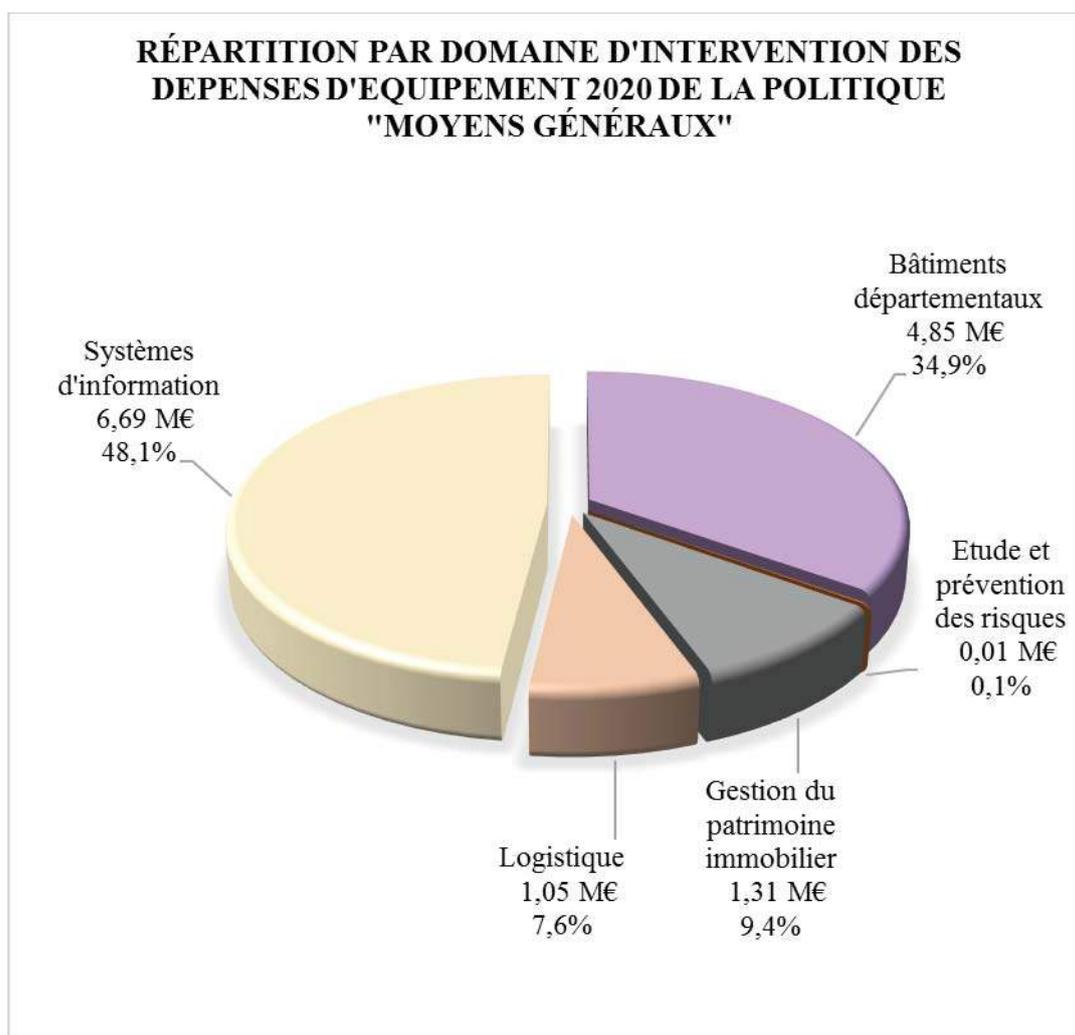
✚ Politique publique « Santé publique » : 477 032 €

Cette somme correspond à l'achat de 3 cabines de téléconsultations ainsi qu'à leurs frais de maintenance (**0,3 M€**), à l'aide départementale à la construction de maisons de santé à Claye-Souilly (**0,09 M€**) et à Vaux-le-Pénil (**0,07 M€**).

MISSION FONCTIONNELLE
27 587 675 € (11,1 % des dépenses totales d'équipement)



✚ Politique publique « Moyens Généraux » : 13 901 254 €



Première composante de cette politique, les « **Bâtiments départementaux** » représentent **35 %** des réalisations de dépenses (soit **4,8 M€**). Les bâtiments des services administratifs et les bâtiments sociaux ont mobilisé respectivement **2,2 M€** et **1,2 M€**. Par ailleurs, des travaux ont été réalisés sur les bâtiments affectés à la voirie (**1 M€**) et les bâtiments culturels (**0,5 M€**).

Pour un montant de **6,7 M€** (contre **3,6 M€** en 2019), la politique en faveur des « **Systèmes d'information** » a financé **3,3 M€** d'infrastructures, **1,2 M€** d'acquisition de matériels et logiciels, et **2,2 M€** de projets informatiques.

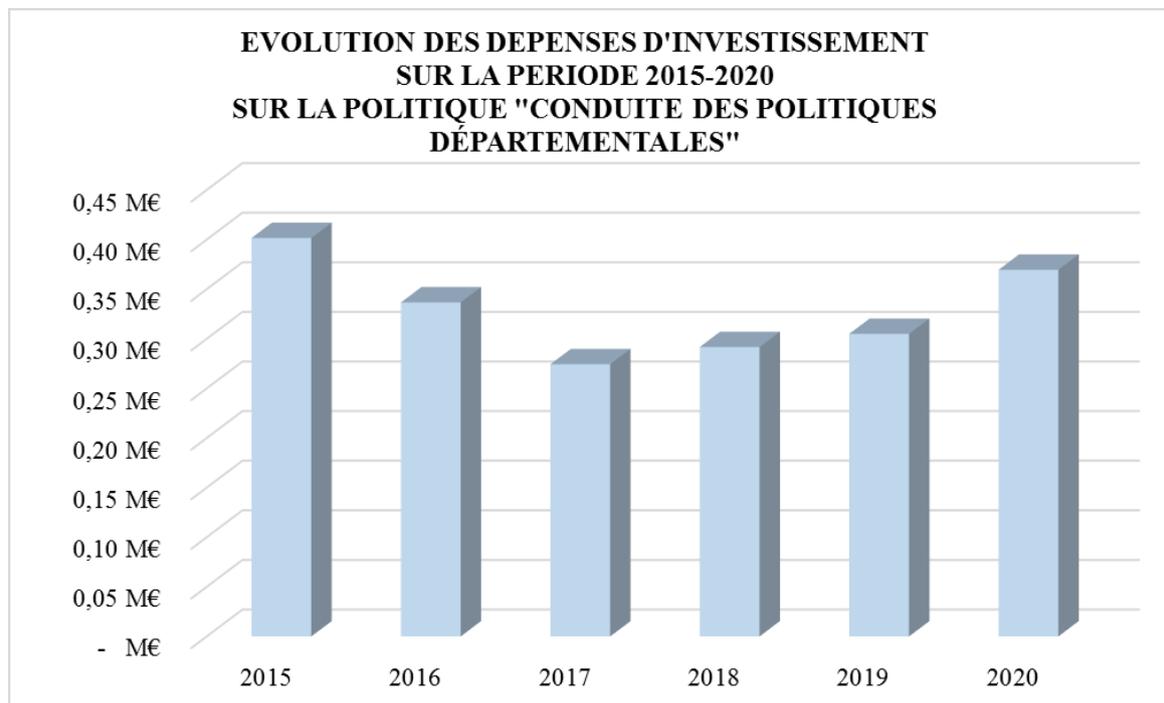
Les « **moyens logistiques** » (**1 M€**) ont concerné la gestion de la flotte automobile (**0,7 M€**) et l'acquisition de matériel et de mobilier (**0,4 M€**).

De plus, sur la « **Gestion du patrimoine immobilier** », il faut mentionner l'acquisition d'un immeuble à Provins, rue du Pré Botin, mis en vente par le centre hospitalier Léon Binet, pour les besoins de l'aide sociale à l'enfance (**0,6 M€**), ainsi que l'acquisition de locaux situés rue de l'Aluminium à Savigny-le-Temple (**0,5 M€**). Par ailleurs, la somme de **0,1 M€** a été allouée à l'acquisition d'une emprise foncière à Jaulnes pour la reconstruction du Centre d'Exploitation de Bray-sur-Seine.

Enfin, sur l'enveloppe « **Assurances et sinistres** », les sinistres sur les biens mobiliers des

collèges ont généré une dépenses de **0,01 M€** en 2020.

🚦 Politique publique « Conduite des politiques départementales » : 369 581 €

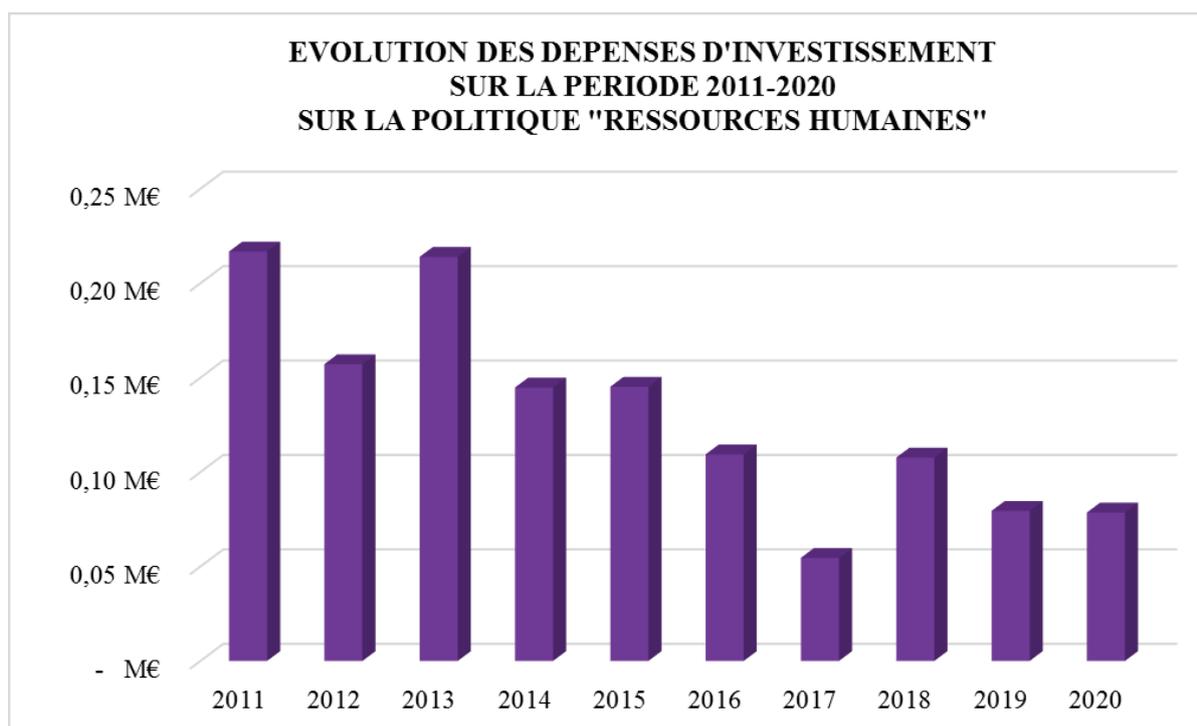


Ces crédits financent le développement des usages et des services numériques (tel que les télé-services dans le domaine culturel ou jeunesse).

🚦 Politique publique « Direction de l'action départementale » : 13 238 233 €

Sur le domaine « **Finances** » est rattachée la participation du Département de Seine-et-Marne au Fonds de Solidarité Interdépartemental d'Investissement (FS2I). Elle est comparable par rapport à celle versée l'année dernière (**13,1 M€** en 2019).

🚧 Politique publique « Ressources humaines » : 78 607 €



Ces crédits ont permis l'aménagement de postes de travail. Les autres dépenses sont réparties sur des mesures d'hygiène et de sécurité et des prestations sociales.

1-3.A 2 – Les opérations en capital relatives à la dette :

🚧 Opérations en capital : 111 039 340 €

Les opérations en capital relatives à la dette se sont élevées, en 2020, à **111 M€** contre **113,7 M€** en 2019.

Le remboursement de la dette long terme du Département a représenté, en 2020, **111 M€** alors que le volume consacré en 2019 à l'amortissement de cette dette était de **113,7 M€**. Cette variation (**-2,4 %**) correspond d'une part à un désendettement temporaire sur cinq emprunts dit « revolving » à hauteur de 40,8 M€, et aux variations d'une année sur l'autre du profil d'amortissement de la dette du Département, soit en 2020, un remboursement contractuel de 70,2 M€.

Les opérations en capital concernent enfin les subventions en annuités accordées par le Département aux Communes et organismes publics et privés. Les dépenses liées à ces subventions en annuités s'élèvent à **9 K€** en 2020 (**11 K€** en 2019). Ces subventions sont en extinction progressive car elles sont adossées à des emprunts qui ont financé des travaux d'adduction d'eau dont l'Assemblée départementale avait décidé la prise en charge.

1-3.B - Gestion pluriannuelle en investissement

Après le vote de la deuxième décision modificative 2020, les engagements du Département en autorisations de programme non réalisés au 31 décembre 2020 s'élevaient à **525 M€**, selon le détail qui figure ci-dessous :

Missions/Politiques	Montants des Autorisations de Programme à fin 2020	Réalisations à fin 2020	Reste à financer
Développement territorial	631 297 056	554 163 660	77 133 396
Protection de	280 251 428	254 535 588	25 715 840
Routes départementales	1 349 043 051	1 230 157 969	118 885 082
Sécurité	71 089 241	71 089 241	-
Transports	104 597 846	55 755 980	48 841 867
Mission aménagement et développement territorial	2 436 278 622	2 165 702 438	270 576 184
Culture et patrimoine	60 933 560	55 730 191	5 203 369
Education formation	1 500 361 520	1 312 897 121	187 464 400
Jeunesse, sports et loisirs	64 791 138	59 514 526	5 276 612
Mission développement socio-éducatif et culturel	1 626 086 218	1 428 141 838	197 944 381
Enfance et famille	3 136 888	3 136 888	-
Habitat	75 250 023	74 409 908	840 115
Insertion	219 270	219 270	-
Personnes âgées	51 231 085	44 904 285	6 326 800
Personnes handicapées	23 106 466	21 120 766	1 985 700
Santé publique	2 413 610	1 913 610	500 000
Mission solidarité	155 357 343	145 704 728	9 652 615
Conduite des politiques	5 373 320	5 302 178	71 141
Direction et animation de	26 427 233	26 427 233	-
Moyens généraux	317 361 019	270 620 248	46 740 771
Ressources humaines	2 540 871	2 540 871	-
Mission fonctionnelle	351 702 443	304 890 530	46 811 912
Total général	4 569 424 627	4 044 439 535	524 985 092

L'évolution des restes à financer sur autorisation de programme, est la suivante depuis 2012 :

Années	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Reste à financer sur AP (en M€)	474,8	451,7	450,7	435,0	405,9	420,4	470,0	486,7	525,0
Evolution	-6,6%	-4,9%	-0,2%	-3,5%	-6,7%	3,6%	11,8%	3,6%	7,9%
En années de CP	2,8	2,7	2,7	2,8	2,7	2,7	2,7	2,3	2,1

A fin 2020 le stock des autorisations de programme nécessitant des crédits de paiement représente 2,1 années de crédits de paiement (sur la base des CP consommés en 2020 **soit 248,9 M€**).

Poursuivant une progression depuis 3 ans, le stock d'autorisations de programme présente une hausse de 7,9 % pour atteindre **525 M€** (contre **486,7 M€** à fin 2019).

Cette progression illustre la relance des dépenses d'équipement décidé par l'exécutif, mais cette dernière demeure maîtrisée, calibrée à la capacité de financement du budget départemental.

Le secteur de l'éducation représente 35,7 % de ce stock, les routes 22,7 % et le développement territorial 14,7 %.

1-3.C – Les recettes d'investissement

D'un montant de **151,6 M€** (contre **105,3 M€** en 2019), les recettes d'investissement 2020 se présentent de la manière suivante :

Nature de recettes	CA 2019	CA 2020	% évol.
Fonds de compensation de la TVA	20 005 115	23 065 346	15,3%
Dotation départementale d'équipement des collèges	6 860 204	6 860 204	0,0%
Dotation globale d'équipement	1 079 868	-	NS
DSID	163 412	-	NS
Subventions et participations	30 243 130	36 536 509	20,8%
Autres recettes (amendes de radars, créances financières ...)	1 899 275	1 796 166	-5,4%
Totale des recettes définitives d'investissement	60 251 003	68 258 225	13,3%
Emprunt	45 000 000	83 365 475	85,3%
Total recettes d'investissement (hors opérations de restructuration de dette)	105 251 003	151 623 700	44,1%

Le **Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA)** d'un montant de **23 M€** en 2020 est assis sur les dépenses d'investissement éligibles réalisées en 2019, dont le montant est en augmentation par rapport à celles de 2018 (140,6 M€ en 2019 contre 121,9 M€ en 2018).

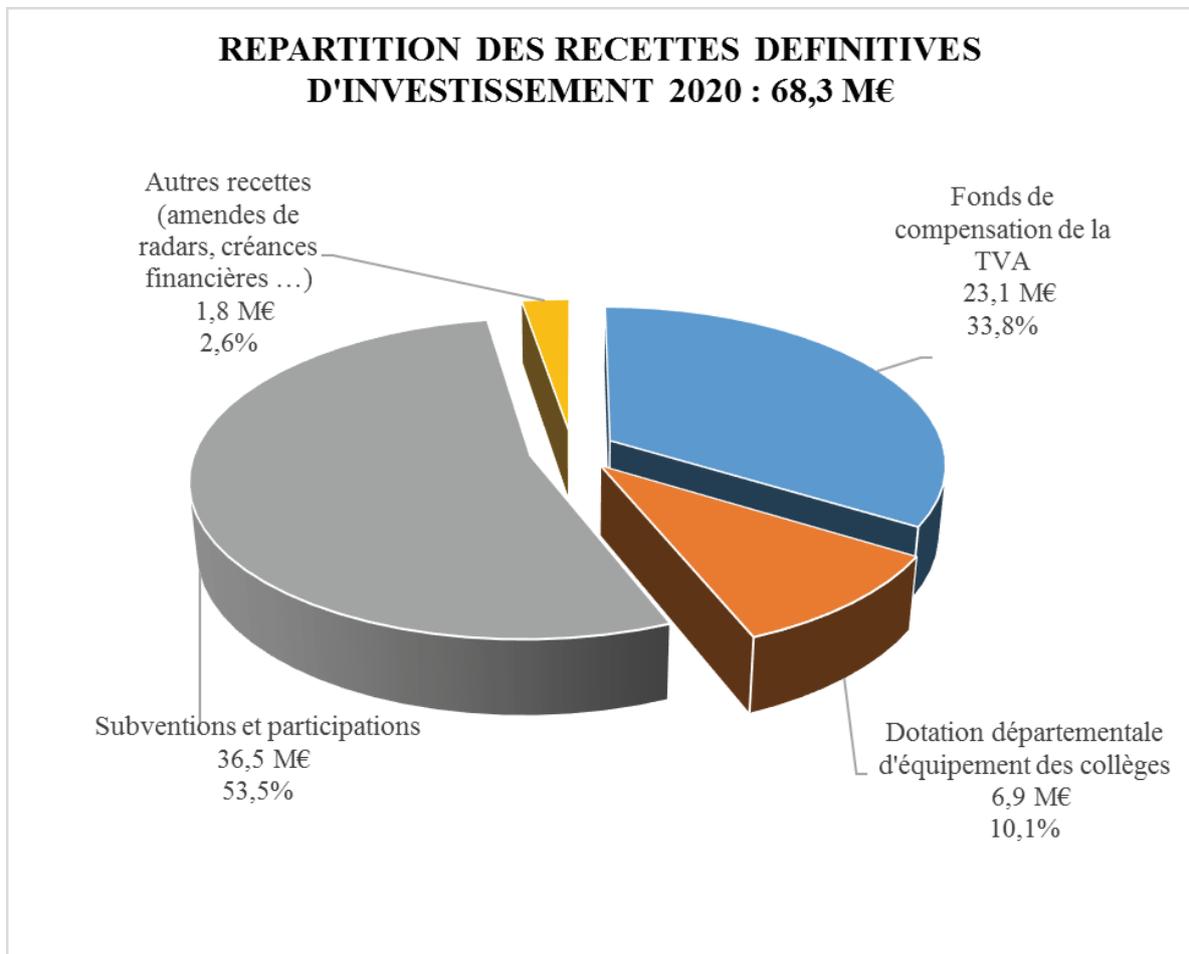
Si la **Dotation Départementale d'Équipement des Collèges (DDEC)** est gelée en montant (**6,9 M€**), la **Dotation Globale d'Équipement (DGE)** disparaît en 2020.

S'élevant à **36,5 M€** en 2020 contre **30,2 M€** en 2019, les **subventions** reçues sont en augmentation. Cette progression résulte de la contribution reçue de **29,9 M€** du Fonds de Solidarité Interdépartemental d'Investissement (FS2I). L'essentiel des autres subventions a été perçu au titre des investissements routiers à hauteur de **4,1 M€** et au titre des investissements en matière de transports (à hauteur de **1,6 M€**).

Le poste des autres recettes s'élève à **1,8 M€** en 2020 et comprend pour l'essentiel le produit des amendes de radars (**0,7 M€**), les créances détenues pour avances en garanties d'emprunt (**0,1 M€**), le remboursement des avances sur travaux et la poursuite des remboursements

obtenus sur les prêts ou encore des remboursements sur des subventions versées.

En 2020, le recours à l'emprunt est en augmentation de 85,3 % avec un volume de **83,4 M€** contre **45 M€** en 2019.



1-4 – La section de fonctionnement

1-4.A – Les dépenses de fonctionnement

Au total, les dépenses de fonctionnement sont arrêtées en 2020 à **1 137,4 M€** contre **1 104,9 M€** en 2019. La progression est de **+ 32,5 M€** soit **+ 2,9 %** en masse et le taux de réalisation (rapport entre crédits ouverts et crédits réalisés) est de **97,8 %**.

Hors frais financiers (qui diminuent de 10,9 %) et contributions à des fonds de péréquation et provisions (en diminution de 6 %), les dépenses opérationnelles augmentent de 3,4 % entre 2019 et 2020, soit **+ 36,3 M€**.

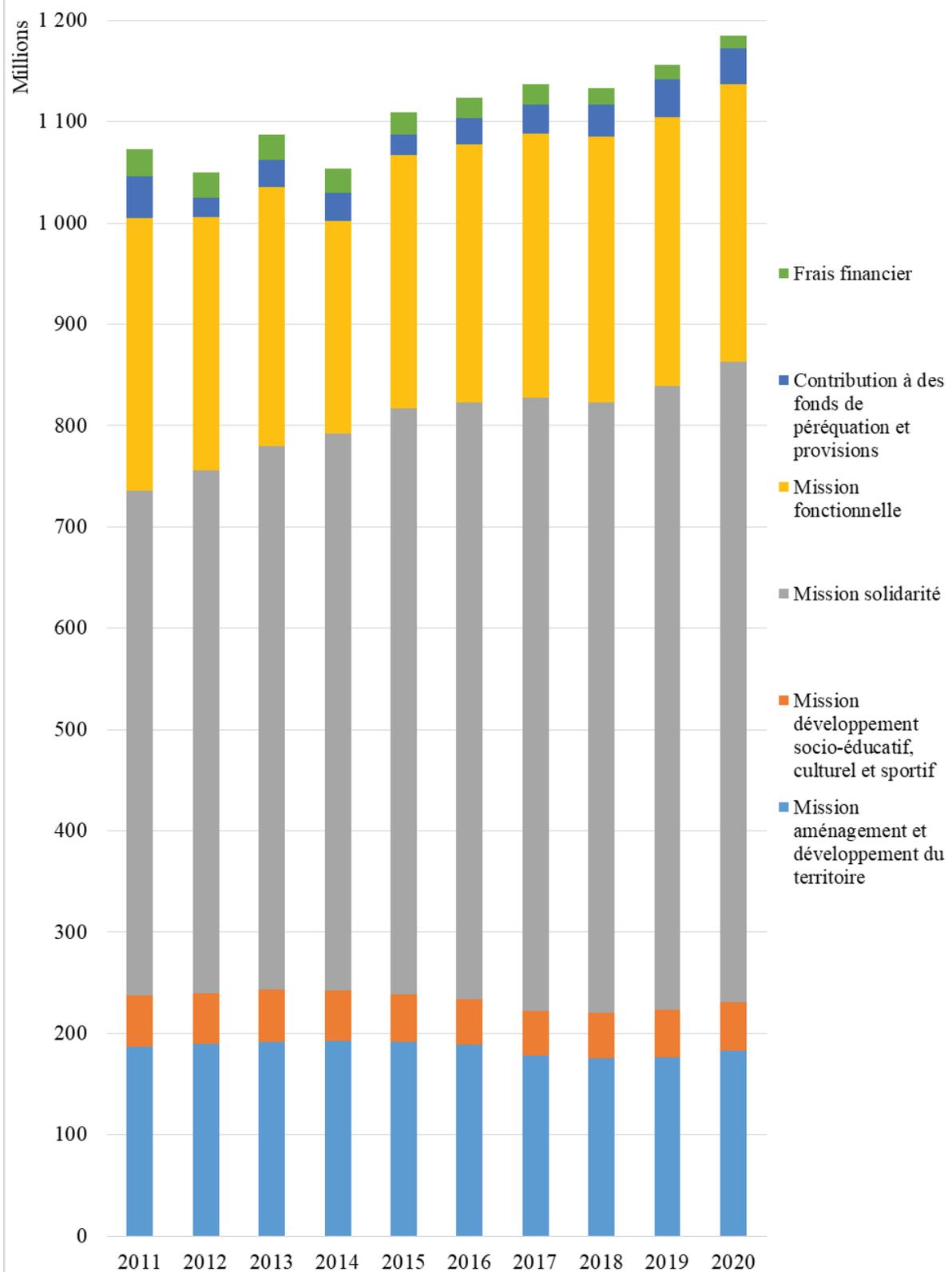
On observe que les dépenses de la mission « Solidarité » expliquent prioritairement cette hausse ainsi que ceux de la mission « Fonctionnelle » dans le contexte particulier de la crise sanitaire liée au COVID.

1-4.A 1 – Les dépenses opérationnelles de fonctionnement :

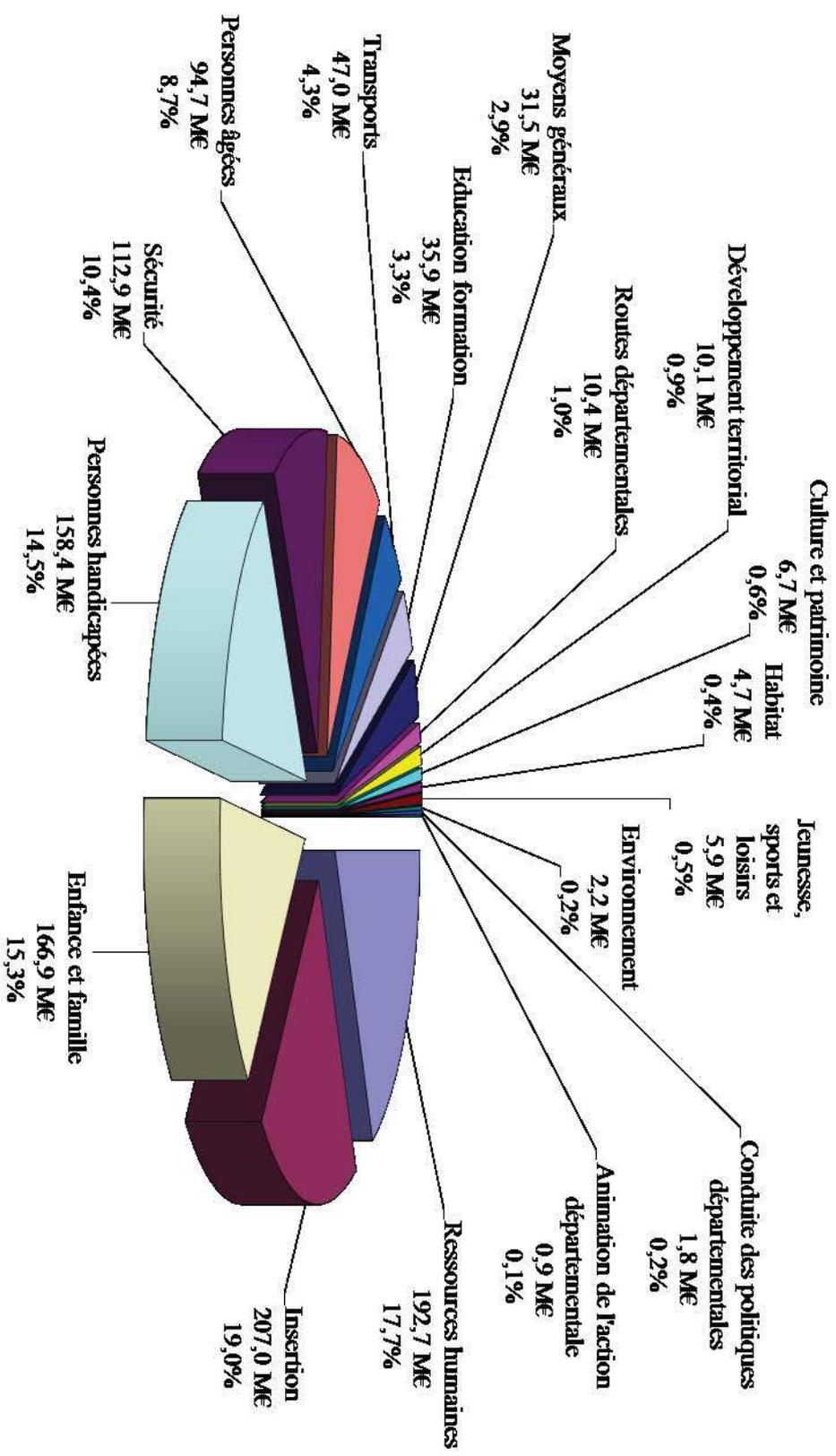
Par secteur, ces dépenses se répartissent de la manière suivante (en euros) :

Missions / Politiques	CA 2019	Crédits inscrits 2020	CA 2020	Taux de réalisation	Evolution 2020/2019	Part dépenses 2020
Développement territorial	5 881 197	11 129 782	10 064 070	90,4%	71,1%	0,9%
Protection de l'environnement	2 250 036	2 254 186	2 187 259	97,0%	-2,8%	0,2%
Routes départementales	10 647 174	10 406 441	10 379 047	99,7%	-2,5%	1,0%
Sécurité	107 458 542	112 873 663	112 861 486	100,0%	5,0%	10,4%
Transports	50 411 011	48 279 518	47 046 594	97,4%	-6,7%	4,3%
Mission aménagement et développement du territoire	176 647 960	184 943 590	182 538 456	98,7%	3,3%	16,7%
Culture et patrimoine	6 787 984	7 217 829	6 733 301	93,3%	-0,8%	0,6%
Education formation	35 731 373	36 918 216	35 937 912	97,3%	0,6%	3,3%
Jeunesse, sports et loisirs	4 188 765	6 402 428	5 947 205	92,9%	42,0%	0,5%
Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	46 708 123	50 538 473	48 618 417	96,2%	4,1%	4,5%
Enfance et famille	172 763 616	175 460 976	166 924 445	95,1%	-3,4%	15,3%
Habitat	4 278 876	4 780 241	4 742 741	99,2%	10,8%	0,4%
Insertion	189 862 508	207 982 500	207 044 350	99,5%	9,0%	19,0%
Personnes âgées	94 257 667	96 304 427	94 658 877	98,3%	0,4%	8,7%
Personnes handicapées	154 669 420	158 404 976	158 368 897	100,0%	2,4%	14,5%
Santé publique	120 100	204 200	154 700	75,8%	28,8%	0,0%
Mission solidarité	615 952 188	643 137 320	631 894 010	98,3%	2,6%	58,0%
Conduite des politiques départ.	1 419 714	1 898 666	1 795 578	94,6%	26,5%	0,2%
Direction de l'action départ. (hors frais fin. et reversements de fiscalité réels ou provisionnés)	3 405 057	1 743 575	935 982	53,7%	-72,5%	0,1%
Moyens généraux	17 149 542	32 841 286	31 484 344	95,9%	83,6%	2,9%
Ressources humaines	192 337 038	199 489 044	192 666 447	96,6%	0,2%	17,7%
Mission fonctionnelle	214 311 351	235 972 570	226 882 351	96,1%	5,9%	20,8%
Total dépenses opérationnelles	1 053 619 621	1 114 591 953	1 089 933 234	97,8%	3,4%	100,0%
Contribution au fonds de solidarité DMTO	13 601 144	-	-	#DIV/0!	-100,0%	
Reversement sur Fonds de péréquation CVAE	360 861	2 215 956	2 215 956	100,0%	514,1%	
Reversement Fonds de soutien interdépartementale	5 320 160	-	-	#DIV/0!	NS	
Reversement Fonds de péréquation DMTO	17 529 655	32 401 404	32 401 404	100,0%	84,8%	
Total des contributions à des fonds de péréquation et provision	36 811 820	34 617 360	34 617 360	100,0%	-6,0%	
Total dépenses de gestion	1 090 431 441	1 149 209 313	1 124 550 594	97,9%	3,1%	
Frais financiers	14 436 054	14 010 000	12 862 432	91,8%	-10,9%	
Total Général	1 104 867 496	1 163 219 313	1 137 413 026	97,8%	2,9%	

Evolution des dépenses de fonctionnement réalisées depuis 2011

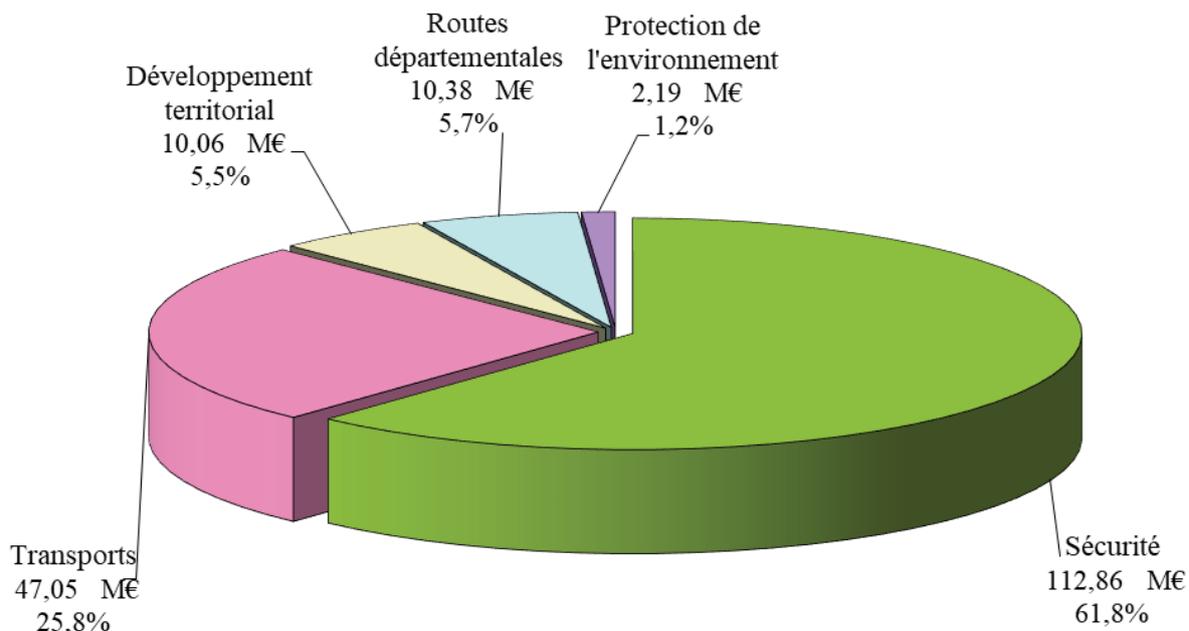


**Répartition des dépenses opérationnelles en section de fonctionnement 2020 par politique : 1 089,9 M€
(sur un budget total en fonctionnement de 1 137M€)**

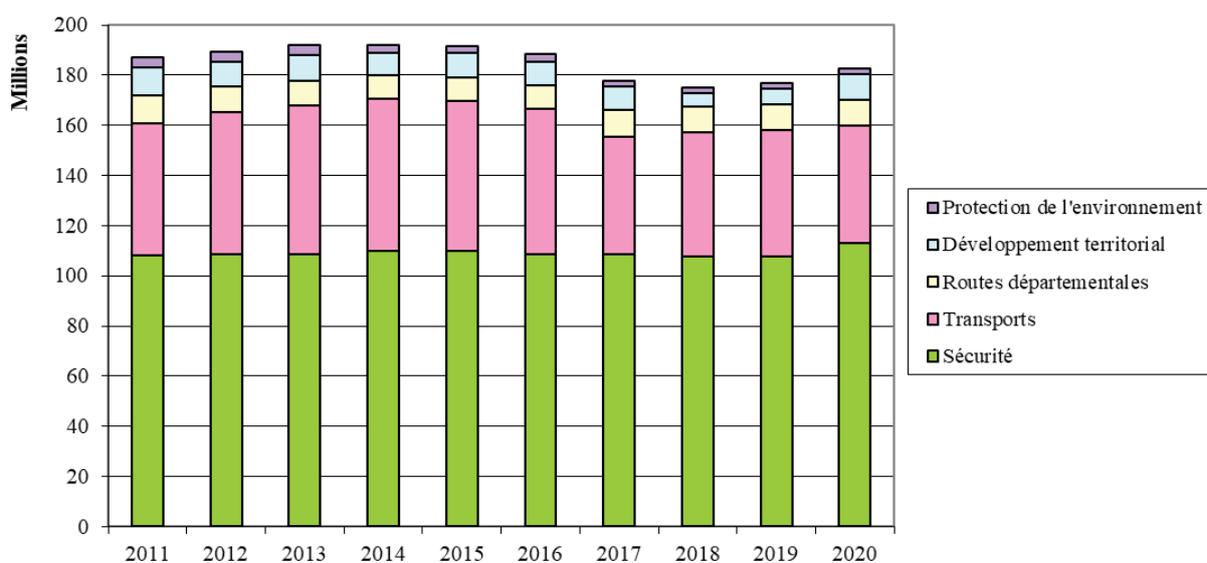


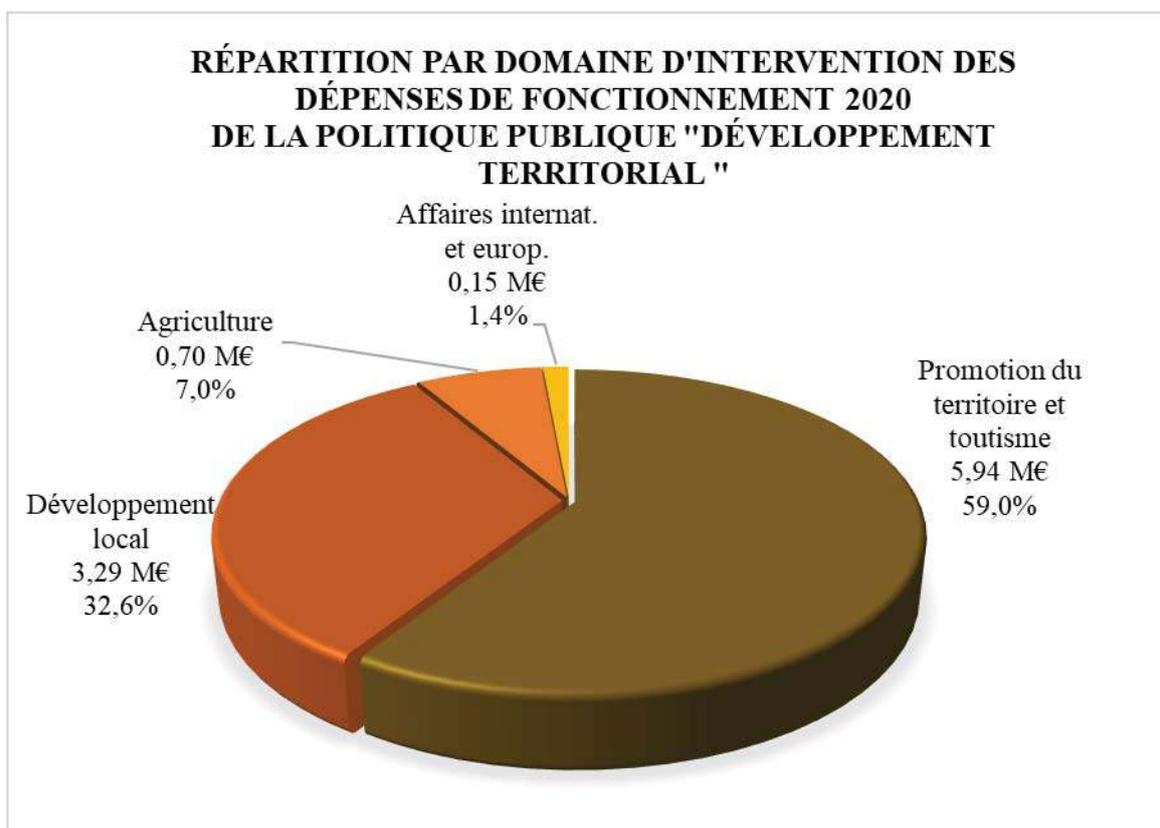
MISSION AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE
182 538 456 € (16,7 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)

**Répartition par politique publique
des dépenses de fonctionnement 2020
de la mission "Aménagement et développement du territoire"**



Evolution par politique publique des dépenses de fonctionnement 2020 de la mission "Aménagement et développement du territoire"

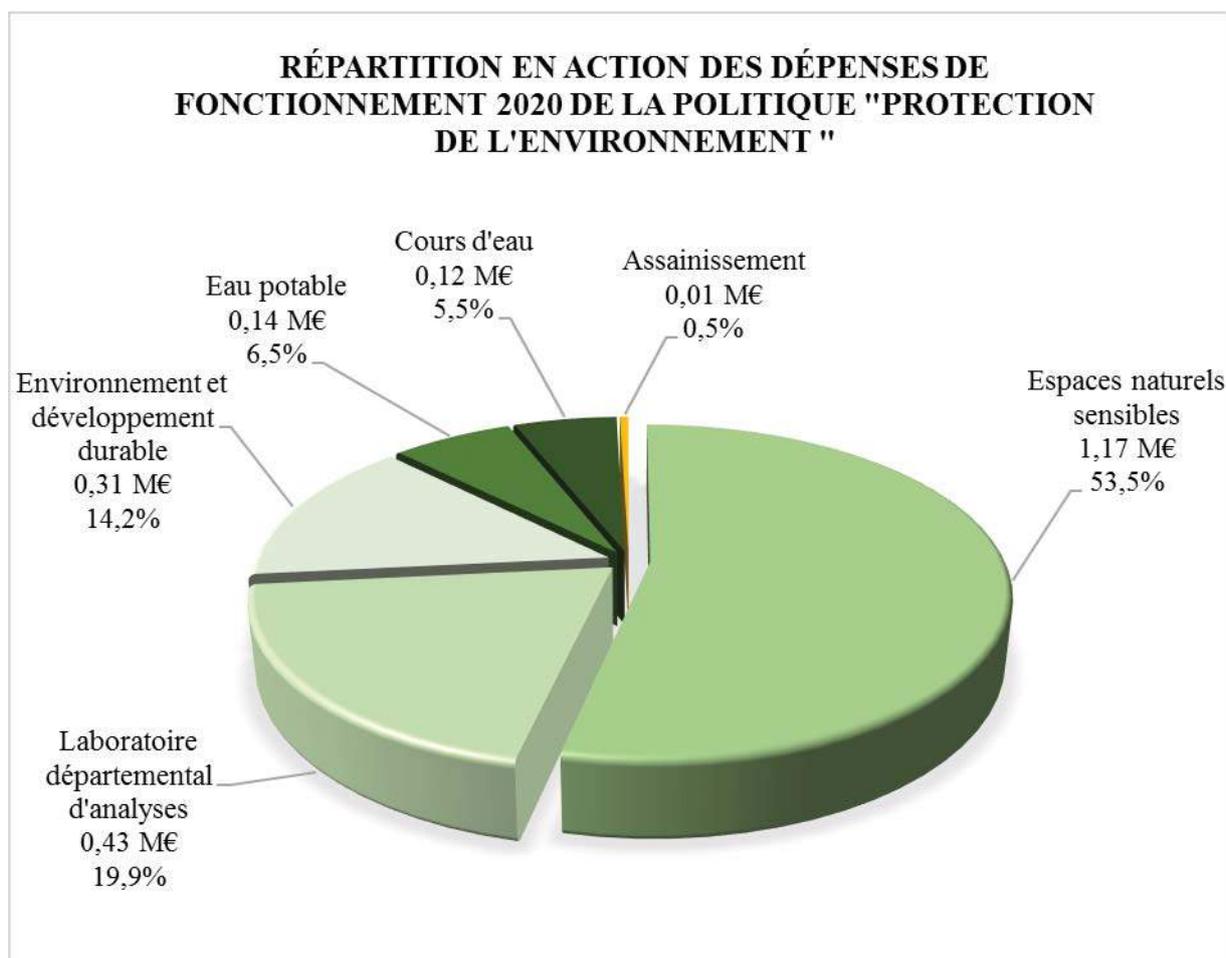




Premier poste des dépenses réalisées au titre de cette politique, la « **Promotion du territoire** » a mobilisé en 2020, **5,9 M€** dont **2,1 M€** destinés au financement des missions de service public conduites par Seine-et-Marne Attractivité conformément au contrat d'objectifs et de moyens signé avec le Département et **1,1 M€** de reversement de taxe de séjour à S.M.A dans le cadre de ses activités touristiques. La crise sanitaire de 2020 a nécessité la création de fonds d'urgence dont le Fonds départemental d'urgence aux offices du tourisme, aux commerces et espaces culturels pour un montant de **1,7 M€** et un soutien plus fort aux acteurs privés de loisirs (**0,4 M€**). Le projet marque de territoire a démarré en 2020 et a réalisé **0,3 M€**. Dans une moindre mesure, plusieurs subventions ou cotisations ont été versées pour un montant de **0,3 M€**.

Le domaine du « **Développement local** » est le deuxième poste de dépenses de cette politique (**3,3 M€**). En 2020, **1,9 M€** ont été reversés au CAUE dans le cadre de la taxe d'aménagement. Les contrats intercommunaux ont généré une dépense de **0,02 M€**, pour le Parc Naturel Régional du Gâtinais Français. L'enveloppe ouverte au titre du développement du réseau est liée au fonctionnement du Syndicat Mixte « Seine-et-Marne Numérique » (**0,2 M€**). **1,1 M€** sont dédiés au soutien au développement local à travers divers partenariats (0,1 M€) et au soutien à l'artisanat et au commerce en raison de la crise sanitaire (1 M€). Enfin, **0,07 M€** ont permis la réalisation d'études en matière d'aménagement, d'urbanisme et de prospective.

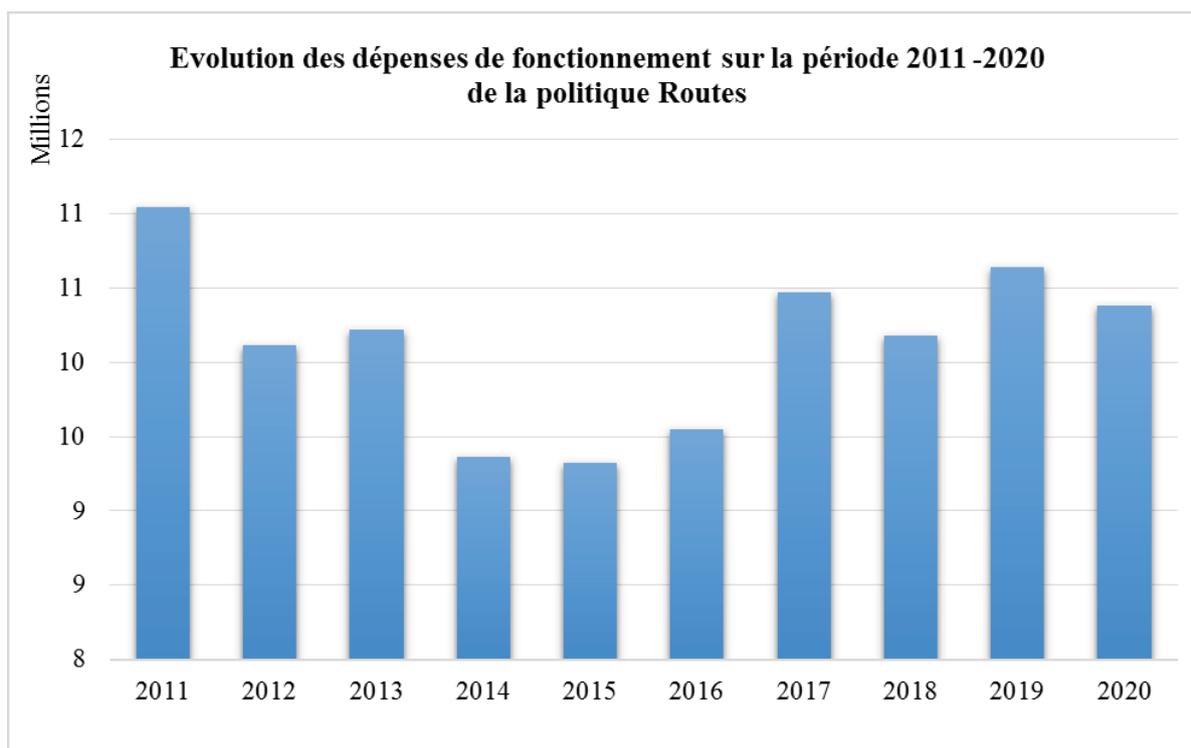
Les deux derniers domaines concernent d'une part, « **l'Agriculture** », qui représente **0,7 M€** de dépenses en 2020, dont une subvention annuelle de **0,5 M€** pour la Chambre d'Agriculture. Il faut également mentionner **0,2 M€** pour des subventions diverses. D'autre part, les « **Affaires internationales et européennes** » (**0,2 M€**) dont l'enveloppe a permis de soutenir les Alpes Maritimes (**50 K€**) et le Liban par l'intermédiaire de la Croix Rouge (**30 K€**) suite aux catastrophes que ces territoires ont connues. Enfin une subvention de **65 K€** a été versée Ile de France Europe.



Les Espaces Naturels Sensibles ont donné lieu sur le domaine de « **l'Environnement** » (**1,5 M€**) à une dépense de **1,2 M€** en 2020 dont **0,3 M€** versé à l'Office National des Forêts pour l'entretien des forêts domaniales, **0,4 M€** de subventions, dont **0,1 M€** à Seine-et-Marne Environnement et **0,5 M€** en frais d'entretien et de fonctionnement. On peut y ajouter les frais occasionnés par le domaine Environnement et développement durable (**0,3 M€**) avec une subvention de **0,26 M€** versée à Seine-et-Marne Environnement et **0,04 M€** réparti entre 12 autres bénéficiaires.

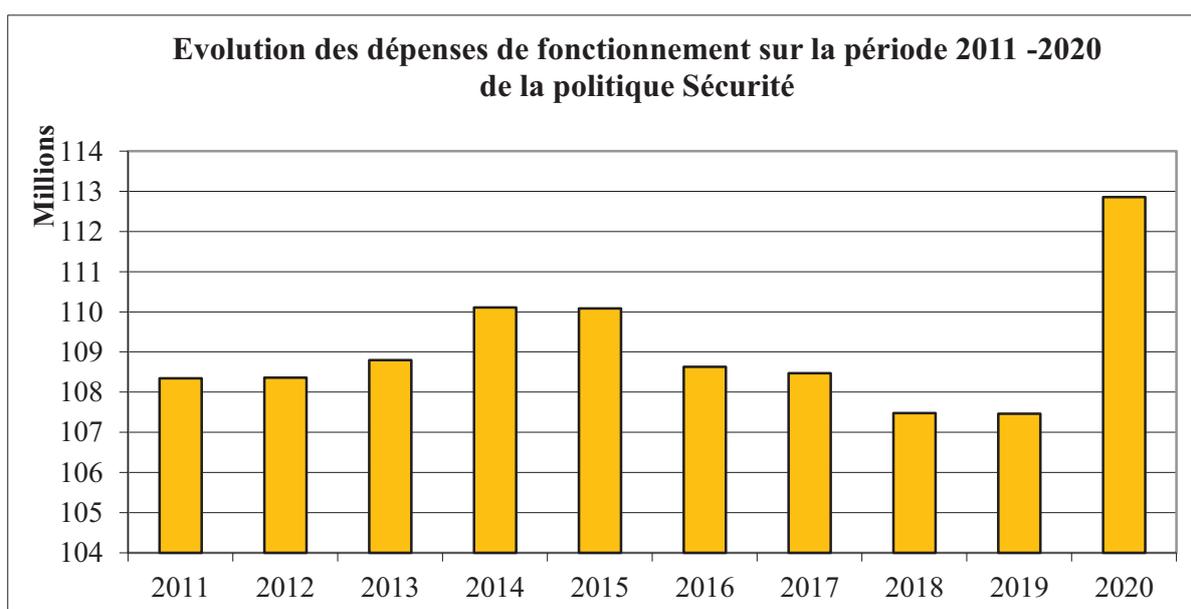
Sur le domaine de « **l'Eau** », une enveloppe de **0,7 M€** a été dépensée en 2020 et cela majoritairement pour le fonctionnement du Laboratoire Départemental d'Analyses (**0,4 M€**). Les autres dépenses du domaine concernent les Cours d'eau et l'eau potable pour **0,1 M€ chacun** distribués à 15 bénéficiaires.

⚡ Politique publique « Routes départementales » : 10 379 047 €



L'essentiel des dépenses de cette politique concerne l'entretien du réseau départemental qui a mobilisé **9,3 M€** en 2020. Il s'agit des crédits destinés à l'approvisionnement en matières premières du parc départemental (gravillons, peintures, ...) pour les travaux de réparation des chaussées et de signalisation horizontale qu'il exécute. Il s'agit également du financement de la viabilité hivernale et de l'entretien du matériel dont l'ensemble des véhicules ainsi que de la propreté du réseau. A cette action s'ajoute l'entretien des plantations (**1 M€**) et les études de voirie (**0,03 M€**) ou encore les aménagements extérieurs des ARD (**0,06 M€**).

⚡ Politique publique « Sécurité » : 112 861 486 €

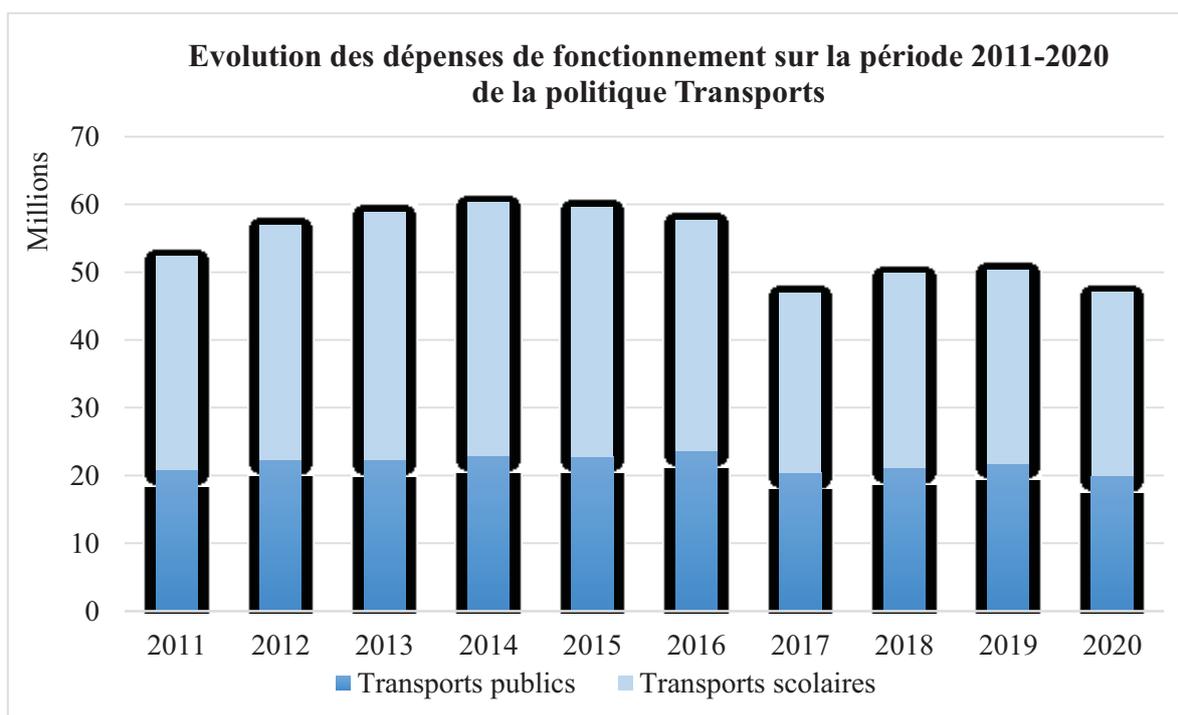


La participation départementale au budget de fonctionnement du SDIS, fixée par la convention, s'est élevée en 2020 à **110,2 M€**.

Une provision de **0,55 M€** a également été constituée pour charges liées à une activité opérationnelle exceptionnelle du SDIS (événements climatiques, crise sanitaire...). A cela s'ajoute une autre provision de **2 M€** concernant les BEA de Gendarmerie.

Enfin, les autres dépenses de cette politique concernent les opérations de sensibilisation à la sécurité routière (**0,09 M€**) et l'aide annuelle à l'association départementale des jeunes sapeurs-pompiers (**0,03 M€**).

 **Politique publique « Transports » : 47 046 594 €**



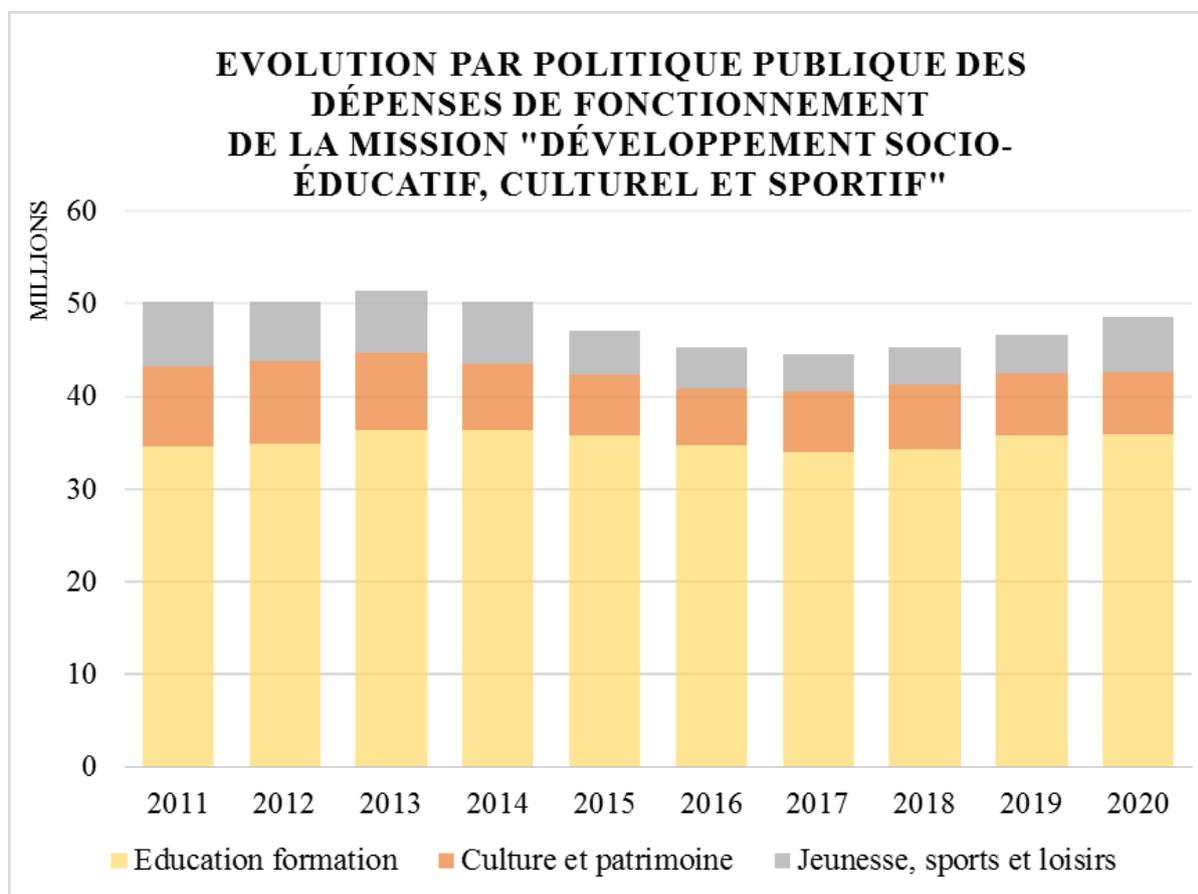
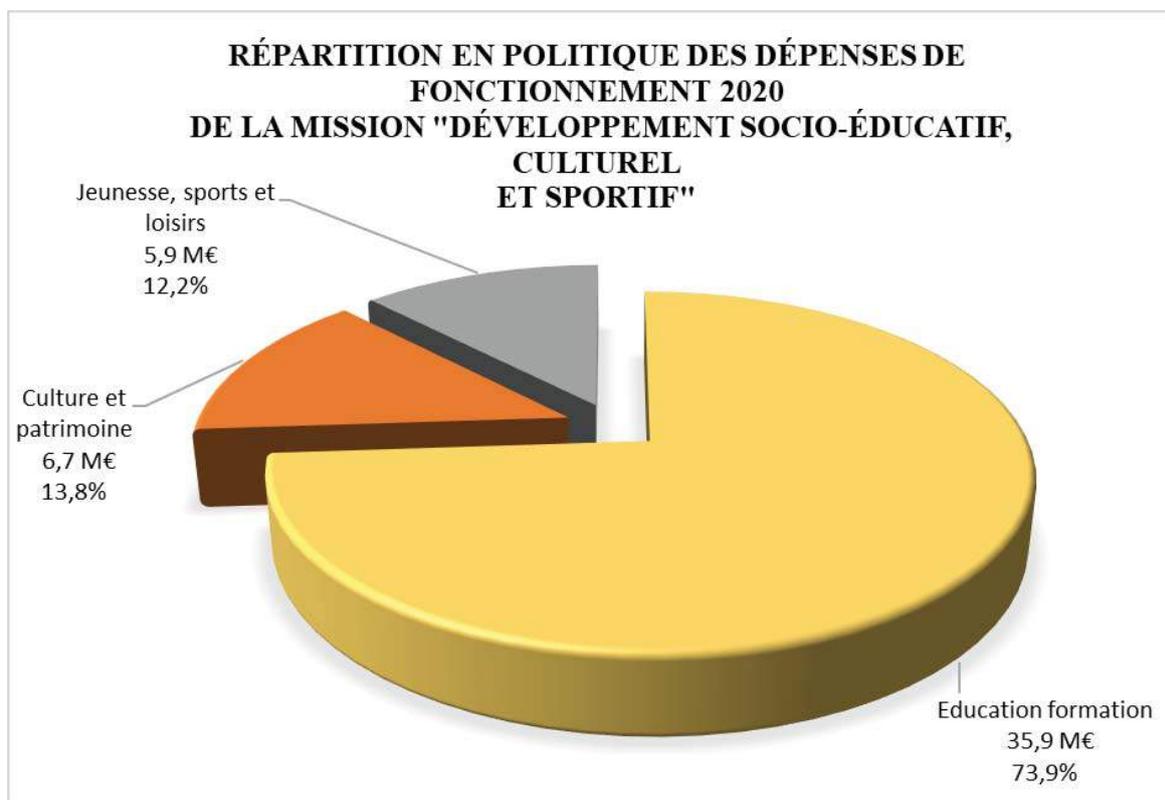
Le 1^{er} domaine de cette politique concerne les « **Transports scolaires** » avec **27,2 M€** de crédits consommés en 2020.

En 2020 les circuits spéciaux ont généré **8,1 M€** de dépenses. L'aide au forfait Imagine R pour les élèves de primaire et les collégiens, l'aide pour les élèves seine-et-marnais scolarisés en internat et l'aide au salaire des accompagnateurs scolaires ont mobilisé **9,9 M€**. Enfin pour le transport des élèves et étudiants handicapés, le Département a dépensé **9,2 M€** en 2020.

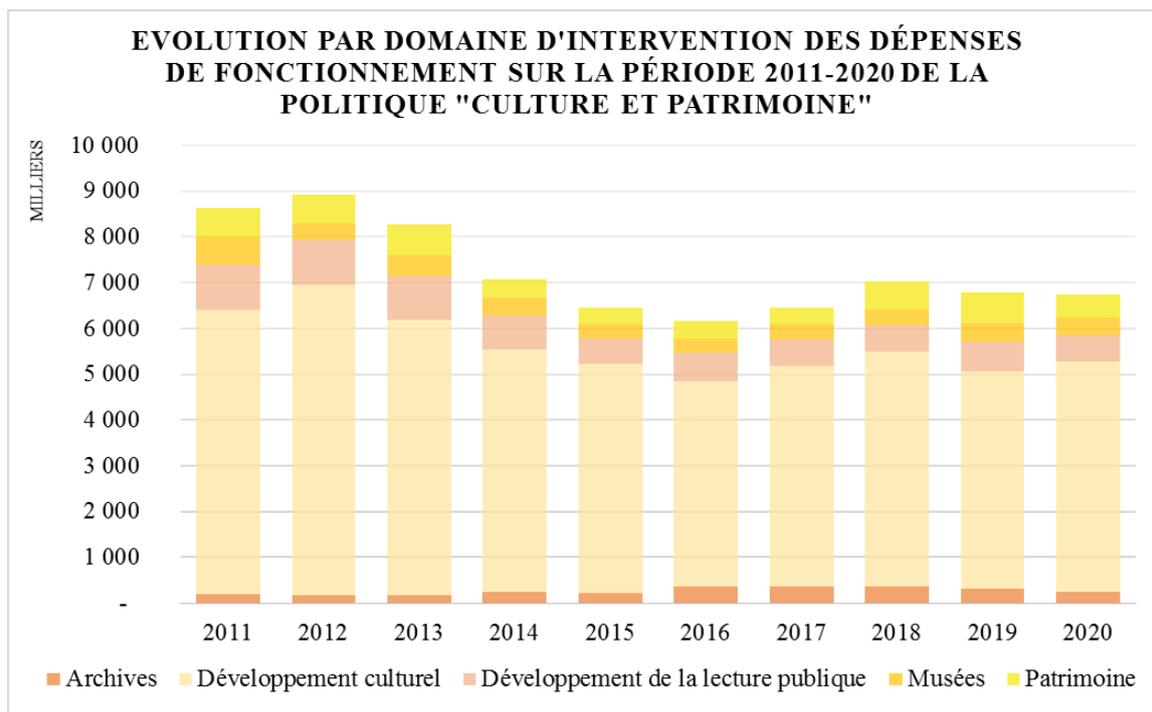
Les réalisations du 2^{ème} domaine de cette politique, les « **Transports publics** », s'élèvent à **19,9 M€**.

Le premier poste de dépenses en volume est notre **participation au fonctionnement d'Ile-de-France mobilités (8,3 M€)**. Le second poste correspond aux versements effectués à notre délégataire du service public du réseau PAM77 à hauteur de **4,5 M€**. Une enveloppe de **3,6 M€** est nécessaire au fonctionnement du dispositif « **Améthyste et autres** ». Cette ligne correspond au subventionnement du titre de transport « Améthyste » téléchargeable sur Pass Navigo et aux forfaits Mobilis pour les anciens combattants et les veuves de guerre. Les autres dépenses du domaine concernent les **lignes express** pour **1,9 M€**, les **points d'arrêt** et plus précisément la maintenance des abris voyageurs, la conception des supports de communication et leur affichage (**0,5 M€**), ainsi que le **transport à la demande (1 M€)**. Ce dernier poste finance notre soutien aux collectivités pour le fonctionnement des services de transport à la demande Proxi'bus ainsi qu'au service de transport Filéo. Enfin, diverses opérations **d'infrastructures de transport** et des **opérations de subvention** ont nécessité **0,05 M€** de crédits en 2020.

MISSION DEVELOPPEMENT SOCIO-EDUCATIF, CULTUREL ET SPORTIF
48 618 417 € (4,5 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)



🚩 **Politique publique « Culture et Patrimoine » : 6 733 301 €**

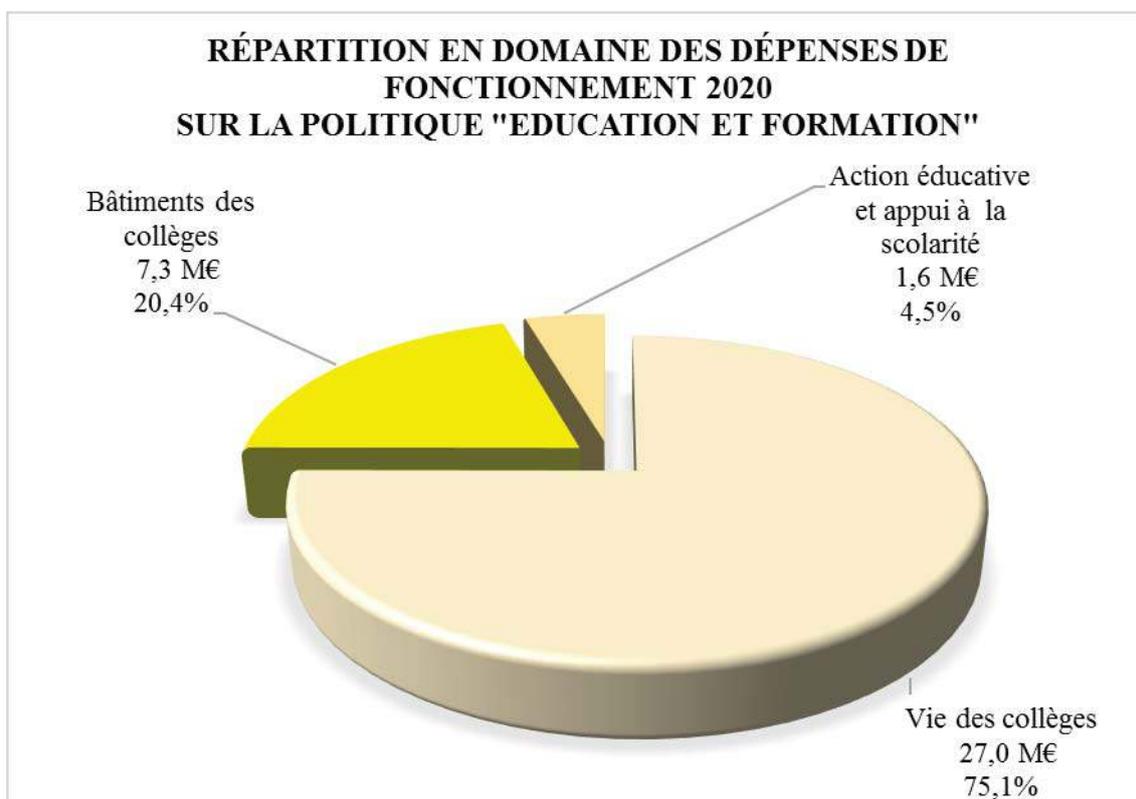


Représentant **74,8 %** des dépenses de cette politique, le « **Développement culturel** » a mobilisé **5 M€** en 2020. Une enveloppe de **1,2 M€** a été allouée à Act'Art, Les subventions versées en matière d'**actions culturelles** ont représenté **2,5 M€**. Au sein de cette enveloppe, les scènes nationales ont mobilisé **0,5 M€** : la Ferme du Buisson à Noisiel (**0,3 M€**) et le théâtre de Sénart à Lieusaint (**0,2 M€**). **L'enseignement artistique** a mobilisé quant à lui, un montant global de **0,76 M€** (réparti entre 148 structures) tandis qu'une enveloppe de **0,16 M€** a permis de soutenir une trentaine de **compagnies professionnelles**. Pour un montant de **0,33 M€**, des crédits ont aussi été alloués à 70 **Manifestations culturelles et festivals** (Ces subventions ont été allouées pour leurs organisations, pour celles qui ont pu se tenir et en compensation pour celles annulées du fait de la crise sanitaire). Pour le reste, les dépenses relevant du domaine développement culturel ont été consacrées principalement aux **contrats triennaux de développement culturel** et aux **anciens combattants (0,12 M€)**

Les actions en faveur du « **Développement de la lecture publique** » (**0,6 M€**) se sont essentiellement traduits par le développement de l'offre documentaire (**0,4 M€**). A cela, s'ajoute le **développement culturel** avec **0,1 M€** pour le prix départemental de la nouvelle policière, le contrat territoire lecture et 13 actions culturelles pour la lecture.

Enfin une enveloppe consacrée à diverses animations dans les médiathèques, à des formations ou encore à des éditions a généré (**0,06 M€**).

Les crédits alloués aux autres domaines ont permis de poursuivre la valorisation des collections départementales en matière « **d'Archives** » (**0,2 M€**), en faveur de « **Musées** » (**0,4 M€**) ou de notre « **Patrimoine** » (**0,5 M€** dont **0,3 M€** au titre du château de Blandy-les-Tours).



L'enveloppe consacrée à la « **Vie des collèges** » représente **75 %** de la politique d'éducation et de formation, soit un montant global de **27 M€** (en augmentation de 1,6 % par rapport à 2019). Au premier rang de ces dépenses, il faut citer la participation du Département aux **budgets des collèges publics et privés** (respectivement **19,6 M€** et **5,8 M€** intégrant le forfait d'externat versé aux collèges privés). Au sein de cette enveloppe de **19,6 M€**, le Département soutient les collectivités propriétaires et/ou gestionnaires d'équipements sportifs, en participant aux frais occasionnés par l'utilisation de leurs équipements sportifs par les collégiens. Ainsi, **1,2 M€** ont permis de soutenir 52 collectivités pour les frais engendrés par la mise à disposition de leurs équipements sportifs au profit des collèges, dans le cadre de la pratique de l'EPS et de l'UNSS.

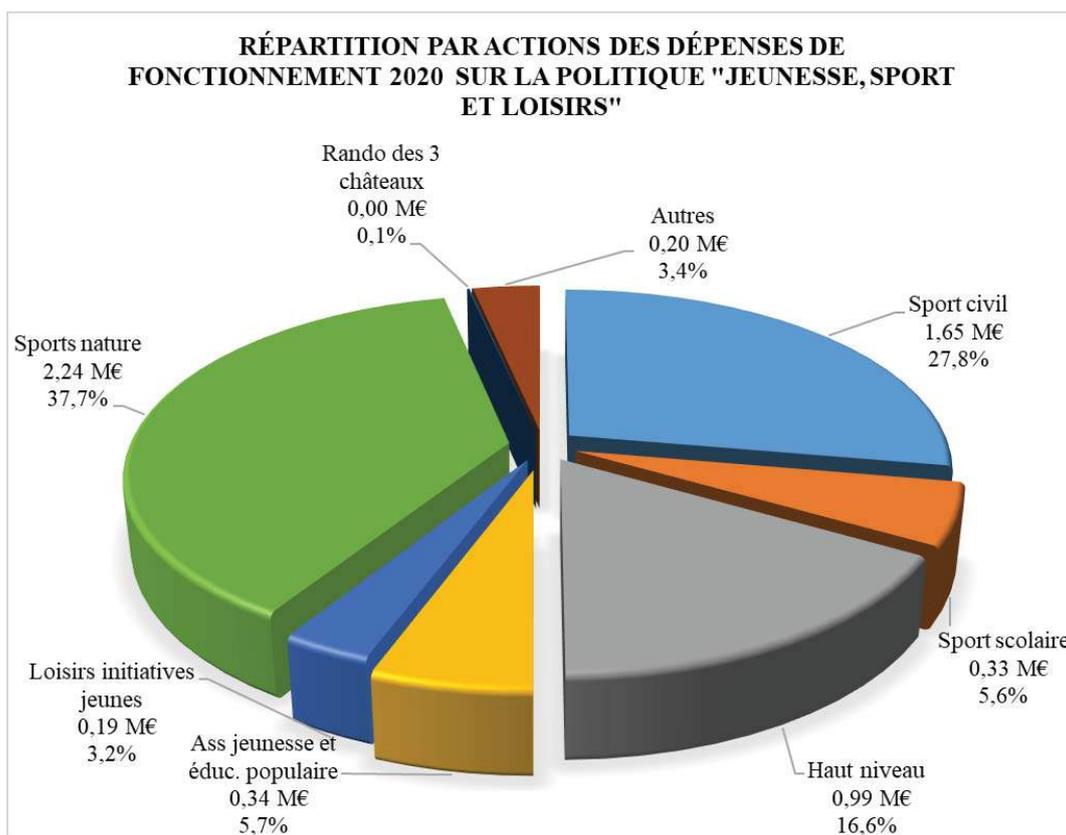
Viennent ensuite, les **équipements et matériel TICE** pour un montant global en 2020 de **1,3 M€** et les dépenses d'équipement et de suppléance des personnels ATTEE (**0,01 M€**).

La restauration scolaire et les **autres dépenses** liées à la vie des collèges ont généré respectivement **0,2 M€** et **0,04 M€**.

Les « **Bâtiments des collèges** » (**7,3 M€**) et plus précisément **l'entretien et les grosses réparations** dans les collèges ont mobilisé une enveloppe globale de **6,2 M€**. La **construction, l'extension et la réhabilitation** de ces bâtiments nécessitent **1,2 M€** pour la location de bâtiments démontables, les dépenses d'assurances et les sinistres.

Les « **Actions éducatives et d'appui à la scolarité** » ont mobilisé **1,6 M€** en 2020 dont **1,3 M€** en **aides à la restauration scolaire**. Dans un volume moindre, il faut aussi mentionner les aides aux projets éducatifs (**0,3 M€**), notamment les actions d'orientation et de découverte des métiers ou encore l'apprentissage de l'anglais.

🚩 Politique publique « Jeunesse et sport » : 5 947 205 €



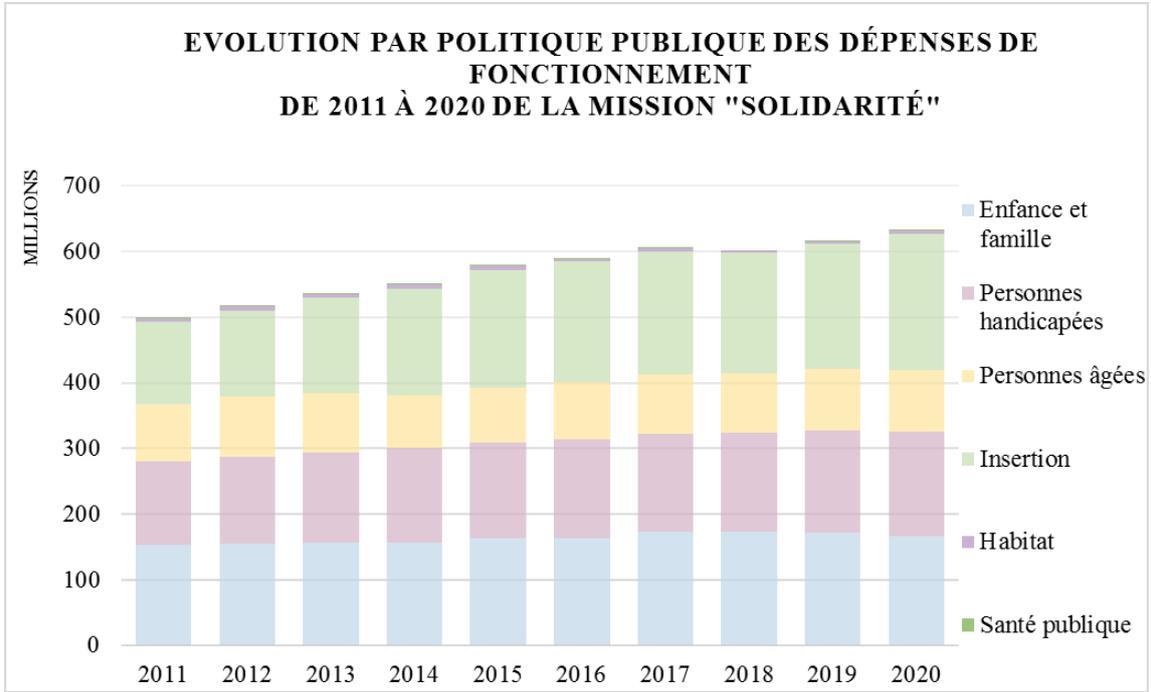
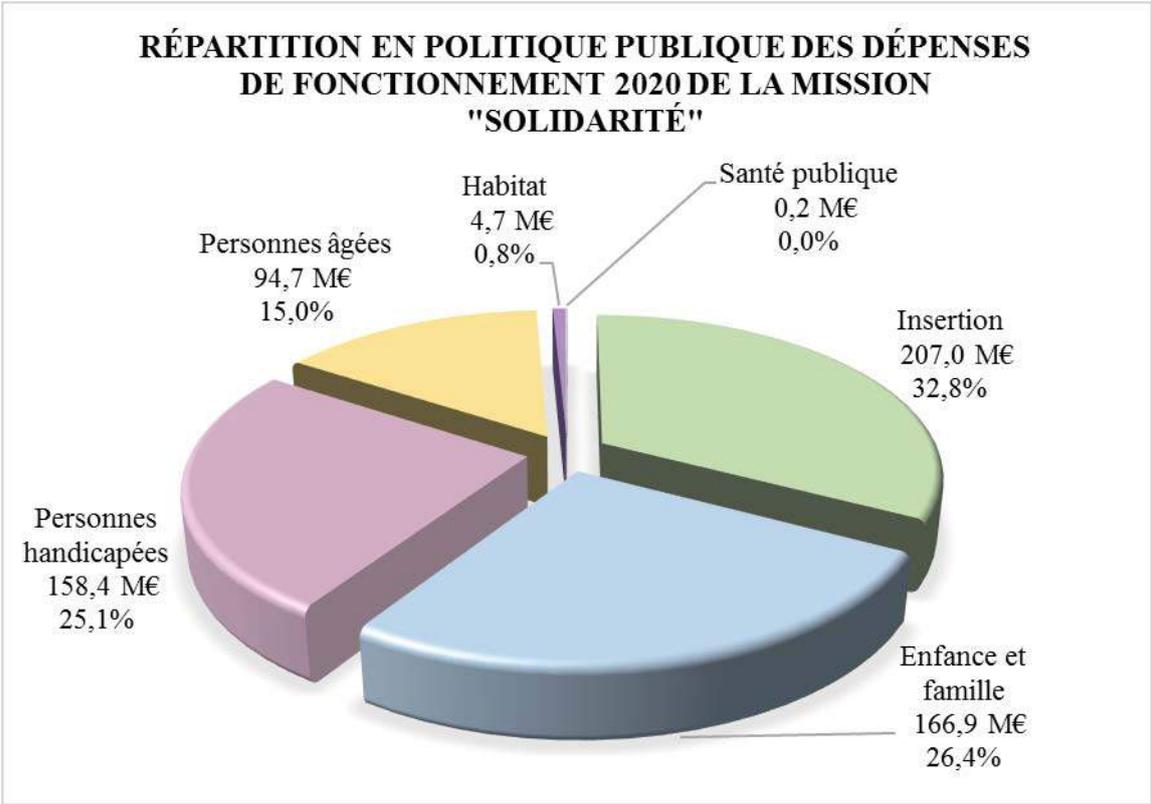
Une part essentielle des dépenses relatives aux « **Activités sportives** » (**5,4 M€**) a concerné le **soutien au sport civil (1,7 M€)**. Sur cette dépense, **0,9 M€** a bénéficié à 768 associations sportives civiles tandis que les aides apportées aux manifestations sportives s'élevaient à **0,1 M€**. Toujours en faveur du sport civil, les écoles multisports (**0,2 M€**) et les comités départementaux et leurs projets sportifs ont aussi été soutenus (**0,3 M€**). Les subventions restantes (**0,04 M€**) ont été versées à l'association profession sports et loisirs et à la maison des sports. L'aide au **sport scolaire (0,3 M€)** s'est traduite en dotations au bénéfice de 91 collèges et en subventions pour une centaine d'associations. Parallèlement, le **sport de haut niveau** a représenté une dépense de **1 M€**, essentiellement dans le cadre de contrats d'objectifs et d'aides directes à des clubs de très haut niveau. Il faut, également, mentionner l'enveloppe de **2,2 M€** concernant les **sports nature** dont une provision de 2M€ pour le déficit des Iles de loisirs. Enfin, la Rando des 3 châteaux (dépenses engagées avant l'annulation de la manifestation) et les autres évènements sportifs ont généré **0,2 M€**.

Les actions du Département en direction de la « **Jeunesse** » (**0,5 M€**) visent à faciliter et soutenir l'autonomie des jeunes.

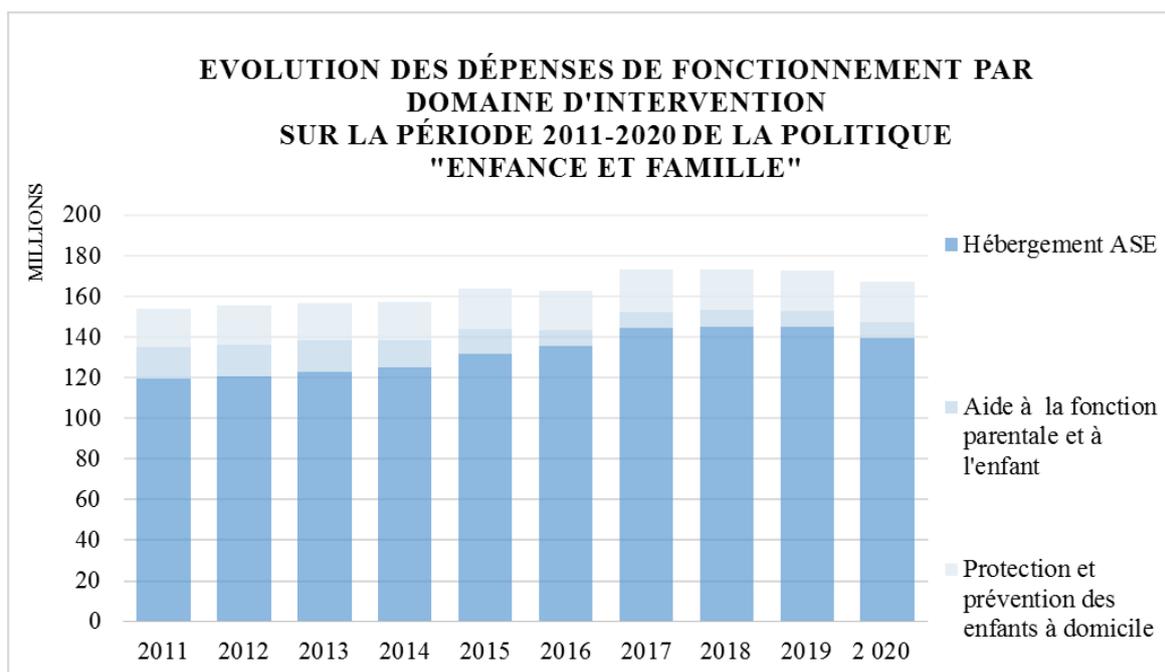
Une première enveloppe a été consacrée aux **aides aux associations de jeunesse et d'éducation populaire**. Elle a permis de verser **0,3 M€** à 16 organismes ou fédérations de jeunesse et d'éducation populaire qui ont pour vocation de rassembler et de conseiller les associations et organismes locaux dans les domaines éducatifs, sociaux et culturels.

Ces actions sont complétées par les **Aides aux projets et initiatives jeunes (0,2 M€)** qui ont pour objectif de soutenir les jeunes par le biais de 2 dispositifs : les bourses B.A.F.A. (**0,05 M€**) et le financement de projets jeunes (**0,1 M€**).

MISSION SOLIDARITE
631 894 010 € (58 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)



🚩 **Politique publique « Enfance et famille » : 166 924 445 €**

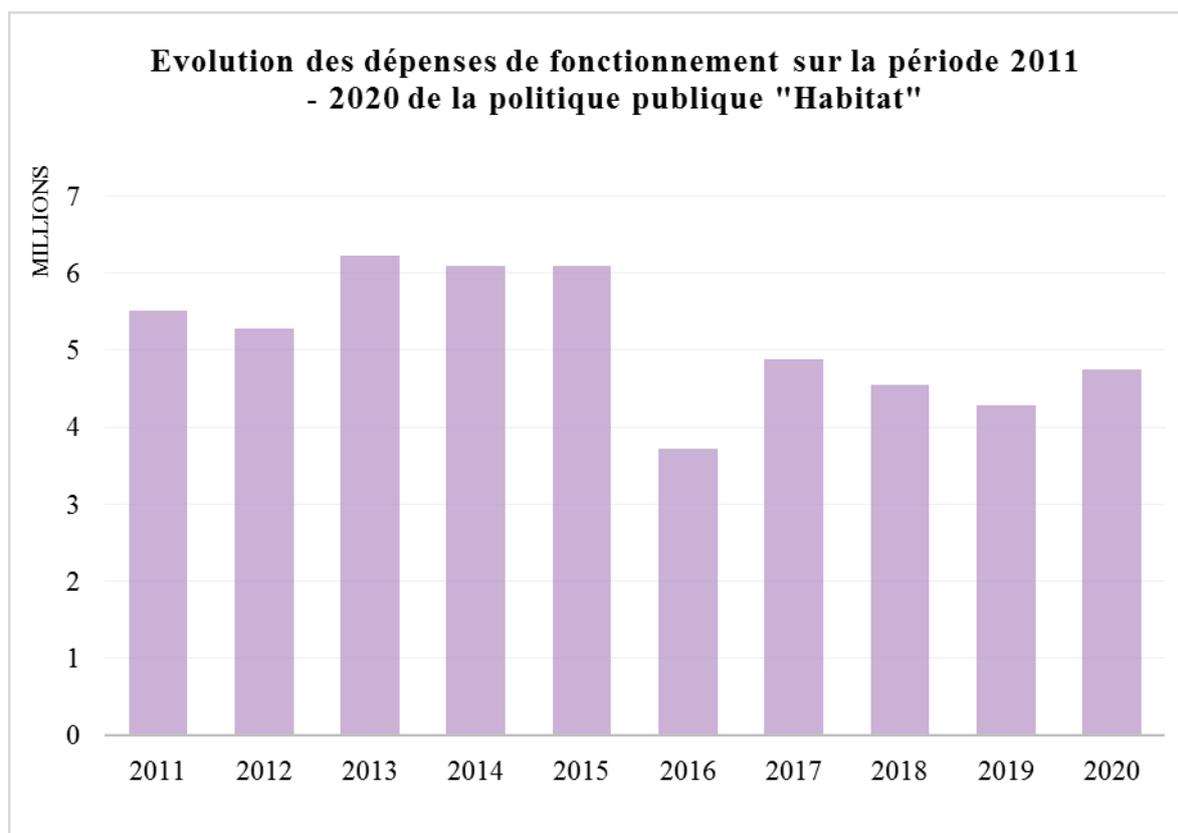


Représentant **83,5 %** des dépenses de cette politique, les « **Frais d’hébergement des enfants** » ont mobilisé **139,3 M€**. Ces frais sont répartis entre l’**accueil en établissement (97,4 M€)**, l’**accueil familial (37,8 M€)** et les **prestations en faveur des enfants (4,2 M€)**. Sur ce dernier poste on trouve principalement les prestations destinées aux enfants accueillis (**2,4 M€**), les dépenses relatives aux visites médiatisées permettant de maintenir les liens parents-enfants (**1,6 M€**) et des frais divers (**0,2 M€**).

Les dépenses de « **Protection et de prévention des enfants à domicile** » ont représenté **19,6 M€**, dont la **protection en milieu ouvert (10 M€)** qui regroupe les crédits relatifs aux Aides Educatives en Milieu Ouvert (AEMO), Aides Educatives en Milieu Ouvert Renforcées (AEMO R) ainsi que l’allocation « Contrat Autonomie Jeunes Majeurs » (CAJM), et la **prévention spécialisée (4,3 M€)** versées à quatre opérateurs associatifs. A cela s’ajoutent, au titre du soutien et de la prévention en milieu ouvert, l’action éducative à domicile et l’action éducative à domicile renforcée (pour un total de **4,1 M€**) ainsi que les allocations d’aides aux familles pour **0,4 M€** (allocations mensuelles et secours d’urgence), l’évaluation des Mineurs non Accompagnés (**0,7 M€**) et des subventions et participations pour un montant global de **0,06 M€**.

Le dernier domaine de cette politique concerne les « **Aides à la fonction parentale et à l’enfant** ». Ces dépenses d’un montant global de **8 M€** se déclinent principalement en subventions pour le **fonctionnement des modes d’accueil de la petite enfance (5,7 M€)**. Par ailleurs, **1,5 M€** a été consacré aux **actions de PMI** dont la participation aux dépenses de fonctionnement des centres d’action médico-sociale précoce (**0,9 M€**) et divers produits médicaux (**0,6 M€**). A ce domaine sont rattachés, les frais de **formation des assistants maternels** en respect du cadre légal (**0,2 M€**), les participations au fonctionnement des centres de **planification familiale (0,34 M€)** ainsi que des versements effectués aux associations œuvrant dans le **soutien à la parentalité (0,2 M€)**.

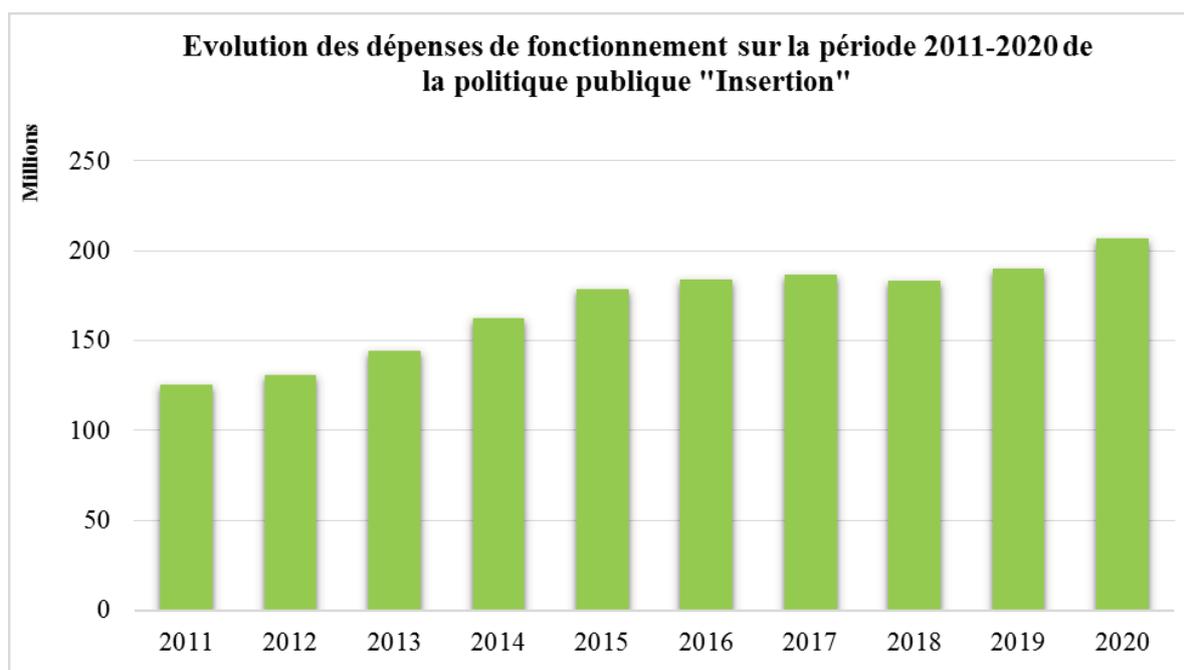
🚧 Politique publique « Habitat » : 4 742 741 €



La part essentielle des dépenses liées à l’habitat correspond à la participation du Département au **Fonds de Solidarité Logement (3,6 M€)**. Cette dernière permet de financer notamment les aides individuelles sous forme de prêts remboursables ou de secours pour l’accès ou le maintien dans le logement, la résorption des dettes liées aux fluides (eau, gaz, électricité) ainsi que certaines mesures d’accompagnement social.

Les **autres actions d’insertion par le logement (1,2 M€)** participent au financement des missions de nos partenaires, tels que INITIATIVES77, Relais Jeunes 77, ADIL 77 ou la gestion des aires de grands passages des gens du voyage.

🚧 Politique publique « Insertion » : 207 044 350 €



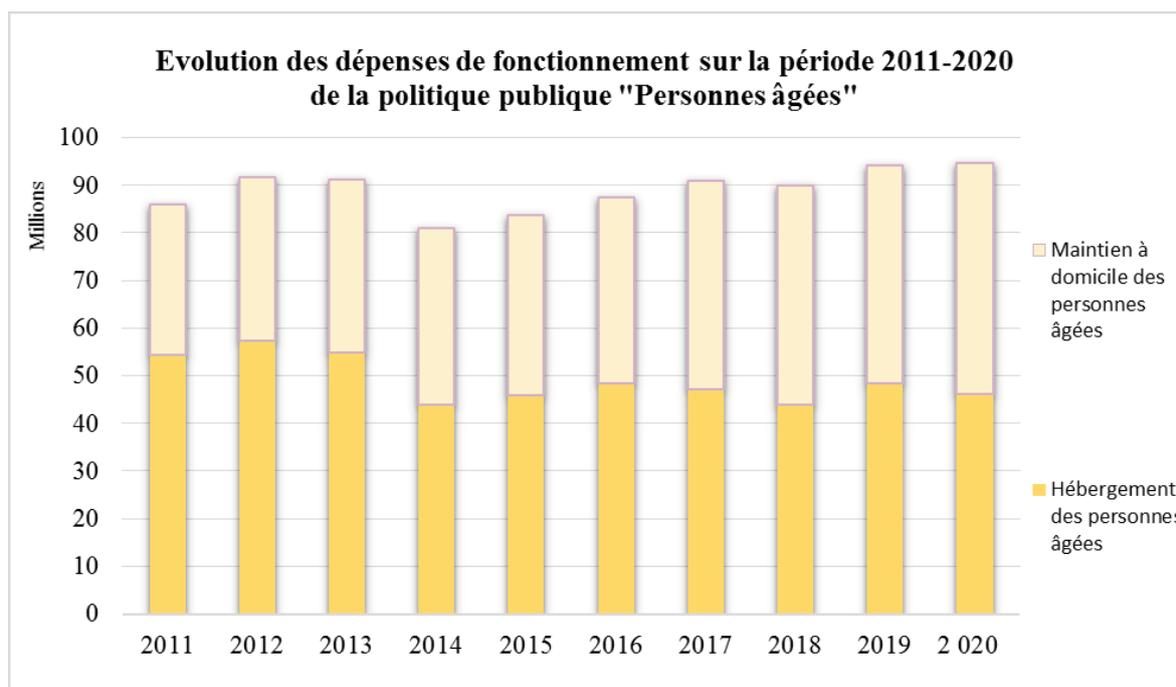
Les allocations RSA représentent **92 %** des dépenses de cette politique et augmentent de **8,85 %** par rapport à 2019 soit un montant réalisé de **190,7 M€**. A fin décembre 2020, il est dénombré 32 723 foyers allocataires du RSA. Le dispositif compte ainsi 3 745 foyers en plus soit une évolution annuelle de + 12,9 %. Sans être assimilées à des dépenses COVID, les dépenses liées au RSA en 2020 peuvent s'analyser à l'aune de la crise économique, sociale et sanitaire. Ainsi la forte hausse des dépenses liées aux allocations RSA s'explique à la fois par des mesures administratives de la Caisse d'Allocations Familiales afin de sécuriser les droits et de stopper l'activité de contrôle pendant la période du 1^{er} confinement, mais également par l'augmentation du nombre de bénéficiaires.

A ces dépenses d'allocations il faut ajouter les frais divers qui y sont associés pour **0,3 M€** (principalement des créances éteintes ou admises en non-valeur) et une provision complémentaire de **1 M€** à celle constituée en 2018 et 2019 sur la base du stock des indus RMI/RSA transférés au Département par la Caisse d'Allocations Familiales depuis 2004 et non recouverts.

Toujours au sein du domaine « **Dispositif RSA** », il faut mentionner trois autres actions. Les premières financent les **emplois aidés (3 M€)** et l'accompagnement des bénéficiaires du RSA pour **2,1 M€**. Elles sont complétées d'autres mesures « insertion par l'activité économique » notamment (**2,2 M€**) ou encore par l'emploi (**3,1M€**).

Le domaine des « **Autres dispositifs d'insertion** » a représenté **4,6 M€** de dépenses en 2020. Il concerne les fonds d'aide d'urgence (**1,4 M€**), les actions d'insertion sociale et médico-sociale (**1,6 M€** principalement en faveur des secteurs caritatif ou humanitaire) et enfin les dispositifs d'insertion des jeunes (**0,8 M€**). Les dépenses restantes ont couvert principalement les Plans Locaux d'Insertion pour l'Emploi (**0,7 M€** et cofinancés par le FSE), des services (**0,1 M€** en prestations juridiques, accompagnement et soutien ...) et des dépenses liées au soutien des MDS (**0,05 M€**).

🚧 Politique publique « Personnes âgées » : 94 658 877 €

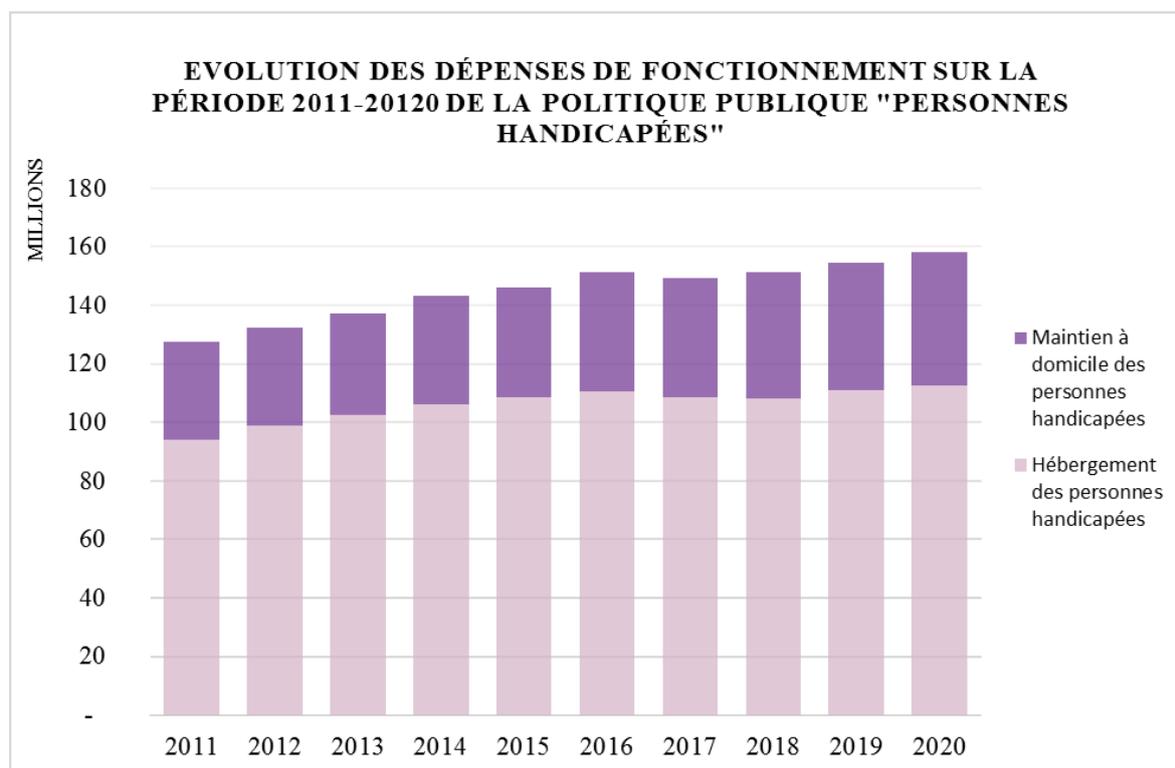


« **L'hébergement des Personnes âgées** » (46,1 M€), se répartit entre les frais d'hébergement proprement dits (20,4 M€) et l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA), versée aux établissements ou aux bénéficiaires (25,7 M€ pour 5 805 bénéficiaires au mois de décembre 2020).

Les dépenses liées au « **Maintien à domicile des personnes âgées** » ont représenté **48,5 M€** dont **43,5 M€** destinés à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) versée à 10 951 bénéficiaires à fin décembre 2020 contre 10 531 bénéficiaires pour la même période 2019 soit + 4 %.

Par ailleurs, les participations aux Pôles autonomie territoriaux et aux accords cadre passé avec la CNSA s'élèvent à **1,7 M€** et les actions extra légales menées en faveur des personnes âgées a **1,3 M€** dont 1M€ pour les ESMS.

🚦 Politique publique « Personnes handicapées » : 158 368 897 €



Le nombre des bénéficiaires de l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne diminue régulièrement depuis la mise en place de la Prestation de Compensation du Handicap en 2006. En un an, ce nombre a diminué de 6 % passant de 918 à fin 2019 à 866 bénéficiaires à fin 2020. Une augmentation est constatée au titre des bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap avec une évolution, sur la même période, de + 12 % (soit 4 237 bénéficiaires à fin décembre 2019 et 4 734 à fin 2020). Globalement le nombre de bénéficiaires de ces aides augmente de 9 %.

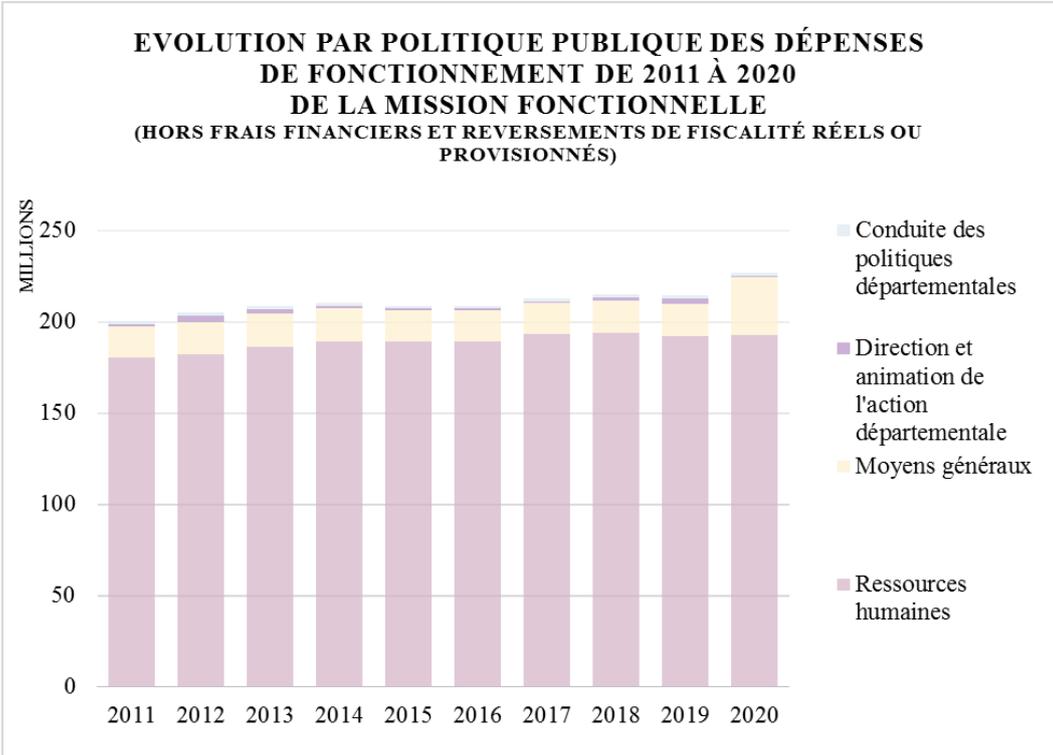
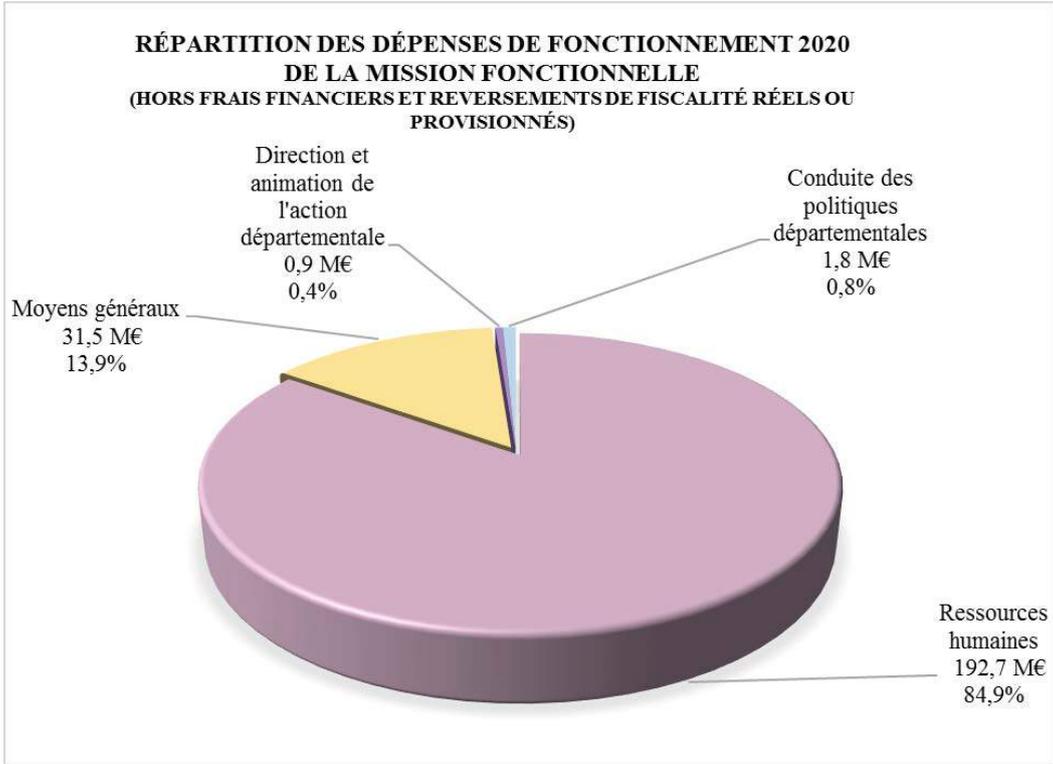
« **L'hébergement des personnes handicapées** » s'élève à **112,7 M€** dont **101,3 M€** pour les frais liés à l'hébergement proprement dit, **9,1 M€** pour le financement des services d'accompagnement et **1,6 M€** pour les frais liés à la dépendance répartis entre la Prestation de Compensation du Handicap (**1,2 M€**) et l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (**0,3 M€**). L'accueil familial a mobilisé, quant à lui, en 2020, **0,7 M€**.

Les aides au « **Maintien à domicile** » se sont élevées à **45,7 M€**. La Prestation de Compensation du Handicap (P.C.H.) a représenté **36,3 M€** et l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (A.C.T.P.) **5,8 M€**. La Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) a perçu **2,9 M€** pour son fonctionnement dont seulement **1,4 M€** compensé par une contribution de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA). Les crédits restants ont permis de financer des actions extra-légales pour **0,5 M€** (par l'intermédiaire de 66 structures) et les aides ménagères pour **0,2 M€**.

🚦 Politique publique « Santé publique » : 154 700 €

L'action Démographie médicale qui est dédiée à la poursuite des engagements du Département à destination des étudiants par le financement des bourses aux étudiants en professions de santé et à l'aide au fonctionnement des maisons de santé pluri professionnelles et universitaires a généré **154 700 €**.

MISSION FONCTIONNELLE
226 882 351 € (20,8 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)



🚦 Politique publique « Conduite des politiques départementales » : 1 795 578 €

Les dépenses de cette politique concernent principalement le domaine de la « **Communication** » avec une enveloppe consommée de **1,5 M€**. Elle finance d'une part, les éditions de « Seine et Marne Magazine » (0,5 M€ par an) et d'autres documents d'information locale plus ciblée ainsi que les achats

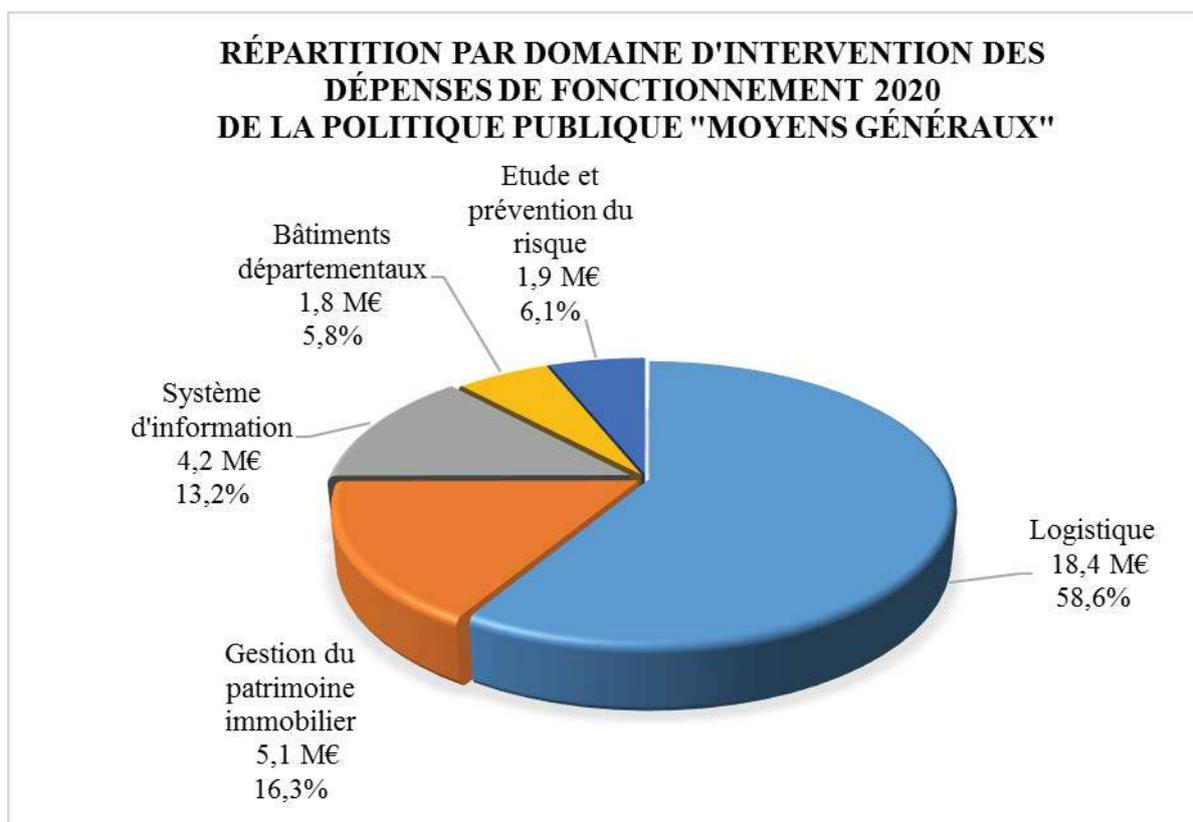
d'espaces dans la presse locale, le fonctionnement du site internet, les relations de presse ou encore la communication interne (**0,8 M€**). D'autre part, l'enveloppe communication prend en charge le développement des services et des usages numériques (**0,2 M€**) et le versement d'une quinzaine de subventions (**0,02 M€**).

Sur le domaine « **Présidence et cabinet** » (**0,3 M€**) sont rattachées plusieurs cotisations et subventions à des associations d'élus locaux (Assemblée des Départements de France, Association des Maires de Seine-et-Marne ou Association des maires ruraux de Seine-et-Marne).

✚ Politique publique « Direction et animation de l'action départementale » : 935 982 €

La première enveloppe de cette politique concerne l'ensemble des dépenses financières autres que les frais financiers (**0,3 M€**) comme les services bancaires et les prestations de conseils. La seconde enveloppe d'un montant de **0,4 M€** finance les études diverses dont la signalétique de certaines opérations de travaux mais aussi les dépenses liées à la documentation (documentation générale et technique, documentation informatisée, gestion de documents « presse », droits de copiage...). Enfin, la troisième enveloppe concerne les frais de perception de la Taxe Locale sur la Consommation Finale d'Electricité (**0,2 M€**).

✚ Politique publique « Moyens généraux » : 31 484 344 €



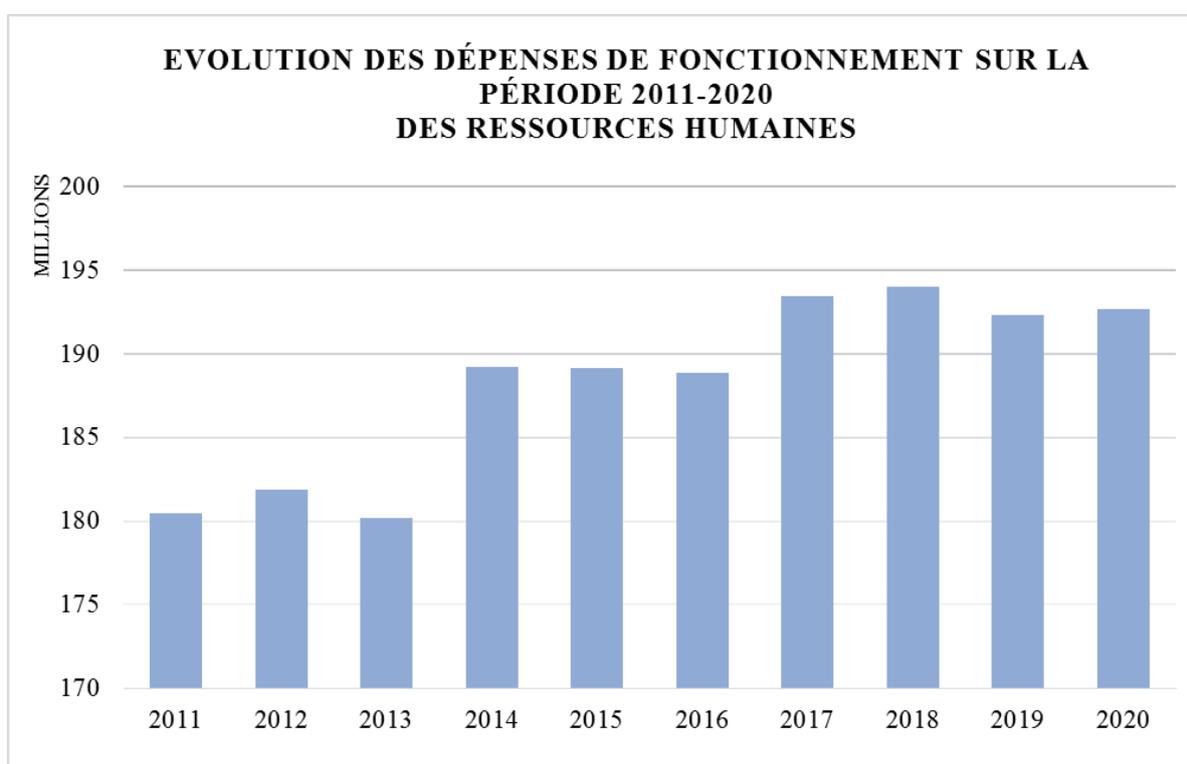
Premier poste de dépense de cette politique, la « **Logistique** » a mobilisé **18,4 M€** pour les fournitures et services divers (**15,8 M€** dont 14,1M€ de dépenses COVID), l'entretien des locaux (**1,7 M€**), la gestion de la flotte automobile (**0,7 M€**) et le matériel et mobilier (**0,2 M€**).

Deuxième poste, la « **Gestion du patrimoine immobilier** » qui a généré **5,1 M€** de dépenses principalement sur les fluides (**2,1 M€**), les loyers et charges locatives (**1,4 M€**), les impôts et taxes foncières (**1,2 M€**) et le gardiennage (**0,4 M€**).

Les « **Systèmes d'information** » ont représenté une dépense de **4,2 M€** répartie en entretien et maintenance (**1,9 M€**), en frais d'infrastructures téléphoniques (**0,9 M€**) et en prestations et fournitures (**1,4 M€**).

Enfin, il faut mentionner d'une part, les « **Etudes et la prévention des risques** », dépenses liées aux primes d'assurance, aux sinistres et aux conseils juridiques qui se sont élevées à **1,9 M€** et d'autre part les dépenses d'entretien et de réparations des « **Bâtiments départementaux** » d'un montant global de **1,8 M€** (dont **0,6 M€** au titre des bâtiments sociaux, **1 M€** pour l'Hôtel du Département et ses annexes et **0,2 M€** pour les Agences Routières Territoriales).

✚ **Politique publique « Ressources humaines » : 192 666 447 €**



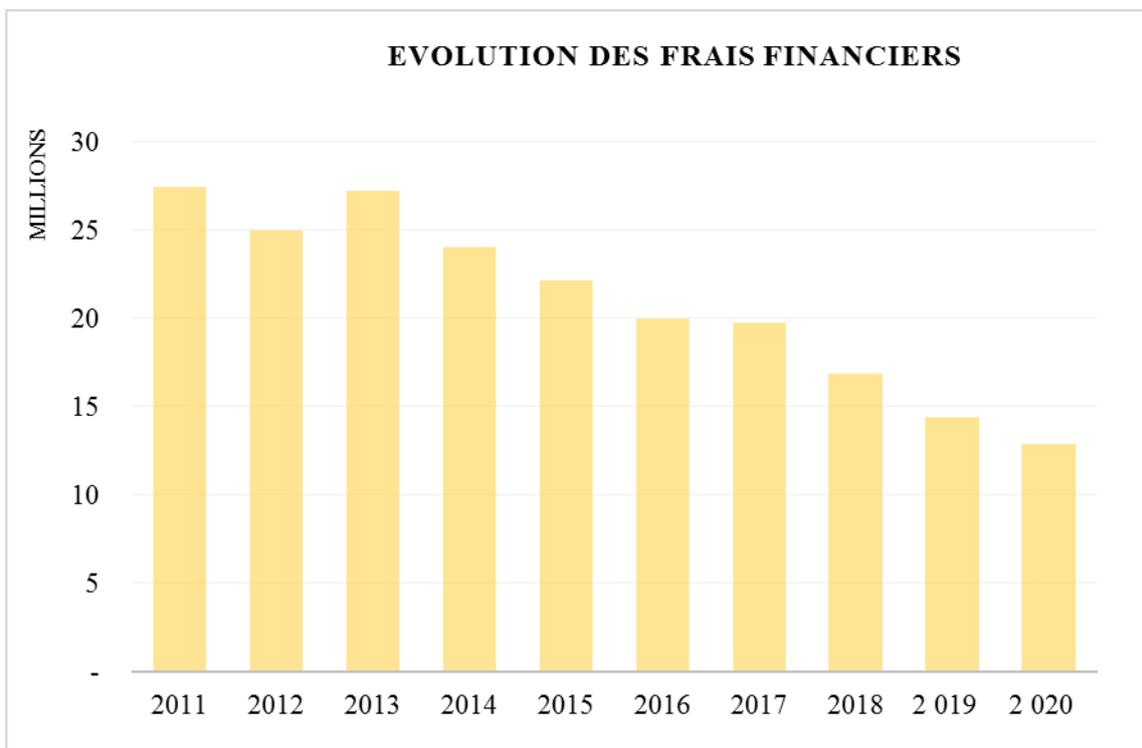
L'ensemble des dépenses de cette politique est resté stable en 2020 (+ **0,2 %** pour atteindre **192,7 M€** dont **96,1 %** concernent la masse salariale (**185,2M€**)).

La masse salariale qui représente près de 96 % de la politique R.H., a légèrement augmenté (+0,4 %).

Par ailleurs, une enveloppe de **3,9 M€** a été consacrée aux actions en faveur du personnel : elle finance notamment la subvention au COS (**1,1 M€**) et les prestations sociales (**2,6 M€**). Viennent s'y ajouter les frais de formation et de recrutement (respectivement **0,9 M€** et **0,1 M€**) ainsi que les frais liés aux déplacements (**0,6 M€**) et aux assurances (**2 M€**).

1-4.A 2 – Les frais financiers et les prélèvements sur les recettes fiscales :

✚ Frais financiers : 12 862 432 €



En 2020, les frais financiers ont représenté une charge de **12,9 M€** pour le Département qui se décompose de la façon suivante :

- les intérêts résultant de la dette à long terme pour **12,5 M€** soit une diminution de **-1,3 M€** par rapport à 2019,
- les charges financières liées aux instruments de couverture ou « swaps » pour **0,8 M€** soit une réduction de **-0,1 M€** due à l’amortissement progressif du capital couvert par ces contrats,
- la diminution des intérêts courus non échus (**- 0,5 M€**) qui passent de **4,5 M€** en 2019 à **4 M€** en 2020.

La diminution des frais financiers de **1,5 M€** (hors indemnité de remboursement anticipé, à caractère ponctuel) entre le CA 2019 et le CA 2020 a été rendue possible par le contexte financier de 2020 qui s’est caractérisé par un maintien des taux à un niveau très bas, voire négatifs à court terme.

La gestion active de la dette et de la trésorerie a ainsi permis au Département de bénéficier de ces conditions de marché favorables et de réduire, en conséquence, le montant des frais financiers. Ce résultat reflète également la réduction significative de l’encours de dette à long terme qui a diminué de 4,21 % entre 2019 et 2020.

Dans un contexte où les taux fixes comme les taux variables évoluent à des niveaux historiquement bas, la stratégie portée par le Département en 2020 a consisté à préserver la part de son encours variable (30,8 % fin 2020) pour bénéficier des niveaux actuels des indices monétaires, tout en renforçant légèrement la part de ses emprunts à taux fixes dans le cadre de deux émissions obligataires d’un montant global 30 M€.

En 2020, le taux moyen de la dette long terme du Département après couverture ressort à 1,88 % contre 2 % en 2019 et 2,11% en 2018.

Prélèvements du fonds national de péréquation des DMTO: 32 401 404 €

A compter de 2020, un fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux est créé en remplacement des trois fonds de péréquation basés sur les DMTO : le fonds national de péréquation sur les DMTO (FNPDMTTO) créé en 2011, le fonds de solidarité sur les DMTO (FSDMTTO) créé en 2014 et le fonds de solidarité interdépartemental (FSID) créé en 2019.

Ce nouveau fonds est alimenté par deux prélèvements :

- le premier prélèvement est égal à 0,34 % du montant de l'assiette des DMTO de droit commun n-1 de l'ensemble des Départements (et de la Ville de Paris et de la Métropole de Lyon)
- le second prélèvement, d'un montant de 750 M€, concerne les départements dont l'assiette par habitant des DMTO est supérieure à 75 % de l'assiette par habitant de l'ensemble des départements. Ce second prélèvement est réparti en trois tranches. Le montant prélevé au titre de ce second prélèvement ne peut excéder 12 % du produit des DMTO n-1 du Département.

Lorsque le montant total des deux prélèvements est supérieur à 1,6 Mds€, le Comité des finances locales peut décider de mettre en réserve, dans un fonds de garantie départemental des corrections conjoncturelles, tout ou partie de l'excédent.

Le Département a subi en 2020 un prélèvement de 32,4 M€ en faveur du fonds national de péréquation des droits de mutation (FNPDMTTO) contre 36,5 M€ correspondants aux prélèvements cumulés du FNPDMTTO, du FSDMTTO et du FSID en 2019. Ce prélèvement enregistre une baisse de - 11,1 % entre 2019 et 2020 en raison de la réforme.

Prélèvement du fonds national de péréquation de la CVAE : 2 215 956 €

Le Fonds national de péréquation de la CVAE est alimenté par un double prélèvement au titre du niveau de produit par habitant n-1 du Département par rapport à 90 % de la moyenne des Départements d'une part, et de la progression du produit de CVAE n-1 par rapport au produit n-2 comparée à celle de la moyenne des Départements, d'autre part.

Le Département a contribué en 2020 à hauteur de 2,2 M€ au fonds national de péréquation de la CVAE (FNPCVAE) contre 0,4 M€ en 2019. Ce prélèvement augmente globalement de + 514,1 % par rapport à 2019 en raison d'une évolution du produit de CVAE par habitant plus importante que la moyenne. Le Département voit son prélèvement sur le stock augmenter en 2020 et subit, contrairement à 2019, un prélèvement sur le flux. Entre 2019 et 2020, le produit de CVAE du Département a progressé, passant de 82,2 M€ à 90,1 M€ (+ 9,5 %).

Le Département n'est pas éligible à un reversement du FNPCVAE en raison du critère du revenu par habitant pris en compte, à hauteur de 60 %, dans l'indice synthétique déterminant l'éligibilité au reversement.

1-4.B – Gestion pluriannuelle en fonctionnement

Les engagements pris en termes d'autorisations d'engagement non réalisées s'élevaient au 31 décembre 2020 à **10,6 M€**. Ce montant est marginal par rapport au volume des crédits de paiement consommés en 2020 en fonctionnement puisqu'il représente moins de 0,94% des dépenses réelles de fonctionnement du Département.

Missions / Politiques	Montant des Autorisations d'engagement à fin 2020	Réalisations à fin 2020	Reste à financer
Développement territorial	10 152 245	9 769 026	175 090
Protection de l'environnement	2 713 280	2 494 665	171 400
Routes départementales	130 000	84 112	43 723
Sécurité	439 601	394 150	33 320
Transports	4 051 442	3 054 608	917 549
Mission aménagement et développement du territoire	17 486 569	15 796 561	1 341 083
Culture et patrimoine	7 439 054	7 439 047	-
Education formation	3 303 241	3 036 529	177 000
Jeunesse, sports et loisirs	38 755	38 755	-
Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	10 781 050	10 514 331	177 000
Habitat	1 994 322	1 989 582	4 740
Insertion	109 008 449	100 703 432	7 940 067
Personnes âgées	1 370 601	191 260	1 179 341
Mission solidarité	112 373 372	102 884 274	9 124 148
Direction et animation de l'action départementale	834 689	834 689	-
Mission fonctionnelle	834 689	834 689	-
Total général	141 475 679	130 029 855	10 642 230

Ce faible montant en engagements pluriannuels en fonctionnement est la conséquence d'un recours restreint à la procédure des autorisations d'engagement en fonctionnement, presque toutes les dépenses ayant un caractère annuel. Le recours aux AE est réservé aux seuls engagements pour lesquels l'exécution excède très largement l'exercice budgétaire, au-delà du simple glissement d'exécution.

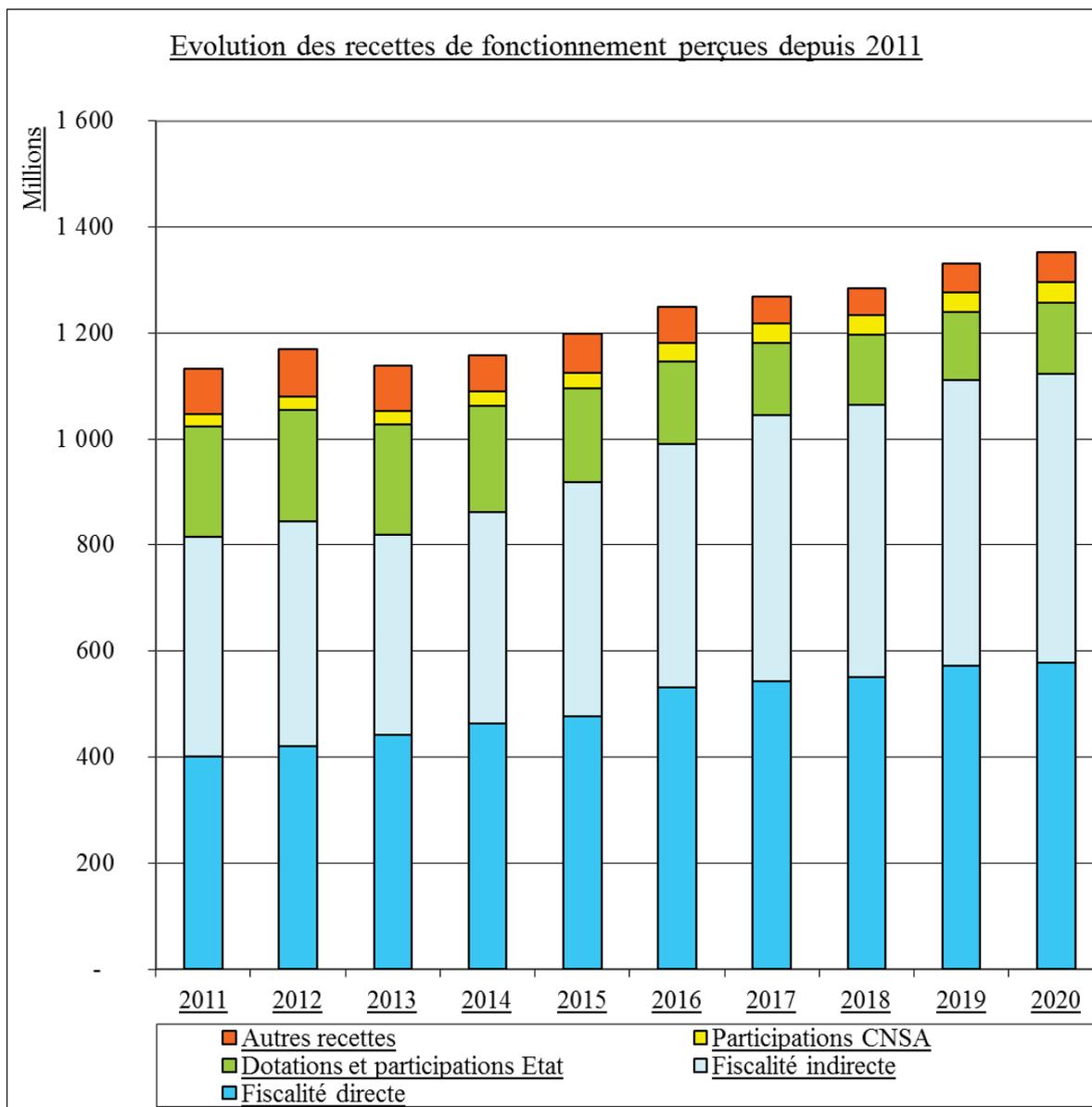
Il concerne essentiellement le domaine de l'insertion (**7,9 M€**) avec des programmes de formation qui dépassent, lorsqu'ils sont engagés, le cadre de l'année civile.

Dans le domaine des transports, il s'agit essentiellement des dépenses relatives au TZEN 2.

1-4.C – Les recettes de fonctionnement

S'agissant des recettes propres à chaque exercice (c'est-à-dire hors excédents antérieurs reportés), leurs montants s'élèvent à **1 352,4 M€** au CA 2020 contre **1 330,6 M€** en 2019, soit une augmentation de **+ 1,6 %**. Les principales recettes se ventilent de la façon suivante :

Nature de recettes	CA 2019	Crédits inscrits 2020	CA 2020	Taux réalisation	% évol
Taxe foncière sur les propriétés bâties	353 056 890	356 762 905	357 351 530	100,2%	1,2%
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	90 063 667	91 767 149	91 767 149	100,0%	1,9%
Reversement part régionale CVAE	85 671 811	85 671 811	85 671 811	100,0%	0,0%
Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	3 251 022	3 283 621	3 502 319	106,7%	7,7%
Fonds national de garantie individuelle des ressources	17 925 606	17 925 606	17 925 606	100,0%	0,0%
Reversement du Fonds de solidarité des Départements de la Région IDF	10 423 580	9 724 767	9 724 767	100,0%	-6,7%
Frais de gestion de la Taxe foncière sur les propriétés bâties	12 113 800	12 403 724	12 403 724	100,0%	2,4%
Fiscalité directe	572 506 376	577 539 583	578 346 906	100,1%	1,0%
Droits de mutation à titre onéreux	279 757 829	230 000 000	279 790 573	121,6%	0,0%
Reversement du Fonds national de péréquation des DMTO	13 200 802	17 736 053	17 736 053	100,0%	34,4%
Reversement du Fonds de solidarité sur les DMTO	1 328 941	0	0	NS	NS
Taxe d'aménagement	17 519 741	14 000 000	17 282 490	123,4%	-1,4%
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	132 765 725	146 207 390	137 954 296	94,4%	3,9%
Taxe départementale sur la consommation finale d'électricité	14 118 292	14 182 000	13 877 142	97,9%	-1,7%
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	75 662 798	63 099 102	73 943 155	117,2%	-2,3%
Redevances des mines	3 107 220	2 200 000	2 689 011	122,2%	-13,5%
Taxe additionnelle à la taxe de séjour	1 157 563	800 000	958 884	119,9%	-17,2%
Fiscalité indirecte	538 618 909	488 224 545	544 231 605	111,5%	1,0%
Dotation globale de fonctionnement	89 262 015	89 823 504	89 823 504	100,0%	0,6%
Allocations compensatrices	22 902 152	22 368 109	22 428 417	100,3%	-2,1%
<i>dont Dotation de compensation de la réforme de la Taxe professionnelle</i>	<i>18 894 120</i>	<i>18 894 120</i>	<i>18 894 120</i>	<i>100,0%</i>	<i>0,0%</i>
Dotation générale de décentralisation	4 120 007	4 120 007	4 120 007	100,0%	0,0%
Fonds de mobilisation départemental pour l'insertion	8 703 620	8 700 000	8 889 256	102,2%	2,1%
FCTVA (Part.fonc.)	1 447 723	1 500 000	1 513 054	100,9%	4,5%
Autres participations de l'Etat	2 618 522	7 979 574	7 872 373	98,7%	200,6%
<i>sous-total Etat</i>	<i>129 054 039</i>	<i>134 491 194</i>	<i>134 646 611</i>	<i>100,1%</i>	<i>4,3%</i>
Participation versée au titre de l'APA 1	20 556 764	17 309 000	24 639 294	142,3%	19,9%
Participation versée au titre de l'APA 2	4 052 366	5 254 300	1 553 805	29,6%	-61,7%
Participation versée au titre de la PCH	11 943 101	10 604 000	12 319 033	116,2%	3,1%
Participation versée au titre de la MDPH	0	0	0	NS	NS
<i>sous-total CNSA</i>	<i>36 552 231</i>	<i>33 167 300</i>	<i>38 512 132</i>	<i>116,1%</i>	<i>5,4%</i>
Autres participations	33 953 996	30 104 497	29 594 818	98,3%	-12,8%
Dotations et participations	199 560 266	197 762 991	202 753 561	102,5%	1,6%
Produits du domaine et gestion courante	6 164 145	5 187 212	5 087 895	98,1%	-17,5%
Recourts dép. aide sociale et indus	7 926 910	8 850 785	10 416 823	117,7%	31,4%
Produits financiers	213 187	170 871	313 981	183,8%	47,3%
Produits exceptionnels	5 525 233	11 012 345	10 709 250	97,2%	93,8%
Reprises sur provisions	97 959	500 000	500 000	100,0%	410,4%
Autres recettes	19 927 434	25 721 213	27 027 949	105,1%	35,6%
Total Recettes de fonctionnement	1 330 612 985	1 289 248 332	1 352 360 020	104,9%	1,6%



L'année 2020 est marquée par la crise sanitaire qui a entraîné une récession économique majeure.

Face à la crise économique générée par la pandémie, l'objectif de diminution des dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales, qui avait remplacé depuis 2018 la logique de baisse des dotations, a été suspendu afin de permettre aux collectivités territoriales d'engager des dépenses urgentes de soutien à la population et à l'économie sans la contrainte de l'encadrement de leurs dépenses de fonctionnement.

Si l'épidémie de la Covid 19 a perturbé le rythme d'encaissement de certaines recettes en 2020, la crise économique n'a pas produit d'effet important dès 2020 sur le niveau des recettes départementales en raison, notamment, des modalités d'encaissement des recettes et de la nature sanitaire de la crise différente de celle subie en 2009. Ainsi, les recettes réelles de fonctionnement présentent entre 2019 et 2020 une hausse globale de **21,7 M€**. Cette hausse est portée pour l'essentiel par l'augmentation entre 2019 et 2020 de + 5,2 M€ du produit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance, de + 4,3 M€ du produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de + 3,2 M€ de recettes de péréquation sur les DMT0 ainsi que par la croissance de + 5,2 M€ des produits exceptionnels. Particulièrement volatil, le

produit des droits de mutation est resté stable entre 2019 et 2020 après une croissance de près de 8 % entre 2018 et 2019.

L'évolution des différents postes de recettes est détaillée ci-après.

Les **produits de la fiscalité directe** ont augmenté en 2020 de + 1 % par rapport à 2019, passant de **572,5 M€ à 578,3 M€**.

La progression du poste « fiscalité directe » est due principalement au produit de la **Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)** qui a enregistré une hausse globale de + 1,2 %, passant de **353,1 M€** en 2019 à **357,4 M€** en 2020.

Pour les rôles généraux et complémentaires (356,9 M€), le produit a augmenté de + 2,1 % : cette hausse provient d'une part de la revalorisation nominale des bases qui était de + 1,2 % entre 2019 et 2020 et, d'autre part, de l'évolution physique des bases (solde des entrées et des sorties en taxation) qui est historiquement faible en 2020 : + 0,8 % contre + 1,9 % entre 2018 et 2019. Les services fiscaux de la DDFIP ont expliqué cette très faible augmentation par le fait que les locaux en dernière année d'exonération (aussi bien d'habitation que professionnels) présentent des bases exonérées particulièrement élevées. Le mécanisme de décalage dans le temps entre la production de nouveaux locaux et leur entrée en imposition pénalise particulièrement le Département qui ne pourra pas bénéficier en 2021 de la hausse de TFPB qu'il ne percevra plus avec la réforme fiscale.

Aux rôles généraux et complémentaires, se sont ajoutés des rôles supplémentaires pour **0,5 M€** contre 3,5 M€ en 2019.

Le produit de la **Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)** a enregistré une hausse de + 1,9 % par rapport à 2019. Il s'élève ainsi en 2020 au montant de **91,8 M€** contre 90,1 M€ en 2019. La crise économique 2020 générée par la pandémie n'a produit aucun effet sur le montant de CVAE perçu en 2020 en raison de ces modalités de versement. Le produit de CVAE 2020 correspond au produit de CVAE acquitté en 2019 par les entreprises (soit le solde de CVAE 2018 et deux acomptes pour la CVAE 2019 calculés sur la base de la CVAE définitive 2018).

Depuis 2017, l'article 89 de la Loi de finances pour 2016 du 29 décembre 2015 a réduit la part départementale de la CVAE de 48,5 % à 23,5 %, celle des Régions passant de 25 % à 50 % à compter de 2017. Cette nouvelle répartition de la CVAE entre Régions et Départements vise à compenser aux Régions les charges nouvelles résultant du transfert de compétences en matière de transports interurbains routiers de voyageurs et de transports scolaires opéré par l'article 15 de la Loi NOTRe du 7 août 2015. En Île-de-France, ces compétences relevaient déjà de l'échelon régional à travers le Syndicat des transports d'Île-de-France (STIF), en application des dispositions de l'ordonnance du 7 janvier 1959, modifiée, relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France.

La Région Île-de-France doit par conséquent reverser au Département de Seine-et-Marne une attribution de compensation financière égale à 51,5 % (25/48,5èmes) du montant de la cotisation sur la valeur ajoutée perçue par le Département en 2016 et ce montant est figé dans le temps selon les termes de l'article 89 de la Loi de finances pour 2016. Le Département perd ainsi le dynamisme de cette part de taxe au profit de la Région évalué en cumulé à - 16,2 M€ sur la période 2017 - 2020.

Le **versement de la part régionale de la CVAE** s'est ainsi élevé à **85,7 M€** en 2020.

Le rendement de l'**Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau (IFER)** s'est élevé à **3,5 M€** en 2020 enregistrant une progression de + 7,7 %. Cet impôt concerne essentiellement les centrales électriques et les stations radio-électriques.

Comptabilisé dans une subdivision de la fiscalité directe (puisqu'il est alimenté par un prélèvement sur les produits fiscaux des collectivités locales qui ont bénéficié d'un gain dans le cadre de la réforme de 2010), le **Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)** s'est élevé au montant désormais figé de **17,9 M€** depuis 2013.

Créé à compter de 2014, le fonds de solidarité des Départements de la Région Ile-de-France dispose d'un montant global de 60 M€. Son fonctionnement repose sur un indice synthétique de ressources et de charges. Bénéficiaire du **Fonds de solidarité des Départements de la Région Ile-de-France (FSDRIF)**, le Département de Seine-et-Marne a reçu une attribution d'un montant de **9,4 M€** en 2020.

En vue d'un meilleur financement des allocations individuelles de solidarité, les Départements se sont vus transférer à compter de 2014 le produit des frais de gestion de la TFPB. Ce produit s'élevant à 1 015,3 M€ en 2020, est réparti entre les Départements en deux parts, l'une de 70 % sur la base des restes à charge des Départements au titre des trois AIS et l'autre de 30 % en fonction d'un indice synthétique de ressources et de charges. Le produit de ces deux parts est ensuite pondéré par le revenu par habitant.

Le **reversement du produit des frais de gestion de la TFPB** au Département de Seine-et-Marne s'est élevé en 2020 à **12,4 M€** enregistrant une hausse de + 2,4 % par rapport à 2019.

Les **recettes de fiscalité indirecte** ont augmenté en 2020 de + **1,0 %** par rapport à 2019 passant de **538,6 M€** à **544,2 M€**. Cette croissance est due principalement à la hausse du produit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance.

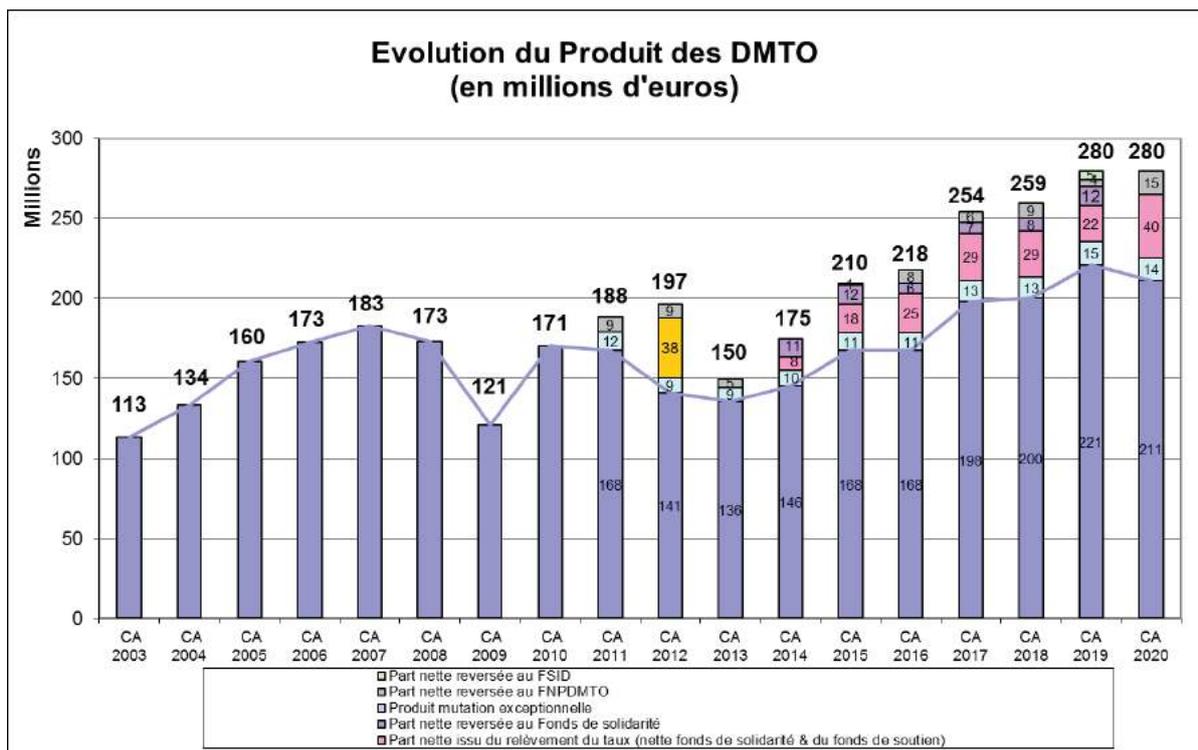
En complément du transfert du produit des frais de gestion de la TFPB pour permettre aux Départements de financer leur reste à charge sur les allocations individuelles de solidarité, l'Etat les a autorisés à relever le taux plafond des droits de mutation à compter 1^{er} mars 2014 de 3,80 % à 4,50 %. Par une délibération du 13 janvier 2014, le Département a adopté l'augmentation du taux des DMTO à 4,50 % pour les actes passés et les conventions conclues à compter du 1^{er} mars 2014 en Seine-et-Marne.

Le produit des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) est resté, contre toute attente, en 2020 au même niveau atteint en 2019, soit un montant de **279,8 M€**. La crise sanitaire a perturbé le rythme d'encaissement des DMTO lors du premier confinement sans provoquer, dès 2020, une diminution du produit en raison de l'origine sanitaire de la crise économique contrairement à celle connue en 2009.

Pour comparer le produit des DMTO depuis 2003, le produit 2020 doit être corrigé :

- de la part Etat transférée pour compenser une partie de la suppression de la taxe professionnelle (évaluée à 14,0 M€),
- du produit issu de la hausse du taux (évalué à 39,7 M€),
- de la contribution nette au fonds national de péréquation des DMTO (14,7 M€),

Le graphique ci-dessous illustre ainsi l'évolution réelle du produit des droits de mutation depuis 2003.



Le graphique ci-dessus montre qu'à périmètre constant, excepté en 2012 avec le produit lié à la mutation exceptionnelle Disney, le produit net de DMTO du Département a dépassé le produit atteint avant le début de la crise pour la première fois en 2017 et s'est confirmé les années suivantes. Ainsi, en 2007 **183 M€** avaient été encaissés et à périmètre constant ce produit a été de **211 M€** en 2020.

Sur proposition de l'ADF, la péréquation horizontale sur les DMTO a été réformée en Loi de finances pour 2020. A compter de 2020, un fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux est créé en remplacement des trois fonds de péréquation existants basés sur les DMTO : le fonds national de péréquation sur les DMTO (FNPDMTO) créée en 2011, le fonds de solidarité sur les DMTO (FSDMTO) créé en 2014 et le fonds de solidarité interdépartemental (FSID) créé en 2019.

Les ressources du fonds de péréquation sont réparties en trois enveloppes :

- la première enveloppe, égale à 250 M€, est répartie entre les Départements selon les mêmes modalités que celle du FSID actuel
- la deuxième enveloppe, égale à 52 % du solde, est répartie entre les Départements selon des modalités analogues à celles du FNPDMTO.
- la troisième enveloppe, égale à 48 % du solde, est répartie entre les Départements selon les mêmes modalités que celle du FSDMTO.

Suite à la fusion des fonds de péréquation, le **reversement du fonds national de péréquation des droits de mutation** a atteint un montant de **17,7 M€** en 2020 contre 14,5 M€ en 2019 (soit 13,2 M€ au titre du FNPDMTO et 1,3 M€ au titre du FSDMTO). Le Département bénéficie d'une attribution en raison de son potentiel financier par habitant inférieur au potentiel financier moyen des Départements. Parallèlement, le Département a contribué au fonds de péréquation des droits de mutation à hauteur de **32,4 M€** ce qui aboutit à une contribution nette du Département au fonds de **14,7 M€** en 2020.

Instituée en remplacement de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS) et la Taxe destinée au financement des CAUE (TDCAUE) depuis le 1^{er} mars 2012, le produit de la **Taxe d'aménagement (TA)** s'élève à **17,3 M€** en 2019 enregistrant une baisse de - 1,3 % par rapport à 2019. Conformément à la répartition du taux adoptée par l'Assemblée départementale entre la politique des espaces naturels sensibles et le financement du CAUE, 0,2 % du taux voté de 2,2 % de la taxe d'aménagement est reversé au CAUE au cours de l'exercice d'encaissement.

La Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance (TSCA) destinée à couvrir d'une part les charges relatives au SDIS et, d'autre part, les transferts de compétences intervenus en 2004, s'élève pour chacune de ces parts et respectivement à **23,0 M€** (+ 3,4 % par rapport à 2019), et à **55,8 M€** en 2020 (+ 3,7 % par rapport à 2019).

Depuis 2011, la TSCA comprend également une nouvelle part accordée dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale pour compenser, en partie, la suppression de la taxe professionnelle. Cette nouvelle part a atteint en 2020 le montant de **59,2 M€** enregistrant une hausse de + **4,4 %** par rapport à 2019. Au total, le produit 2020 de la TSCA a été de **138,0 M€**.

La TSCA s'étant révélée insuffisante à couvrir l'intégralité des charges induites par les transferts de compétences intervenus en 2004, une part complémentaire de TICPE est affectée aux Départements depuis 2008. Cette part s'est élevée à **10,8 M€** en 2020 et porte la compensation des transferts de compétences de 2004 à **66,6 M€** (+ 0,4 % par rapport à 2019).

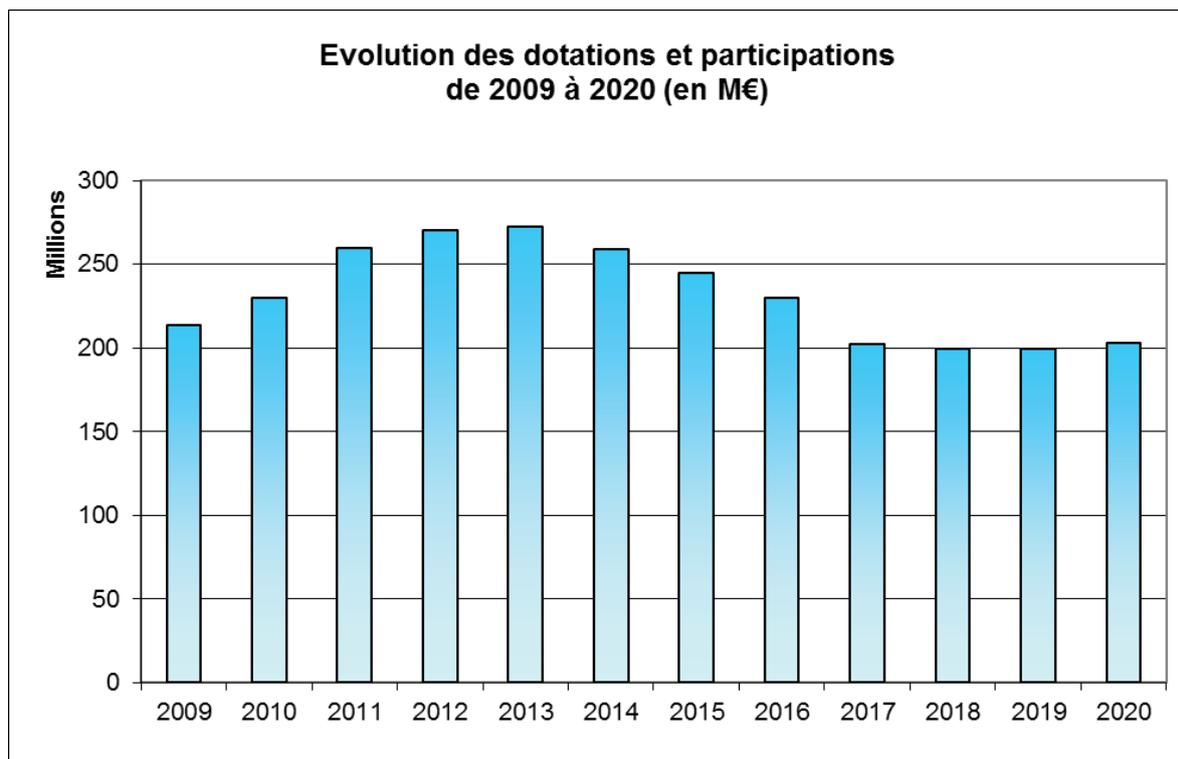
Le produit de la **Taxe Départementale sur la Consommation Finale d'Électricité (TDCFE)** a atteint le montant de **13,9 M€** en 2020 contre 14,1 M€ en 2019. Depuis le 1er janvier 2011, date d'entrée en vigueur de la loi du 7 décembre 2010 portant nouvelle organisation du marché de l'électricité (NOMÉ), l'assiette de la taxe repose sur les quantités d'électricité consommées par les usagers et non plus sur les prix facturés. L'actualisation du produit ne dépendant plus des prix de l'électricité ou de l'abonnement, la loi avait prévu, à compter de 2012, une actualisation de la limite supérieure du coefficient multiplicateur. Depuis 2016, cette actualisation se fait par le tarif et non plus par le coefficient multiplicateur (adopté par le Conseil départemental à 4,25 depuis 2016). Alors que le tarif a progressé de + 1,3 % en 2020 par rapport à 2019, le produit a diminué de - 1,7 % entre 2019 et 2020 en raison d'une diminution des quantités d'électricité consommées de - 4,2 %.

Le produit de la **redevance des mines** s'est élevé en 2020 à **2,7 M€**.

Le produit de la **Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE)** a diminué de - 2,3 % entre 2019 et 2020. Outre cette part (**10,8 M€**), cet impôt indirect vise à compenser à hauteur de **63,1 M€** pour 2020 les charges du Département au titre du RSA. Ce montant de compensation du RSA de 63,1 M€ est figé depuis 2014. Avec la part complémentaire de TICPE affectée aux charges de la décentralisation (**10,8 M€**), le produit total de la TICPE s'est élevé au total à **73,9 M€** en 2020.

Le produit de la **taxe additionnelle à la taxe de séjour** a subi une baisse de - **17,2 %** en 2020 pour atteindre **1,0 M€** contre 1,2 M€ en 2019. Cette diminution est la conséquence directe de la crise sanitaire et des mesures de confinement mises en place.

Les recettes liées aux dotations et participations sont stables (**1,6 %**) entre 2019 et 2020. Elles se sont élevées à **202,8 M€** en 2020 contre **199,6 M€** en 2019.



Après quatre années successives de contribution des collectivités territoriales au redressement des finances publiques, diminuant la DGF, la logique de baisse des dotations est abandonnée en 2018 au profit de la réalisation par les collectivités territoriales d'économies à hauteur de 13 milliards d'euros en dépenses de fonctionnement par rapport à leur évolution spontanée sur le quinquennat. La Loi de Programmation des Finances publiques pour 2018 à 2022 a fixés deux objectifs :

- l'un de baisse de l'évolution des dépenses de fonctionnement afin qu'elles progressent en valeur (y compris inflation) de 1,2 % chaque année sur la période, en moyenne pour les collectivités territoriales.
- Et l'autre de réduction du besoin de financement à hauteur de 13 Md€, soit 2,6 Md€ par an.

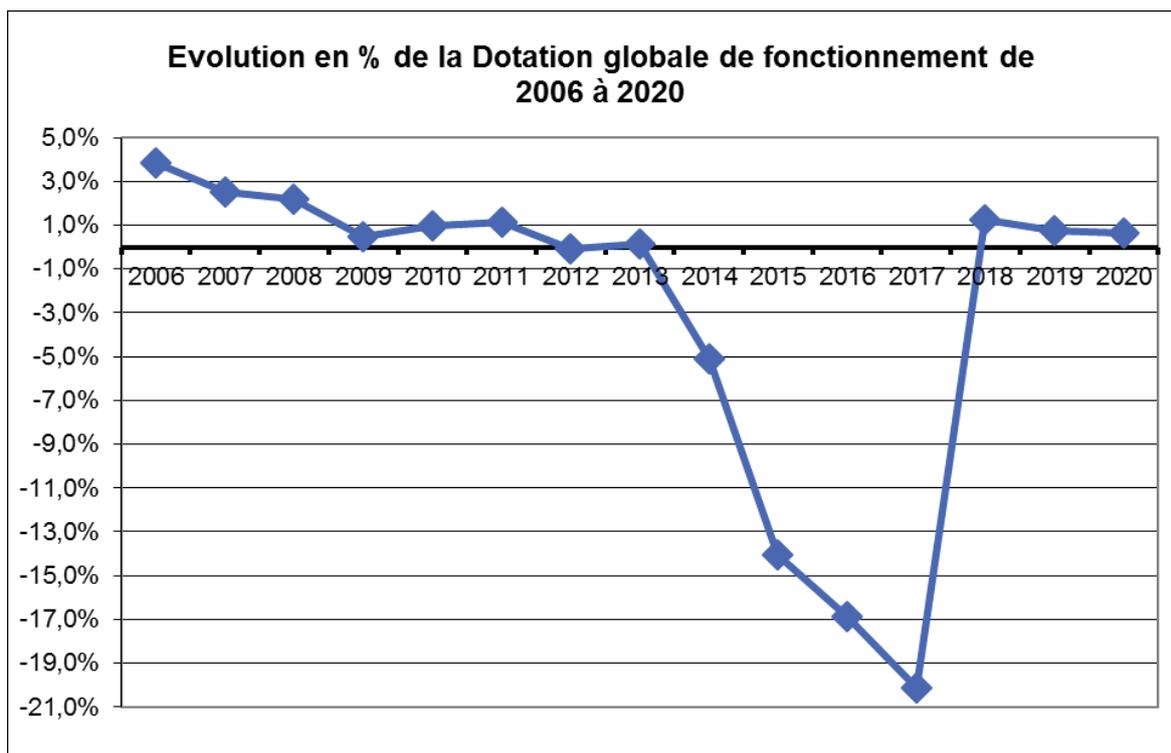
Face à la crise économique générée par la pandémie, la Loi d'urgence du 23 mars 2020 a suspendu la contractualisation afin de permettre aux collectivités territoriales d'engager des dépenses urgentes de soutien à la population et à l'économie sans la contrainte de l'encadrement de leurs dépenses de fonctionnement.

Malgré la suspension du dispositif de contractualisation mis en place en 2018, le niveau des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales a été maintenu en 2020 à son niveau de 2019 conformément à la LFI pour 2020.

Parallèlement, la LFI pour 2020 avait prévu une augmentation des dotations de péréquation de la DGF des Départements de + 10 M€ comme en 2019 et 2018 en raison de l'absence de réduction des dotations à compter de 2018.

Le montant global de la **Dotation Globale de Fonctionnement** du Département de Seine-et-Marne a enregistré en 2020 une légère croissance de + 0,6 %, après une progression de + 0,8 % en 2019. Ces faibles évolutions font suite à quatre années de baisses successives dues aux contributions au redressement des finances publiques appliquées de 2014 à 2017. La DGF du Département a été réduite sur la période de 79,2 M€.

Cette légère croissance de la DGF en 2020 résulte de la progression de + 0,5 M€ de la part dynamique de la population et de l'augmentation de + 0,1 M€ de la dotation de péréquation urbaine. Le montant global de la DGF s'est ainsi élevé en 2020 à **89,8 M€** contre **88,3 M€** en 2019 (soit + 0,6 M€ entre 2019 et 2020).



Pour respecter le maintien en valeur de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales, les allocations compensatrices de fiscalité directe servent de variables d'ajustement. Depuis 2017, la Loi de finances a intégré la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) des Départements et des Régions, les allocations compensatrices de TH et les Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle.

En 2020, seule la DCRTP des Régions et du bloc communal et les allocations compensatrices des Régions et des Départements ont fait l'objet d'une minoration. Les autres variables ont été maintenues à leur niveau 2019. En vertu de la LFI pour 2020, la minoration des variables d'ajustement a été effectuée au prorata des recettes réelles de fonctionnement des bénéficiaires comme en 2019.

Le poste des allocations compensatrices du Département de Seine-et-Marne (dont la DCRTP) s'est élevé au montant global de 22,4 M€ en 2020 enregistrant une baisse de - 2,1 %.

Après une diminution de - 3,1 % en 2019, la **Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP)** est restée stable en 2020 au montant de **18,9 M€**. Les **allocations compensatrices de fiscalité directe** ont diminué de - 11,8 % pour atteindre le montant de **3,5 M€** en 2020.

La Dotation Générale de Décentralisation (DGD) est figée en 2020 au montant de **4,1 M€**.

Créé en 2006 en vue de réduire l'écart entre la compensation et les charges induites par le RSA, le Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI) a été pérennisé par la LFI pour 2017. Les attributions à la Seine-et-Marne du **Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI)** se sont élevées au montant global de **8,9 M€** en 2020.

Versée pour la première fois en 2017 par l'Etat, le Département a perçu en 2020 une **part de FCTVA en section de fonctionnement** d'un montant de **1,5 M€**. La LFI 2016 et la LFR 2015 ont élargi l'assiette des dépenses éligibles aux dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie à compter du 1^{er} janvier 2016.

Les autres participations de l'Etat augmentent de 5,6 M€ en 2019 à **7,9 M€** en 2020.

Les recettes liées au **Fonds d'Appui aux Politiques d'Insertion (FAPI)** qui bénéficie aux Départements volontaires pour contractualiser avec l'Etat sur des objectifs communs en matière de politiques d'insertion (0,8 M€) est aujourd'hui globalisé dans les crédits du **Fonds de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi** pour un total de 2 M€. S'y ajoutent en 2020 pour la première année la participation de l'Etat à hauteur de 2,8 M€ dans le cadre de la **stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance**.

En complément, la participation de l'Etat s'élève à 1,3 M€ pour l'évaluation des MNA.

Enfin la participation de l'Etat aux emplois aidés a représenté 1,7 M€ en 2020 (+ 0,9 M€ par rapport à 2019).

Les recettes de la CNSA enregistrent en 2020 une croissance de + **5,4 %** pour atteindre le montant de **38,5 M€** en 2020. Cette progression provient pour l'essentiel de la hausse de la deuxième part du concours APA (6,3 M€ soit + 54,5 % par rapport à 2019) et de celle du concours PCH (12,3 M€ soit + 3,15 %) qui est venue compenser la diminution de la première part du concours APA (19,9 M€, soit - 3,2 % par rapport à 2019)

Les **autres participations** diminuent de - **12,8 %** de 2019 à 2020 et s'élèvent en 2020 à **29,6 M€**.

Elles comprennent les participations **d'Ile-de-France Mobilités (IDFM)** en faveur des transports scolaires d'un montant de **16 M€** en 2020. Cette participation se décompose entre celle au titre des **circuits spéciaux scolaires** pour **5,7 M€** et celle en faveur des **transports des élèves et étudiants handicapés** pour **10,3 M€**. Figurent également dans ce poste, la participation de la Région et de IDFM au **dispositif PAM 77** pour **3 M€** en 2020 et la **participation des familles à la restauration scolaire** pour **4,8 M€**. En 2020 une participation exceptionnelle de **0,5 M€** a été versée par la **CNSA** pour le financement des primes COVID qui complète la participation prévue par l'accord cadre (0,2 M€). On trouve également dans ce poste les participations du **FSE** (2 M€), ainsi que les versements des **Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi** (0,6 M€). Signalons que l'ensemble des participations perçues par le Département en matière de protection de l'environnement (eau, assainissement, cours d'eau, développement durable, laboratoire départemental..) s'élèvent à près de 1 M€ en 2020.

Le poste des **autres recettes** augmente de + **35,6 %** pour un volume de **27,0 M€** en 2020 contre **19,9 M€** en 2019.

Cette forte croissance s'explique par la progression du montant des **produits exceptionnels** d'un montant de **10,7 M€** (+ 5,2 M€ par rapport à 2019 dont 3 M€ de participation de l'Etat au matériel sanitaire) et du montant des **recouvrements sur les dépenses d'aides sociales** d'un montant de **10,4 M€** (+ 2,5 M€ par rapport à 2019) alors que les **produits du domaine diminuent** de - **1,1 M€** pour atteindre **5,1 M€**.

Le montant des **produits financiers** s'élève à **0,3 M€** en 2020 contre 0,2 M€ en 2019.

Enfin, le poste de reprise sur provisions s'élève à **0,5 M€** en 2020. Il s'agit de la reprise de la provision constituée pour faire face à une situation exceptionnelle et en l'occurrence à la crise sanitaire de la COVID 19, en soutenant le SDIS.

1-5 – La sous-compensation des trois allocations individuelles de solidarité (AIS)

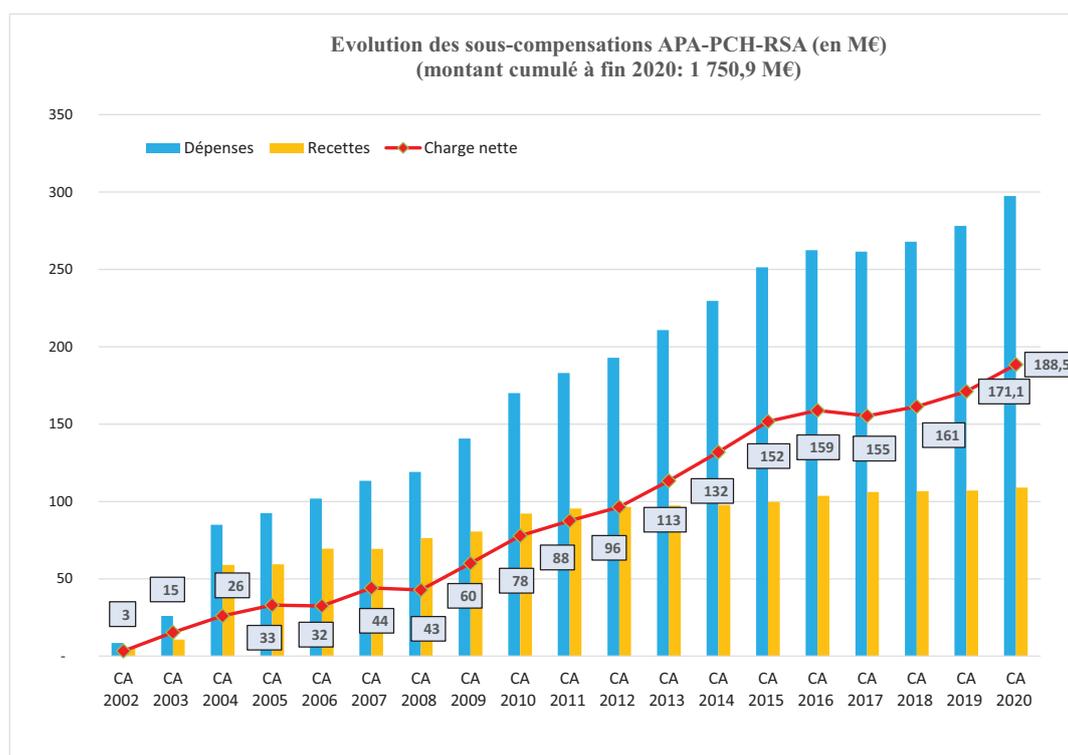
Ainsi qu'il a été fait par l'établissement d'un rapport spécial à l'occasion du BP 2020, il vous est rendu compte, à l'issue de l'exécution 2020, du montant des dépenses que le Département a consacré aux trois allocations individuelles de solidarité (APA, PCH et RSA) et des recettes perçues en compensation de l'Etat qui sont : la TICPE socle et API, le FMDI et les versements de la CNSA au titre de l'APA 1 et 2 et de la PCH.

Pour 2020, le tableau suivant peut être dressé :

en M€uros	Charge	Compensation	Taux de couverture	Charge nette pour le Département
RSA	190,7	72,0	37,7%	118,7
APA	69,2	24,6	35,6%	44,5
PCH	37,6	12,3	32,8%	25,3
Total	297,5	108,9	36,6%	188,5

Au total, en 2020, les compensations accordées par l'Etat au titre des trois allocations (TICPE, dotations de la CNSA, FMDI) couvrent **36,6 %** du coût des allocations. La charge nette pour le Département atteint **188,5 M€** au titre de la seule année 2020.

Depuis 2002, le graphique suivant peut être établi, le cumul de sous-compensation sur ces trois AIS s'élevant à fin décembre 2020 à **1 750,9 M€**.



Suite au Pacte de confiance et de responsabilité du 16 juillet 2013 et dans l'objectif d'assurer un meilleur financement des allocations individuelles de solidarité, la Loi de finances pour 2014 a allouée aux Départements, à compter de 2014, deux nouvelles recettes départementales : le produit des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties et le relèvement du taux plafond des DMTO de 3,8 % à 4,5 % offrant la possibilité aux Départements d'augmenter leurs recettes. Par une délibération du 13 janvier 2014, le Département a adopté l'augmentation du taux des DMTO à 4,50 % pour les actes passés et les conventions conclues à compter du 1^{er} mars 2014 en Seine-et-Marne.

Parallèlement, la LFI pour 2014 a augmenté la péréquation horizontale entre Départements en créant le fonds de solidarité sur les DMTO à compter de 2014. Le Département étant contributeur net au FSDMTO depuis 2014, le FSDMTO a minoré la compensation du Département.

Ces recettes complémentaires ont représenté en 2020 un montant de 51,9 M€ et, depuis 2014, un montant cumulé de 253,9 M€ réduisant le reste à charge au titre des trois AIS à 136,6 M€ en 2020 (portant le taux de couverture à 54,1 %) et à 1 497 M€ pour la période 2002 – 2020 (portant le taux de couverture à 54,5 %).

Il convient de signaler deux modifications législatives notables en 2020.

En premier lieu, sous couvert de « clarifier l'intention initiale du législateur » lors du « Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion » adopté le 21 janvier 2013, la Loi de finances pour 2020 a codifié en tant que mécanismes de compensations allouées au seul financement des revalorisations exceptionnelles de RSA, les recettes allouées aux Départements en 2014 dans le cadre du Pacte de confiance et de responsabilité. Cette disposition a été adoptée dans le contexte du contentieux relatif à la compensation des décrets de revalorisation du RSA engagé par trois départements et de la reprise en charge par l'Etat, à compter de 2019, du financement des dépenses de RSA en Outre-Mer.

En second lieu, la LFI pour 2020 a réformé de la péréquation horizontale sur les DMTO. Le FSDMTO a fait l'objet en 2020 d'une fusion avec les deux autres fonds de péréquation existants sur les DMTO. Son suivi au sein des compensations des AIS n'est ainsi plus possible à compter de 2020.

1-6– Plan de relance départemental face à la crise de la COVID19

Pour faire face à la crise sanitaire qui nous frappe depuis le printemps 2020 et aux conséquences économiques qu'elle engendre, le Département s'est mobilisé. Ainsi, dans le cadre de la DM1 2020, un plan de résilience a été voté mettant en œuvre de nouveaux dispositifs d'urgence en faveur des acteurs économiques des secteurs de la culture, des loisirs, du tourisme, des commerces de proximité mais aussi du secteur social.

L'ensemble de ses dispositions a généré, en 2020, **35 M€** de dépenses de fonctionnement et **6 M€** de dépenses d'investissement. Par ailleurs, le Département a perçu **3,8 M€ : 3 M€** de l'Etat pour les achats des masques, **0,5 M€** de la CNSA au titre des secteurs personnes handicapées et personnes âgées et **0,2 M€** en provenance de la Région et d'Ile-de-France Mobilités au titre des dépenses de transports.

Ces dépenses et ces recettes qui ont été commentées dans les paragraphes précédents au titre des politiques dont elles relèvent, peuvent être synthétisées dans le tableau suivant :

1-6.A – Les dépenses de fonctionnement

Fonctionnement	Covid	Plan de résilience	Somme :
Développement territorial		3 543 798	3 543 798
Protection de l'environnement	8 952		8 952
Routes départementales	15 790		15 790
Sécurité	2 000 000		2 000 000
Transports	1 317 260		1 317 260
1 - Mission aménagement et développement du territoire	3 342 001	3 543 798	6 885 799
Culture et patrimoine	8 140	473 002	481 142
Education formation	328 502		328 502
Jeunesse, sports et loisirs		83 395	83 395
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	336 642	556 397	893 039
Enfance et famille	2 179 106		2 179 106
Insertion	103 000		103 000
Personnes âgées	3 128 685		3 128 685
Personnes handicapées	6 017 732		6 017 732
3 - Mission solidarité	11 428 523		11 428 523
Conduite des politiques départ.		316 949	316 949
Direction et animation de l'action départ.	8 400		8 400
Moyens généraux	14 299 495		14 299 495
Ressources humaines	1 152 872		1 152 872
4 - Mission fonctionnelle	15 460 767	316 949	15 777 716
Somme :	30 567 934	4 417 143	34 985 077

Mission aménagement et développement du territoire : 6 885 799 €

L'ensemble des dépenses de la politique **Développement territorial** relève du Plan de résilience départemental avec en premier lieu le **Fonds départemental d'urgence en soutien aux offices de tourisme, des commerces et espaces culturels** sur lequel a été répartie la somme de **1,7 M€** dont **1 M€** aux offices de tourisme, **0,5 M€** aux entreprises de spectacles cinématographiques et **0,2 M€** aux commerces de proximité. Dans le cadre du **Plan de soutien départemental à l'artisanat et au commerce**, **1 M€** a été versé à la Chambre Métiers Artisanat de Seine-et-Marne pour la gestion du fonds et l'instruction des demandes d'aides. Une douzaine **d'acteurs privés de loisirs** a également été aidée pour un montant global de **0,4 M€** par l'achat de billets d'entrée par le Département (billets qui seront offerts aux seine-et-marnais qui ont pris une part active à la lutte contre la pandémie ou au maintien des services essentiels). Par ailleurs, deux subventions ont été accordées à Seine-et-Marne Attractivité : une première de **0,3 M€** pour le financement d'actions de communication favorisant la relance de la destination Seine-et-Marne et ses actions à destination de la clientèle francilienne et une seconde **0,1 M€** lui permettant d'acquérir 100 séjours auprès des gîtes et chambres d'hôtes seine-et-marnais dont une part est allouée aux soignants et à leurs familles et une autre aux actions de promotion du territoire. Une dernière mesure est prise en faveur de la filière agricole et plus particulièrement en faveur **d'horticulteurs et de pépiniéristes** dans le cadre d'un fonds d'urgence pour un montant global de **0,02 M€**.

Afin de soutenir le **SDIS**, fortement sollicité dans la gestion de la pandémie, le Département a décidé d'abonder sa participation de **2 M€**, la portant à **110,2 M€** pour l'année 2020.

Sur le secteur des **transports** les dépenses liés au COVID 19 s'élèvent à **1,3 M€**. Elles correspondent, essentiellement, aux indemnités versées aux titulaires de marchés de transports scolaires pour bouleversement significatif et irréversible de l'économie du contrat résultant de la fermeture des établissements scolaires (**0,8 M€**). De même, le Département et la société FlexCité77 délégataire de service public PAM77, ont convenu d'un protocole transactionnel d'un montant de **0,4 M€** pour compenser l'effondrement de ses recettes pendant le confinement. Une dernière dépense est à mentionner en matière de transport: celle de la prise en charge des frais de transport domicile-travail du personnel soignant pour **0,09 M€**.

Pour terminer, des achats de vêtements de travail et de fournitures de petit équipement ont été nécessaires pour l'entretien du **réseau routier départemental** (**0,02 M€**), tandis que sur la politique de protection de **l'environnement**, les frais de création et de conception engagés par les prestataires artistiques dans le cadre de l'édition 2020 du Festival « Emmenez-moi » ont été pris en charge (**0,009 M€**).

Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif: 893 039 €

En matière de **culture et de patrimoine**, les dépenses liées à la crise sanitaire s'élèvent en 2020 à **0,5 M€** principalement sur le plan de résilience. Le **Fonds de soutien aux acteurs culturels** a eu pour objet de soutenir les organisateurs de manifestations culturelles, les structures professionnelles ou associatives et autres les partenaires touchés par les annulations de manifestations culturelles. Près de quatre-vingt-dix structures ont pu bénéficier de ce dispositif pour un montant global de **0,5 M€**. Le reste des dépenses résiduelles du secteur culturel consiste en l'achat de licences ZOOM pour l'organisation des formations et de fournitures de nettoyage tel que des sprays nettoyant et désinfectant.

Les dépenses supplémentaires relatives à **l'éducation** (**0,3 M€**) se déclinent principalement en subventions exceptionnelles aux collèges pour réaliser les travaux et les désinfections préventives nécessaires au respect des recommandations sanitaires, afin de sécuriser le retour en classe des élèves, et en dépenses pour assurer le remplacement de personnels absents.

De plus, il faut ajouter la dotation exceptionnelle aux six établissements réquisitionnés par la Préfecture de Seine-et-Marne pendant la crise sanitaire de la Covid-19, afin de couvrir les frais supplémentaires engendrés par cet accueil.

Le secteur **sportif** a pu bénéficier du Fonds d'aide départemental en faveur du maintien de l'emploi sportif dans les disciplines ne bénéficiant d'aucun fonds budgétaire national existant. Il concerne les petites entreprises principalement sur les domaines de l'équitation, du canoë-kayak, mais aussi les loueurs de vélo et de VTT. Ainsi, une quarantaine de structures a pu bénéficier d'une aide pour un montant global de **0,08 M€**.

Mission solidarité: 11 428 523 €

Plus de la moitié de ces dépenses concernent le secteur des **personnes handicapées**. Les jours d'absence des personnes handicapées accueillies habituellement en établissement mais retournées dans leur famille ont dû être remboursés aux établissements. En effet, l'ordonnance 2020-313 du 25/03/2020 prévoit que les jours d'absence ne soient pas comptabilisés comme de l'absence pour convenance personnelle mais comme des journées d'absence COVID financées par le Département. Ces remboursements s'élèvent à **5,1 M€**.

En matière de maintien à domicile, les dépenses des secteurs **personnes handicapées et personnes âgées** (**4 M€**) ont été réparties essentiellement entre les aides apportées aux Services d'Aide et Accompagnement à domicile au titre des heures non réalisées pour cause de Covid19 (**0,5 M€** pour les PH et **2,1 M€** pour les PA) et le versement de la prime COVID aux personnels d'établissements et services médico-sociaux (**0,4 M€** pour les PH et **1 M€** pour les PA).

Le Département s'est aussi engagé auprès des établissements qui relèvent de la **protection de l'enfance** (**1,3 M€**) en subventionnant exceptionnellement les structures en difficultés et en versant une prime aux personnels. Par ailleurs, des indemnités de 6 € par enfant et par jour ont été versées à chaque assistant familial salarié par le Département, durant le confinement (**0,8 M€**), complétées par des remboursements de certains de leurs frais (notamment achats de masques).

En outre, il faut mentionner les aides apportées aux associations caritatives telles que la Croix Rouge, le Secours Populaire, le Secours Catholique ou les Restaurants du Cœur (**0,1 M€**).

Pour finir, il faut souligner l'aide aux structures de la petite enfance, celle-ci a consisté à :

- Accorder une aide exceptionnelle aux gestionnaires d'établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE) restées ouvertes au public et ayant accueillis des enfants durant la période de confinement du 16 mars au 10 mai 2020 inclus; cette aide d'un montant de **0,05 M€** ;
- Compenser les pertes de recette de fonctionnement des EAJE en appliquant au calcul de la subvention le réalisé de l'année antérieure (coût budgétaire nul).

Mission Fonctionnelle: 15 777 716 €

90 % de ces dépenses relèvent des **moyens généraux** (**14,3 M€**) et résultent de l'achat de fournitures de lutte contre la COVID19 : masques, solutions hydro alcoolique, blouses, sur blouses, visières. Le secteur des **ressources humaines** a représenté **1,2 M€** de dépenses, déclinées en primes exceptionnelles aux agents départementaux, pour chaque jour de présence sur site entre le 17 mars et le 7 mai inclus, ou qui ont fait preuve d'un investissement exceptionnel et ont eu à faire face à un surcroît d'activité (sur la même période). Le reste des dépenses de la mission fonctionnelle consiste en des frais de communication principalement axés sur la relance du secteur du tourisme seine-et-marnais (**0,3 M€**).

1-6.B – Les dépenses d’investissement

Investissement	Covid	Plan de résilience	Somme :
Développement territorial		2 719 047	2 719 047
Transports	108 000		108 000
1 - Mission aménagement et développement du territoire	108 000	2 719 047	2 827 047
Culture et patrimoine	15 000		15 000
Education formation	123 036		123 036
Jeunesse, sports et loisirs		700 000	700 000
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	138 036	700 000	838 036
Moyens généraux	2 287 716		2 287 716
4 - Mission fonctionnelle	2 287 716		2 287 716
Somme :	2 533 752	3 419 047	5 952 799

✚ Mission aménagement et développement du territoire : 2 827 047 €

Dans le cadre du Plan de soutien départemental aux acteurs de l’hôtellerie et de la restauration, le Département a participé à hauteur de **2,5 M€** au Fonds résilience Île-de-France porté par la Région Ile-de-France et dont l’objectif était d’allouer, dans le cadre d’enveloppes territorialisées, des avances remboursables allant de 3 000 € à 100 000 € aux entreprises franciliennes de 0 à 20 salariés en difficulté. Toujours en matière de **développement local**, il a été accordé un bonus de 10 points supplémentaires au taux actuellement appliqué au montant de l’aide départementale pour toute Commune ou Syndicat qui déposait une demande de Fonds d’Equipement Rural en 2020. L’aide supplémentaire a représenté **0,2 M€**.

En matière de **transports** et plus précisément de travaux liés au TZEN2, la somme de **0,1 M€** a été versée pour compenser les frais liés à la crise.

✚ Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif: 838 036 €

Sur le Fonds départemental d’urgence en soutien aux Bases de Loisirs, la somme de **0,7 M€** a été répartie également sous forme d’avances remboursables entre le SMEAG de Jablines-Annet et le SMEAG de Buthiers, qui ont fait l’objet d’une fermeture administrative pendant le confinement.

Le reste des dépenses (**0,1 M€**) a permis d’effectuer les travaux de mise en conformité dans les collèges.

✚ Mission fonctionnelle: 2 287 716€

L’essentiel des dépenses a concerné le secteur informatique pour **2,1 M€** en prestations d’études, acquisitions de matériels et serveurs, de licences Citrix et Oracle ...Ces dépenses sont complétées d’acquisition de matériel et mobilier (**0,06 M€**) et de travaux dans les bâtiments administratifs (**0,07 M€**).

1-7 - Approche comptable du CA 2020 (chapitres par nature M52)

Afin de faire le lien avec le fascicule comptable du CA 2020, il est proposé de façon complémentaire une présentation des dépenses et recettes réelles selon le découpage de la nomenclature comptable M52 en chapitres par nature.

Cette présentation des résultats permet d'établir des comparaisons avec les moyennes départementales pour les départements de plus d'un million d'habitants (hors Paris), et les dernières données publiées par la DCGL qui portent sur les CA 2019.

1-7.A – Section d'investissement

En ce qui concerne le niveau des dépenses d'équipement (directes et indirectes) par habitant en Seine-et-Marne, il est globalement de 11 % inférieur au montant moyen de la strate démographique avec 152 €/ hab. en 2019 pour 170 € en moyenne 2019 pour les départements de plus d'un million d'habitants. Mais on constate une relance seine-et-marnaise sur 2020 avec une progression de 11 % des dépenses d'équipement.

La charge du remboursement en capital de la dette, toujours exprimée en euro/habitant, représente en 2020 81 €/ hab. contre 57 €/ hab. en moyenne dans les départements millionnaires (2019), soit une charge supérieure aux autres départements millionnaires sur ce poste pour le Département de Seine-et-Marne en raison d'un endettement qui demeure plus élevé que la moyenne des départements de la strate démographique.

Section d'investissement - CA 2020					
Dépenses réelles			Montants par habitant		
Chapitre	Libellé chapitre	Crédits exécutés 2020	CD 77 2020	CD 77 2019	Départ. +1M d'hab. (hors Paris) 2019**
10	Dotations, fonds divers et réserves	-	NS	NS	1
018	Revenu de Solidarité Active	185 000,00	NS	NS	0
16	Emprunts et dettes assimilées*	113 208 141,58	81	95	57
204	Subventions d'équipement versées	62 301 279,49	45	42	65
20	Immobilisations incorporelles	12 350 664,53	124	110	106
21	Immobilisations corporelles	14 491 245,61			
23	Travaux en cours	146 716 453,75			
26	Participations et créances rattachées	4 602 500,00	3	NC	0
27	Autres immobilisations financières	8 200 000,00	6	NS	2
45	Opérations pour compte de tiers	102 339,52	NS	NS	1
		362 157 624,48			

*Amortissement de la dette et solde des opérations réalisées sur crédits revolving et sur le refinancement de la dette et subventions en annuités.

**Sources DGCL – Comptes Administratifs 2018 des départements de plus d'un million d'habitants hors Paris.

En recettes d'investissement, les recettes propres de la Seine-et-Marne (chapitres 10 et 13) sont supérieures à celles des départements millionnaires en 2019 (42 €/ hab. en 2019 pour 33 € en moyenne 2019 pour les départements de plus d'un million d'habitants). Pour 2020, les recettes d'investissement par habitant pour la Seine-et-Marne s'élèvent à 48 €/hab.

Le volume de l'emprunt en €/hab. sur l'exercice 2020 est supérieur de 34 % à celui des départements comparables (en 2019) en raison d'une relance des dépenses d'équipement et malgré l'amélioration de la structure de financement de ces investissements par l'augmentation de l'épargne.

Section d'investissement - CA 2020					
Recettes réelles			Montants par habitant		
Chapitre	Libellé chapitre	Crédits exécutés 2020	CD 77 2020	CD 77 2019	Départ. +1M d'hab. (hors Paris) 2019**
10	Dotations, fonds divers et réserves	23 163 140,58	48	42	33
13	Subventions d'investissement	44 108 734,06			
16	Emprunts et dettes assimilées*	85 525 475,00	61	46	46
204	Subventions d'équipement versées	68 200,67	NS	NS	NS
20	Immobilisations incorporelles	2 984,68	NS	NS	NS
21	Immobilisations corporelles	205,83	NS	NS	NS
23	Travaux en cours	765 302,09	NS	NS	NS
27	Autres immobilisations financières	131 117,03	NS	NS	NS
45	Opérations pour compte de tiers	18 540,00	NS	NS	NS
		153 783 699,94			

*hors contrats revolving et refinancement de la dette

**Sources DGCL – Comptes Administratifs 2019 des départements de plus d'un million d'habitants hors Paris.

1-7.B – Section de fonctionnement

Plusieurs postes de dépenses présentent des niveaux par habitant inférieurs à ceux des départements millionnaires : les dépenses de personnel (156 €/ hab. contre 177 €/ hab.), les dépenses APA et RSA (nombre de bénéficiaires seine-et-marnais inférieur au nombre moyen des départements de la même strate) (196 €/hab. contre 264 €) et les autres charges de gestion courante (comptes 65) (351 €/ hab. contre 387 €/hab.) qui regroupent essentiellement les frais de séjour et d'hébergement (enfants et personnes âgées ou handicapées), les contributions obligatoires (SDIS, collèges, FSL) et les aides à la personne (PCH, ACTP, allocations à la famille, bourses...).

Le stock de dette du Département qui demeure élevé pèse sur le poste des frais financiers mais le poids par habitant est légèrement inférieur aux valeurs moyennes des départements millionnaires (soit 9€/ hab). On observe que ce montant est en baisse entre 2020 et 2019.

Section de fonctionnement - CA 2020					
Dépenses réelles			Montants par habitant		
Chapitre	Libellé chapitre	Crédits exécutés 2020	CD 77 2020	CD 77 2019	Départ. +1M d'hab. (hors Paris) 2019**
011	Charges à caractère général	96 319 921,98	69	62	64
012	Charges de personnel et frais assimilés	218 573 186,03	156	159	177
014	Atténuations de produits	37 615 715,09	27	30	50
016	APA	70 400 675,07	50	50	81
017	Revenu de Solidarité Active	203 432 755,60	146	134	183
65	Autres charges de gestion courante	489 999 184,79	351	348	387
6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	244 170,39	NS	NS	0
66	Charges financières	12 862 432,03	9	10	11
67	Charges exceptionnelles	2 224 985,13	2	NS	1
68	Dotations aux provisions	5 740 000,00	4	NS	2
		1 137 413 026,11			

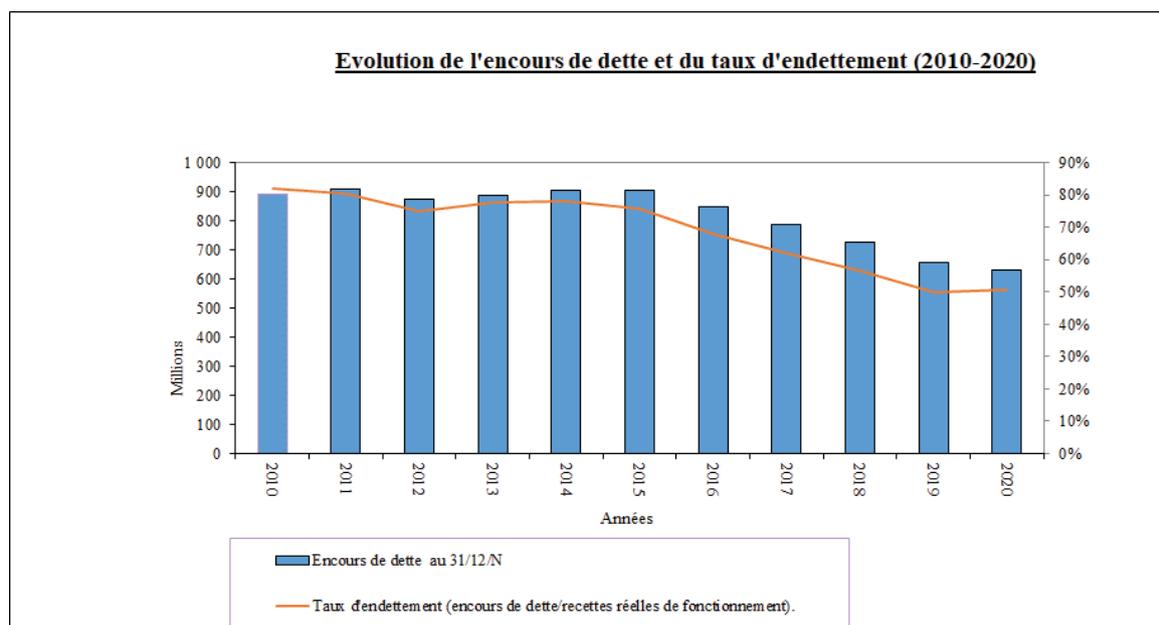
**Sources DGCL – Comptes Administratifs 2019 des départements de plus d'un million d'habitants hors Paris.

Concernant les recettes de fonctionnement, la fiscalité totale, directe et indirecte, présente un rendement proche du niveau moyen des autres départements millionnaires (environ 4 % de moins). Par contre, le produit des dotations et subventions est nettement plus faible par habitant que les valeurs moyennes 2018 des départements de plus d'un million d'habitants (- 27 %).

Section de fonctionnement - CA 2020					
Recettes réelles			Montants par habitant		
Chapitre	Libellé chapitre	Crédits exécutés 2020	CD 77 2020	CD 77 2019	Départ. +1M d'hab. (hors Paris) 2019**
013	Attenuation de charges	1 152 293,84	0,8	0,9	1,5
016	APA	24 766 994,16	18	17	29
017	Revenu de Solidarité Active	3 894 248,51	3	4	26
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	3 630 818,03	3	3	10
73	Impôts et taxes	544 231 604,54	389	387	427
731	Impositions directes	578 346 906,00	414	412	410
74	Dotations, subventions et participations	176 272 732,51	126	124	173
75	Autres produits de gestion courante	8 544 049,03	6	4	22
76	Produits financiers	313 980,68	NS	NS	1
77	Produits exceptionnels	10 706 392,84	8	4	9
78	Reprises sur provisions	500 000,00	NS	NS	5
		1 352 360 020,14			

**Sources DGCL – Comptes Administratifs 2019 des départements de plus d'un million d'habitants hors Paris.

1-8 – Situation financière



Le stock de dette long terme du Département au 31/12/2020 s'établit à 629,7 M€, soit une diminution en volume de 27,6 M€. Le taux d'endettement (correspondant à l'encours de dette divisé par les recettes réelles de fonctionnement) s'élève au 31/12/2020 à 46,6 %. Ce niveau est ainsi en amélioration par rapport à celui de 2019 (49,9 %) suite à l'évolution favorable du numérateur (diminution de l'encours de dette de 4,21 %) et du dénominateur (augmentation des recettes réelles de fonctionnement de 2,6%), ce qui indique une amélioration de la capacité de désendettement du Département.

En 2020, le Département de Seine-et-Marne a procédé au remboursement de 111 M€ d'emprunt et a souscrit un montant de 83,4 M€ de dette nouvelle. Cela représente une diminution de son encours de dette de 27,6 M€ (soit - 4,21%).

La capacité de désendettement (c'est-à-dire le nombre d'années dont aurait besoin le Département pour rembourser intégralement son stock de dette s'il y consacrait l'ensemble de l'épargne dégagé par la section de fonctionnement), représente 2,9 années d'épargne brute. Ce niveau est identique à celui de l'exercice 2019 et en amélioration par rapport aux exercices précédents 2018 (3,6 années) et 2017 (4,3 années).

Début 2020, le Département disposait d'un encours de tirage de 70 M€ sur le contrat pluriannuel d'emprunt de 100 M€ signé en juillet 2015 avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI). Une mobilisation d'emprunt sur ce contrat à hauteur de 20 M€ a été effectuée en 2020.

A cela s'ajoutait, une disponibilité de 33,4 M€ sur un contrat dit « revolving » (ou à encours variable) auprès du Crédit Agricole mobilisée le 31 janvier 2020 et sur un contrat BNP Paribas également « revolving », mobilisée le 27 novembre 2020. Ces contrats permettent de réaliser des mobilisations et des remboursements de dette de long terme dans la limite d'un plafond annuel.

Enfin, le Département de Seine-et-Marne, dans le souci d'équilibre entre le financement bancaire et le financement désintermédié via des émissions obligataires dans le cadre de son programme EMTN, a procédé en mars 2020 à deux émissions obligataires de 20 M€ et 10 M€ à taux fixe (-0,07 % et -0,15 %) remboursable in fine dans 7 et 5 ans.

Le besoin de financement long terme a été couvert à hauteur de 89,2% grâce aux contrats mentionnés ci-dessus.

1-9 – Affectation du résultat

Il convient enfin de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement. Je vous en rappelle ci-après le montant :

Résultat propre à la gestion 2020	Résultat antérieur	Résultat à affecter
136 514 822,19	30 582 680,70	167 097 502,89

Après intégration des restes à réaliser, le besoin de financement de la section d'investissement du budget principal s'établit à **131 280 437,85 €**. C'est donc ce montant que je vous propose de prélever sur le résultat de fonctionnement, pour l'affecter à la couverture de ce besoin de financement.

A l'issue de cette affectation, il subsiste un reliquat de **35 817 065,04 €**, qui sera repris en section de fonctionnement lors de la DM2 2021.

2 - Comptes administratifs des services à comptabilité distincte

2-1 - Service GAIA

Ce budget annexe a été créé en mars 1997 pour retracer comptablement le partenariat instauré entre 17 Départements autour du logiciel de gestion des archives dénommé « GAIA » et mis au point par le Département de Seine-et-Marne.

Compte tenu des résultats antérieurs, les résultats cumulés à fin 2020 s'établissent ainsi :

- section d'investissement : solde d'exécution positif de **51 254,60 €**.
- section d'exploitation : excédent de **236 038,81 €**.

Les deux sections étant excédentaires, je vous propose par conséquent de reporter ces montants dans leur intégralité lors de la DM2 2021 (budget supplémentaire).

2-2 - Boutiques

Ce budget annexe a été créé en 2005, à l'occasion de la reprise par le Département du Musée de l'École de Barbizon dont les activités commerciales sont assujetties à la TVA. Il enregistre, en 2020, pour l'ensemble des boutiques des musées départementaux et du Château de Blandy-les-Tours, un excédent d'exploitation de **1 276 920,44 €**. Je vous propose de reporter l'intégralité de cet excédent lors de la DM2 2021 (budget supplémentaire).

3 – Bilan financier de la politique ENS et affectation de la taxe d'aménagement

BILAN FINANCIER DE LA POLITIQUE RELATIVE AUX ESPACES NATURELS SENSIBLES ET DE L'AFFECTATION DE LA TAXE D'AMENAGEMENT/ENS - EXERCICE 2020 -

La loi du 18 juillet 1985 a donné la possibilité aux Départements d'exercer une compétence volontaire pour « la préservation de la qualité des sites, paysages et milieux naturels » situés sur leur territoire. En Seine-et-Marne, la politique relative aux Espaces Naturels Sensibles est mise en œuvre depuis 1991 grâce à deux outils :

- foncier avec la création de périmètres, dans lesquels le Département exerce un droit de préemption,
- financier avec la mise en place et la perception de la Taxe d'Aménagement (TA) anciennement Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS). Cette taxe a été décidée par l'Assemblée départementale le 17 octobre 2011, et son taux a été fixé à 2 % pour les Espaces Naturels Sensibles.

Le présent rapport rend compte pour l'année 2020 de l'utilisation de la Taxe d'Aménagement.

A - BILAN FONCIER 2020

La maîtrise foncière, par acquisition à l'amiable ou par droit de préemption d'espaces naturels, permet au Département et aux Collectivités territoriales partenaires, d'engager les mesures nécessaires à leur préservation, tout en garantissant leur accès au public.

LES SITES CLASSÉS ESPACES NATURELS SENSIBLES

Durant l'année 2020, une zone de préemption départementale a été modifiée, passant d'une surface de 84,8 ha à 84,7 ha à Flagy.

La surface totale de sites classés en Espaces Naturels Sensibles passe donc de 6 971,3 à 6 971,2 ha, répartis sur 99 sites au 31 décembre 2020.

Par conséquent, au sein de ces sites classés, la surface soumise au droit de préemption des ENS passe de 5 715,17 ha à 5 715,07 ha. Elle se répartit de la façon suivante :

- 2 897,67 ha avec un droit de préemption départemental,
- 748,7 ha avec un droit de préemption communal,
- 26,1 ha avec un droit de préemption intercommunal,
- 1 948,7 ha avec un droit de préemption régional,
- 93,9 ha avec un droit de préemption revenant à l'État.

Parmi les 6 971,2 ha de sites classés en Espaces Naturels Sensibles, la surface restante non soumise au droit de préemption des ENS, acquise par procédure d'acquisition amiable, est de 1 256 ha. Elle se répartit de la façon suivante :

- 1 175,2 ha acquis par le Département,
- 80,8 ha acquis par des Communes.

LE FONCIER DÉPARTEMENTAL ESPACES NATURELS SENSIBLES

Les acquisitions départementales par voie de préemption ou par voie amiable :

Deux dossiers d'acquisitions ont été traités au cours de la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020, pour un total de 15 087 m² répartis comme suit au sein des ENS :

- 1 310 m² dans l'ENS départemental « Le marais du Lutin » ;
- 13 777 m² dans l'ENS départemental « Le marais de Saint-Mammès » ;

Les cessions départementales au sein des ENS :

Un dossier de cession correspondant à la réduction du périmètre de préemption à Flagy pour la construction d'une station d'épuration a été traité en 2020 pour une surface de 950 m².

BILAN :

Au 31 décembre 2019, le Département était propriétaire de 1 753,63 ha de terrains au titre des ENS.

Ainsi, au 31 décembre 2020, le Département est propriétaire (actes notariés signés et promesses de vente confondues) de 1 755,04 ha répartis de la façon suivante :

- 579,84 ha dans les périmètres de préemption ;
- 1 175,2 ha acquis hors périmètre de préemption.

Les Espaces Naturels Sensibles départementaux ouverts au public

On compte à ce jour 22 Espaces Naturels Sensibles départementaux ouverts au public, soit environ 1 170 ha.

CONCLUSION :

La surface totale concernée par la politique ENS sous maîtrise d'ouvrage départementale (périmètres de préemption départementaux et acquisitions amiables départementales) couvre près de 0,70 % du territoire seine-et-marnais et les propriétés départementales au titre des Espaces Naturels Sensibles (actes notariés signés et promesses de vente confondues) couvrent 0,29% du territoire seine-et-marnais.

B - BILAN D'UTILISATION DE LA TAXE DEPARTEMENTALE DES ENS / TAXE D'AMÉNAGEMENT

Le tableau ci-après fait apparaître, par année, depuis l'instauration de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles en 1992, et de la Taxe d'Aménagement dédiée aux ENS depuis mars 2012, l'ensemble des dépenses réalisées et des recettes effectivement perçues (décompte arrêté au 31 décembre 2020).

Année	Dépenses d'Investissement en €	Dépenses de Fonctionnement en €	Total des dépenses en €	Recettes TDENS/ TA en €	Disponible TDENS/TA en €	Autres recettes en €
1992	109 001,05	26 651,54	135 652,59	111 065,49	-24 587,10	0,00
1993	395 640,92	159 615,56	555 256,48	851 567,90	296 311,42	32 776,54
1994	1 323 040,29	481 787,51	1 804 827,80	1 498 656,84	-306 170,96	50 765,52
1995	402 224,01	492 870,90	895 094,91	1 380 774,11	485 679,20	119 367,58
1996	238 221,44	466 782,14	705 003,58	1 369 598,69	664 595,11	170 819,43
1997	1 641 873,21	685 748,33	2 327 621,54	1 615 845,26	-711 776,28	160 071,47
1998	2 021 276,98	788 043,81	2 809 320,79	2 273 174,46	-536 146,33	40 094,09
1999	2 220 707,97	1 436 177,60	3 656 885,57	3 886 714,07	229 828,50	0,00
2000	3 314 275,81	2 854 959,00	6 169 234,81	4 592 538,23	-1 576 696,58	112 293,95
2001	2 037 614,21	1 918 488,64	3 956 102,85	4 601 300,54	645 197,69	78 732,29
2002	2 529 624,59	2 009 137,65	4 538 762,24	5 186 000,48	647 238,24	6 562,25
2003	2 632 231,27	3 392 005,65	6 024 236,92	5 302 670,17	-721 566,75	123 417,52
2004	4 256 305,12	3 046 833,50	7 303 138,62	6 192 545,22	-1 110 593,40	214 187,25
2005	4 656 396,76	3 657 048,55	8 313 445,31	3 966 086,17	-4 347 359,14	21 177,80
2006	3 359 361,70	3 479 397,31	6 838 759,01	4 512 232,83	-2 326 526,18	54 243,72
2007	6 114 413,98	4 151 397,42	10 265 811,40	4 934 683,10	-5 331 128,30	61 650,00
2008	7 578 373,92	4 310 158,01	11 888 531,93	6 249 701,00	-5 638 830,93	770 371,23
2009	4 962 953,60	3 321 072,31	8 284 025,91	6 465 856,81	-1 818 169,10	435 463,94
2010	3 266 030,18	3 035 618,43	6 301 648,61	5 905 211,00	-396 437,61	46 108,38
2011	12 316 110,78	3 122 021,07	15 438 131,85	9 797 823,00	-5 640 308,85	441 263,79
2012	10 342 112,76	3 006 431,73	13 348 544,49	9 748 386,00	-3 600 158,49	204 902,92
2013	10 937 124,56	3 219 716,95	14 156 841,51	9 873 354,38	-4 283 487,13	87 373,76
2014	8 278 243,89	2 886 310,66	11 164 554,55	7 824 947,29	-3 339 607,26	127 346,48
2015	8 861 496,17	2 898 260,01	11 759 756,18	12 477 731,31	717 975,13	326 002,65
2016	7 562 341,92	2 805 981,07	10 368 322,99	14 259 225,51	3 890 902,52	135 642,12
2017	5 256 702,07	2 725 292,03	7 981 994,10	15 282 285,80	7 300 291,70	21 419,32
2018	4 802 970,59	3 086 528,96	7 889 499,55	16 727 181,02	8 837 681,47	55 782,72
2019	4 983 350,48	2 977 996,39	7 961 346,87	15 927 037,20	7 965 690,33	33 989,49
Sous-totaux	126 400 020,23	66 442 332,73	192 842 352,96	182 814 193,88	-10 028 159,08	3 931 826,21
2020	10 169 835,34	3 423 890,24	13 593 725,58	15 696 412,87	2 102 687,29	7 413,17
TOTAL	136 569 855,57	69 866 222,97	206 436 078,54	198 510 606,75	-7 925 471,79	3 939 239,38

1 - Les recettes

La Taxe d'Aménagement instituée depuis le 1^{er} mars 2012 en remplacement de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS) et de la Taxe Départementale destinée au financement du CAUE (TDCAUE), s'élève en 2020 à 17 282 490,16 €. Une première part est reversée au CAUE pour un montant de 1 586 077,29 €. Le montant restant est affecté aux ENS, soit 15 696 412,87 €.

A ces recettes issues de la fiscalité sur les autorisations d'urbanisme s'ajoutent 7 413,17 € de recettes issues de la section de Fonctionnement. Elles concernent principalement les redevances d'occupation du domaine public départemental (6 400,69 €), la vente de coupes de bois dans les ENS (632,48 €), mais aussi une recette de fonctionnement de 380 € dans le cadre de la cession de parcelle non bâtie à la Commune de Flagy.

De 1992 à 2020, les recettes liées seulement à la TDENS/TA se sont élevées à 198 510 606,75 €, les autres recettes représentant un peu plus de 3,9 millions d'euros.

2 - Les dépenses de fonctionnement

La part des dépenses de fonctionnement s'élève au total pour l'année 2020 à **3 423 890,24 €**. Elle représente à la fois des dépenses directes (travaux d'entretien, études, subventions) et indirectes (moyens de fonctionnement, frais de personnel).

La dépense directe concernant l'entretien courant des ENS départementaux (hors frais de personnel) est à hauteur de 289 639,73 €. S'ajoutent des frais d'études pour un total de 71 149,27 € pour des inventaires intégrés dans les plans de gestion.

Le Département participe également à l'accueil du public dans les forêts domaniales et communales, à la gestion des espaces naturels communaux et intercommunaux et à la gestion durable des forêts privées pour un montant global de 338 755,00 €. Ces aides sont accordées sous forme de subventions prélevées sur les crédits des Espaces Naturels Sensibles.

Enfin, divers partenariats relatifs à l'animation des Espaces Naturels Sensibles et ceux participant à la valorisation du territoire représentent une dépense d'un montant de 372 547,00 €.

Les dépenses indirectes concernent d'une part les frais de personnel qui correspondent aux postes rattachés à cette politique, soit 1 129 841,55 € en 2020 (22 agents affectés, 2 apprentis), et d'autre part les dépenses de fonctionnement pour 125 798,20 € (acquisition de petit matériel, prestations, frais de communication, frais de véhicules, fluides ou carburants, habillement, fournitures diverses).

Les dépenses directes et indirectes relatives à la préservation de la ressource en eau s'élèvent à 272 232 €. Celles liées aux arbres d'alignement contribuant à la mise en œuvre de la trame verte et bleue Seine-et-Marnaise s'élèvent à 823 927,83 €.

3 - Les dépenses d'investissement

La part des dépenses d'investissement s'élève au total pour l'année 2020 à 10 169 835,34 € et concerne :

- des études pour les ENS : à Moret-Loing-et-Orvanne (Etudes de maîtrise d'œuvre et assistance foncière – Marais du Lutrin), à Jablines et Lesches (relevé topographique et suivi étude écologique – marais du Refuge), à Meilleray (étude géotechniques en lien avec le système d'assainissement, ouverture ligne électrique, avis SPANC), Trilbardou / Charmentray (éléments rédactionnels pour modules d'interprétation), divers ENS (maîtrise d'œuvre 5 ENS ambassadeurs), divers ENS (conception éditoriale et graphique de panneaux – pour partie), divers ENS (fourniture et pose de signalétique – avance), Boissise-le-Roi / Moret-Loing-et-Orvanne / La Ferté-sous-Jouarre (créations de circuits application Balade Branchée).

Soit au total 140 316,63 € pour les études pré-aménagement et pour la poursuite du développement de l'application « balade branchée » 24 256,38 €.

- des travaux d'aménagement pour les ENS : à Voulangis (démolition et nettoyage), à Flagy, Livry-sur-Seine, Champagne-sur-Seine, Poligny (clôtures et travaux divers), La Ferté-sous-Jouarre (démolition, impression et pose de panneaux en lave émaillée, autres nouveaux panneaux), Livry-sur-Seine (nouveaux panneaux, suite réalisation artistique « le Cercle de Pierres »), Episy / Moret-Loing-et-Orvanne (nouveaux panneaux interactifs, autres nouveaux panneaux, signalétique traversée route départementale), Vernou-la-Celle-sur-Seine (démolitions, terrassements), Meilleray (installation assainissement halte vélorail, branchement et alimentation eau potable cabanon, alimentation électrique cabanon, terrassements en vue de plantations + évacuation matériaux excédentaires, fournitures plantations), Brie-Comte-Robert / Coubert / Soignolles-en-Brie (réfection du chemin des roses), divers ENS (fourniture et pose de supports vélos), Bombon (impression panneau). Travaux de remise en état et de sécurisation de chemins (divers ENS).

Pour un total de 573 989,74 €.

- Le paiement des acquisitions s'élève à 16 099,23 €.

Des aides sont également versées pour l'aménagement d'espaces naturels mais aussi de chemins de randonnée. En 2020, leur montant a été de 224 918,69 €. S'ajoutent les dépenses d'aménagement en forêts domaniales (68 244,44 €), l'achat de matériels, outillage technique (869,70 €), et l'acquisition de 2 véhicules dont un tracteur pour les besoins de l'atelier ENS (83 829,25 €). Enfin, les dépenses relatives à la préservation de la ressource en eau s'élèvent à 9 037 311,28 €. Les arbres d'alignement contribuant à la mise en œuvre de la trame verte et bleue Seine-et-Marnaise n'ont fait l'objet d'aucune dépense en 2020.

C – CONCLUSION

L'année 2020 présente des recettes qui ont diminué de 1,4 %. Par différence entre les recettes relevant spécifiquement de la TA (15 696 412,87 €) et la somme des dépenses réalisées (13 593 725,58 €), il se dégage un excédent d'un montant de 2 102 687,29 € en baisse par rapport au bilan de l'année précédente.

Concernant les dépenses, elles sont en hausse de 22,8 % pour celles relatives aux Espaces Naturels Sensibles et en hausse de 108,1 %, pour celles concernant la protection de la ressource en eau.

Globalement pour l'année 2020, les dépenses dédiées aux Espaces Naturels Sensibles (hors trame verte et bleue) représentent 3 460 254,81 € soit 25,5 % du montant total de la dépense, celles dédiées à la protection de la ressource en eau (9 309 542,94 €) représentent 68,5%, celles dédiées à la trame verte et bleue (823 927,83 €) représentent 6,1%.

Enfin, le bilan global entre 1992 et 2020 pour la TDENS/TA s'élève à -7 925 471,79 €.

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1er janvier	Mouvements d'AP votés dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectés restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectés au 31 déc.
			Contrats intercommunaux	2003	0,00	-63 853,49	91 902,20	-63 853,49	28 048,71	28 048,71	28 048,71	0,00
				2007	438 732,88	-438 732,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				2008	274,67	-29 778,74	29 504,07	-29 504,07	0,00	0,00	0,00	0,00
				2009	0,00	0,00	422 741,10	-13 780,19	408 960,91	408 960,91	408 960,91	0,00
				2010	378 649,42	-907 013,84	1 046 529,49	-725 366,32	321 163,17	321 163,17	321 163,17	0,00
				2011	0,00	0,00	194 530,53	-181 332,58	13 197,95	13 197,95	13 197,95	0,00
				2012	0,00	0,00	500 525,96	0,00	497 063,56	497 063,56	497 063,56	3 462,40
				2018	0,00	0,00	104 373,00	0,00	104 373,00	104 373,00	104 373,00	0,00
				2019	0,00	0,00	143 000,00	0,00	143 000,00	143 000,00	143 000,00	105 886,55
				2020	0,00	143 000,00	0,00	143 000,00	0,00	143 000,00	1 665,95	141 334,05
			Contrats intercommunaux		817 656,97	-1 296 378,95	2 533 106,35	143 000,00	-1 013 836,65	1 662 269,70	898 252,79	764 016,91
			Développement du réseau	2014	0,00	0,00	132 821,28	0,00	132 821,28	132 821,28	32 051,65	100 769,63
				2016	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				2017	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				2018	0,00	0,00	2 700 000,00	-0,02	2 699 999,98	2 699 999,98	2 699 999,98	0,00
				2019	0,00	0,00	682 825,60	0,00	682 825,60	682 825,60	682 825,60	0,00
				2020	0,00	4 500 000,00	0,00	8 811 233,34	-4 311 233,34	4 500 000,00	2 225 485,14	2 274 514,86
			Développement du réseau		0,00	4 500 000,00	3 515 646,88	8 811 233,34	-4 311 233,36	8 015 646,86	5 640 362,37	2 375 284,49
			Fonds Aménagement Communal	2019	3 041 101,93	0,00	902 300,20	3 060 851,43	-311 318,65	3 651 832,98	1 321 793,14	2 330 039,84
				2020	0,00	6 600 000,00	0,00	357 832,50	0,00	357 832,50	164 880,00	192 952,50
			Fonds Aménagement Communal		3 041 101,93	6 600 000,00	902 300,20	3 418 683,93	-311 318,65	4 009 665,48	1 486 673,14	2 522 992,34
			Fonds d'aménagement	2019	400 000,00	200 000,00	400 000,00	560 000,00	0,00	960 000,00	414 280,92	545 719,08
			Fonds d'aménagement		400 000,00	200 000,00	400 000,00	560 000,00	0,00	960 000,00	414 280,92	545 719,08
			Fonds d'Equipement Rural	2016	297 598,56	-359 702,56	88 325,25	-62 104,00	26 221,25	26 221,25	26 221,25	0,00
				2017	25 566,07	-42 515,91	785 232,98	40 000,00	-101 469,76	723 763,22	538 773,65	184 989,57
				2018	35 251,72	-41 239,83	2 060 572,03	0,00	-114 250,89	1 946 321,14	1 314 247,77	632 073,37
				2019	590 211,70	0,00	3 872 002,78	567 912,77	-103 106,39	4 336 809,16	1 749 866,75	2 586 942,41
				2020	0,00	5 200 000,00	0,00	4 187 578,78	-12 322,08	4 175 256,70	161 351,89	4 013 904,81
			Fonds d'Equipement Rural		948 628,05	4 756 541,70	6 806 133,04	4 795 491,55	-393 253,12	11 208 371,47	3 790 461,31	7 417 910,16
			Fonds E.CO.LE	2016	0,00	-15 328,43	15 328,43	-15 328,43	0,00	0,00	0,00	0,00
				2017	0,00	0,00	2 189,39	0,00	2 189,39	2 189,39	0,00	2 189,39
				2018	6 848,57	-6 848,57	20 917,50	0,00	20 917,50	20 917,50	0,00	20 917,50
				2019	93 151,43	-94 873,38	6 848,57	1 721,95	-3 443,90	5 126,62	5 126,62	0,00
			Fonds E.CO.LE		100 000,00	-117 050,38	45 283,89	1 721,95	-18 772,33	28 233,51	5 126,62	23 106,89
			Soutien au développement local - divers partenariats	2017	0,00	0,00	409 977,92	0,00	409 977,92	409 977,92	0,00	409 977,92
				2019	6 310,83	-6 310,83	5 362,83	2 500 000,00	5 362,83	2 500 000,00	2 500 000,00	0,00
				2020	0,00	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00	2 500 000,00	0,00
			utien au développement local - divers partenariats		6 310,83	2 483 689,17	415 340,75	2 500 000,00	2 915 340,75	2 915 340,75	2 505 362,83	409 977,92
			Domaine Développement local		23 027 014,97	25 960 055,94	45 932 303,06	37 001 724,92	-9 408 518,62	75 525 509,36	28 663 833,67	44 861 675,69
		Promotion du territoire	Attractivité du territoire	2014	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				2019	1 583 290,00	-44 600,00	90 790,00	795 137,00	-2 663,00	883 264,00	287 714,30	595 549,70
				2020	0,00	1 100 000,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00
			Attractivité du territoire		1 583 290,00	1 055 400,00	90 790,00	895 137,00	-2 663,00	983 264,00	387 714,30	595 549,70
			Compétitivité des entreprises	2012	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				2015	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Compétitivité des entreprises		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Domaine Promotion du territoire		1 583 290,00	1 055 400,00	90 790,00	895 137,00	-2 663,00	983 264,00	387 714,30	595 549,70

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1er janvier	Mouvements d'AP votés dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectés restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.				
Protection de l'environnement	Eau	Tourisme	Développement touristique itinérance et numérique	2013	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
				2014	0,00	0,00	41 915,19	0,00	41 915,19	0,00	41 915,19	0,00	0,00	41 915,19		
				2015	0,00	0,00	21 203,00	0,00	21 203,00	-21 203,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
				2016	0,00	-21 203,00	12 898,00	-720,00	12 898,00	-720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
				2017	0,00	-720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
				éveloppement touristique itinérance et numérique				0,00	-21 923,00	76 016,19	0,00	-21 923,00	54 093,19	9 121,00	44 972,19	44 972,19
				Hébergement touristique				2013	0,00	1 400,00	0,00	-1 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
								2014	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
								2015	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
								2016	0,00	0,00	350,00	0,00	0,00	350,00	0,00	0,00
		Hébergement touristique				0,00	-1 400,00	1 750,00	0,00	-1 400,00	0,00	350,00	350,00	0,00		
		Domaine Tourisme				0,00	-23 323,00	77 766,19	0,00	-23 323,00	54 443,19	9 471,00	44 972,19	44 972,19		
		Politique Développement territorial				32 874 218,55	31 814 380,45	47 535 385,00	43 794 959,02	-9 530 279,25	81 800 064,77	34 779 811,58	47 020 253,19	47 020 253,19		
		Eau	Assainissement	2012	0,00	-9 323,00	9 323,00	0,00	9 323,00	-9 323,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
				2013	85 403,11	-605 213,45	572 671,89	0,00	572 671,89	-521 620,10	51 051,79	5 403,17	5 403,17	45 648,62		
				2014	1 821,62	-9 334,34	505 618,67	0,00	505 618,67	-20 117,93	485 500,74	389 889,21	389 889,21	95 611,53		
				2015	154 600,03	-129 503,00	188 953,74	0,00	188 953,74	-108 251,15	151 302,07	48 530,49	102 771,58	445 767,00		
				2016	102 712,24	-129 825,00	912 283,25	0,00	912 283,25	-148 093,69	836 175,98	390 408,98	445 767,00	445 767,00		
				2017	122 930,91	-207 446,00	1 117 082,87	0,00	1 117 082,87	-787 317,77	702 801,89	540 423,81	492 143,18	492 143,18		
				2018	5 182,19	-11 942,00	4 088 453,28	0,00	4 088 453,28	-338 340,19	4 051 823,28	2 037 682,62	2 014 140,66	2 014 140,66		
2019	1 300,26			-1 300,26	4 135 579,01	0,00	4 135 579,01	-28 466,88	4 132 575,71	804 371,96	3 328 203,75	3 328 203,75				
2020	0,00			5 255 000,00	0,00	0,00	5 091 675,72	-29,00	5 091 646,72	163 429,28	4 928 217,44	4 928 217,44				
Assainissement				473 950,36	4 151 112,95	11 529 965,71	6 264 237,28	-1 961 559,71	15 832 643,28	4 380 139,52	11 452 503,76	11 452 503,76				
Eau	Cours d'eau	2014	0,00	-4 588,92	4 588,92	0,00	4 588,92	-4 588,92	0,00	0,00	0,00	0,00				
		2016	0,00	0,00	9 150,00	0,00	9 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00				
		2017	0,00	0,00	27 588,80	0,00	27 588,80	-2 153,40	2 153,40	11 808,30	11 808,30	15 780,50				
		2018	0,00	-1 794,00	25 326,55	0,00	25 326,55	-1 794,62	23 531,93	7 191,58	16 340,35	16 340,35				
		2019	12 112,33	-3 179,33	177 888,00	0,00	177 888,00	-6 542,15	5 398,00	176 743,85	80 167,25	96 576,60				
		2020	0,00	225 000,00	0,00	0,00	124 888,00	0,00	124 888,00	114 955,91	114 955,91	114 955,91				
		Cours d'eau				12 112,33	215 437,75	244 542,27	132 439,40	-15 079,09	361 902,58	109 099,22	252 803,36	252 803,36		
		Eau	Eau potable	2013	0,00	-65 341,51	65 341,51	0,00	65 341,51	-67 101,65	0,00	0,00	0,00	0,00		
				2014	0,00	0,00	37 394,28	0,00	37 394,28	-5 388,00	32 006,28	18 470,66	13 535,62	13 535,62		
				2015	15 726,55	-85 594,00	340 315,16	0,00	340 315,16	-108 655,54	262 273,04	117 469,55	144 803,49	144 803,49		
2016	0,00			0,00	3 707 691,28	0,00	3 707 691,28	0,00	3 707 691,28	1 069 291,56	2 638 399,72	2 638 399,72				
2017	9 555,10			-15 980,00	2 937 995,44	0,00	2 937 995,44	-8 204,88	1 698,60	2 931 489,16	623 354,36	2 308 134,80				
2018	3 002,71			-17 677,00	1 954 936,06	0,00	1 954 936,06	-60 761,12	12 734,00	1 906 908,94	1 063 325,28	843 583,66				
2019	58 290,00			0,00	3 073 837,00	0,00	3 073 837,00	-2 156,38	46 930,94	3 118 611,56	1 594 684,66	1 523 926,90				
2020	0,00			3 925 000,00	0,00	0,00	3 910 189,00	-192,00	3 909 997,00	61 476,47	3 848 520,53	3 848 520,53				
Eau potable				86 574,36	3 740 407,49	12 117 510,73	4 003 926,10	-252 459,57	15 868 977,26	4 548 072,54	11 320 904,72	11 320 904,72				
Environnement	Laboratoire dép. d'analyses - non assujetti			2018	25 745,47	-26 745,47	9 236,80	0,00	9 236,80	-1 000,00	8 236,80	8 236,80	8 236,80	0,00		
		2019	107 099,76	-107 100,16	1 800,40	0,00	1 800,40	-900,40	900,00	1 800,00	1 800,00	0,00				
		2020	0,00	309 595,63	0,00	0,00	171 990,52	-27 240,52	144 750,00	97 066,81	47 683,19	47 683,19				
		Laboratoire dép. d'analyses - non assujetti				132 845,23	175 750,00	11 037,20	172 890,52	-29 140,92	154 786,80	107 103,61	47 683,19	47 683,19		
		Environnement	Domaine Eau	2018	705 482,28	8 282 708,19	23 903 055,91	0,00	23 903 055,91	10 573 493,30	-2 258 239,29	32 218 309,92	9 144 414,89	23 073 895,03		
				2019	64 553,50	-9 749,50	64 196,00	0,00	64 196,00	-196,00	64 000,00	64 000,00	0,00	64 000,00		
				2020	102 796,97	153 603,03	84 250,00	0,00	84 250,00	-910,00	41 210,00	91 766,00	91 766,00	32 784,00		
				Aménagement foncier				167 350,47	644 153,53	148 446,00	85 413,12	-5 811,47	228 047,65	108 859,65	119 188,00	119 188,00
				Environnement et développement durable	2018	50 560,00	-2 158,00	1 080,00	0,00	1 080,00	25 920,00	-1 080,00	25 920,00	25 920,00	0,00	0,00
					2019	93 333,00	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00	10 000,00	45 000,00	9 027,00	35 973,00	35 973,00	
2020	0,00				30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
Environnement et développement durable				143 893,00	27 842,00	36 080,00	35 920,00	-1 080,00	70 920,00	34 947,00	35 973,00	35 973,00				
Espaces naturels sensibles - autres				2009	0,00	-11 250,00	11 250,00	0,00	11 250,00	-11 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
				2010	0,00	0,00	33 829,00	0,00	33 829,00	-7 401,00	7 401,00	33 829,00	0,00	33 829,00		
		2014	0,00	-7 401,00	7 401,00	0,00	7 401,00	-7 401,00	0,00	0,00	0,00	0,00				
		2015	0,00	-23 497,00	34 607,40	0,00	34 607,40	-24 451,47	10 155,93	10 155,93	10 155,93	0,00				
		2016	0,00	-71,00	12 968,89	0,00	12 968,89	-110,87	12 858,02	7 047,77	5 810,25	5 810,25				

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1er janvier	Mouvements d'AP votés dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectés dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectés restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
			Espaces naturels sensibles - autres	2017	0,00	-17 002,00	69 703,00	20 495,00	-20 606,00	49 097,00	28 828,00	20 269,00
			Espaces naturels sensibles - Département	2018	0,00	-2 094,20	158 814,55	20 495,00	-8 125,78	150 688,77	28 788,80	121 899,97
				2019	22 404,00	-34,00	329 538,57	451 008,31	-1 240,00	348 793,57	118 083,94	230 709,63
				2020	0,00	450 000,00	0,00	471 503,31	-16 068,00	434 940,31	100 258,69	334 681,62
			Espaces naturels sensibles - autres	2008	10 727,64	-10 727,64	0,00	6 911,48	-6 911,48	0,00	0,00	747 199,47
			Espaces naturels sensibles - Département	2009	2 846,88	-2 846,88	0,00	1 150,00	-1 150,00	0,00	0,00	0,00
				2012	86 974,27	-86 974,27	0,00	30 000,00	-30 000,00	0,00	0,00	0,00
				2013	1 500,00	-1 500,00	0,00	1 500,00	-1 500,00	0,00	0,00	0,00
				2014	75 619,21	-19 339,44	1 360,21	68 953,39	-12 673,62	57 639,98	42 021,96	15 618,02
				2015	40 000,00	-40 000,00	7 550,00	0,00	0,00	7 550,00	7 550,00	0,00
				2016	0,00	0,00	4 680,31	0,00	0,00	4 680,31	4 680,31	0,00
				2017	494,85	-1 804,07	8 656,98	12 271,19	-1 309,22	7 347,76	5 331,76	2 016,00
				2018	14 226,80	-15 347,99	45 349,42	130 404,06	-13 392,38	44 228,23	44 174,23	54,00
				2019	136 018,18	-65 382,25	32 915,63	767 607,55	-75 347,34	87 972,35	63 613,60	24 358,75
				2020	0,00	1 323 615,23	0,00	1 018 797,67	-66 823,23	700 784,32	649 589,23	51 195,09
			Espaces naturels sensibles - Département		368 407,83	1 079 692,69	100 512,55	1 018 797,67	-209 107,27	910 202,95	816 961,09	93 241,86
			Domaine Environnement		702 055,30	2 140 339,02	943 150,96	1 611 634,10	-305 251,86	2 249 533,20	1 253 930,87	995 602,33
			Politique Protection de l'environnement		1 407 537,58	10 423 047,21	24 846 206,87	12 185 127,40	-2 563 491,15	34 467 843,12	10 398 345,76	24 069 497,36
Routes départementales		Aménagement du réseau routier	Acquisitions foncières.	2011	1 999,66	0,00	116,22	0,00	-116,22	0,00	0,00	0,00
				2012	0,00	0,00	36 245,60	51 438,80	-51 438,80	36 245,60	29 610,00	6 635,60
				2014	0,00	0,00	225 556,70	133 097,05	-133 097,05	225 556,70	16 785,42	208 771,28
				2015	0,00	0,00	134 229,31	310 000,00	0,00	134 229,31	0,00	134 229,31
				2016	313 388,98	0,00	3 423,21	310 000,00	0,00	313 423,21	0,00	313 423,21
				2017	520 000,00	0,00	139 611,73	400 000,00	0,00	139 611,73	4 800,00	134 811,73
				2018	400 000,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00	400 000,00	0,00	400 000,00
				2019	500 000,00	0,00	0,00	434 240,00	0,00	434 240,00	7 238,90	427 001,10
				2020	0,00	500 000,00	0,00	500 000,00	0,00	500 000,00	0,00	500 000,00
			Acquisitions foncières.	2006	25 831,48	0,00	117 422,89	1 080,00	-1 080,00	117 422,89	19 343,64	98 079,25
			Améliorer les liaisons entre les pôles	2013	0,00	0,00	604 736,37	125 000,00	0,00	604 736,37	475 090,11	129 646,26
				2017	4 748 879,82	0,00	9 113 970,54	0,00	0,00	9 238 970,54	6 490 850,75	2 748 119,79
				2020	0,00	17 000 000,00	0,00	126 080,00	-1 080,00	9 961 129,80	6 985 284,50	2 975 845,30
			Améliorer les liaisons entre les pôles	2008	1 602,95	0,00	1 555,76	1 419,72	-1 555,76	1 419,72	1 419,72	0,00
			Aménagements pour la sécurité routière	2009	297 750,37	0,00	62 393,20	0,00	0,00	62 393,20	0,00	62 393,20
				2010	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				2013	2 603,71	0,00	0,00	2 603,71	0,00	2 603,71	2 238,91	364,80
				2014	0,00	0,00	2 314 008,11	203 202,16	-425 059,86	2 092 150,41	1 568 432,70	523 717,71
				2015	676,08	0,00	373 092,23	58 825,45	-61 965,37	369 952,31	351 331,68	18 620,63
				2016	11 754,71	0,00	1 395 465,26	19 226,15	-7 471,44	1 407 219,97	11 574,06	1 395 645,91
				2017	0,00	0,00	594 385,74	46 955,87	-83 123,63	558 219,98	10 789,81	547 428,17
				2018	0,00	0,00	2 483 509,62	308 710,11	-310 154,13	2 483 509,62	48 278,89	2 435 230,73
				2019	428 453,17	0,00	2 296 804,02	3 927 782,53	0,00	2 296 804,02	996 916,61	1 298 443,39
				2020	0,00	6 400 000,00	0,00	4 568 725,70	-889 330,19	13 200 609,45	4 453 228,24	8 747 381,21
			Aménagements pour la sécurité routière		742 840,99	6 400 000,00	9 521 213,94	4 568 725,70	-889 330,19	13 200 609,45	4 453 228,24	8 747 381,21

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1er janvier	Mouvements d'AP votés dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectés restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.				
Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier				2007	0,00	0,00	766,33			766,33	250,33	516,00				
				2010	0,00	0,00	59 008,62			59 008,62		59 008,62	10 891,91	48 116,71		
				2014	0,00	0,00	0,00						0,00	0,00	0,00	
				2015	235,90	-2,80	810,59				235,80	-2,70	1 043,69	1 017,12	26,57	
				2016	0,00	0,00	68 151,27				596,36	-596,36	68 151,27	67 630,90	520,37	
				2017	243,65	0,00	636 413,02				8 750,77	-8 507,12	636 656,67	570 085,87	66 570,80	
				2018	501 509,76	0,00	195 260,99				72 489,59	-71 495,75	196 254,83	165 299,08	30 955,75	
				2019	354 120,02	0,00	3 017 639,21				943 297,60	-732 993,50	3 227 943,31	2 930 503,54	297 439,77	
				2020	0,00	47 400 000,00	0,00				50 156 869,47	-3 030 105,57	47 126 763,90	42 361 856,78	4 764 907,12	
				servation Sécurité et Innovation du réseau routier					856 109,33	47 399 997,20	3 978 050,03	51 182 239,59	-3 843 701,00	51 316 588,62	46 107 535,53	5 209 053,09
				Etudes voirie.				2013	2,20	0,00	6 161,92			6 164,12	6 164,12	0,00
								2014	70,38	0,00	73 335,89			73 322,93	2 890,40	70 432,53
								2015	0,00	0,00	7 684,72			7 684,72	7 684,72	0,00
								2016	56 933,86	0,00	188 772,88			238 620,69	210 637,77	27 982,92
								2017	50 160,44	0,00	119 018,55			145 133,80	134 002,38	11 131,42
								2018	0,00	0,00	104 683,08			104 683,08	0,00	104 683,08
								2019	290 000,00	0,00	110 000,00			393 988,97	330 240,01	63 748,96
								2020	0,00	2 125 000,00	0,00	64 904,40		64 904,40	0,00	64 904,40
				Etudes voirie.					397 166,88	2 125 000,00	609 657,04	551 215,33	-126 369,66	1 034 502,71	691 619,40	342 883,31
				Favoriser le développement économique et local				2003	0,00	0,00	44 952,22			44 952,22	0,00	44 952,22
				2007	5 422 097,94	0,00	5 240 827,20			4 925 108,56	1 931 808,81	2 993 299,75				
				2008	1 080 382,25	0,00	1 225 113,32			1 225 113,32	1 920,00	1 223 193,32				
				2009	700 000,00	0,00	456 912,54			742 823,78	30 048,92	456 912,54				
				2010	243 263,39	0,00	742 823,78			6 200 000,00	0,00	712 774,86				
				2011	0,00	0,00	6 200 000,00			2 491 974,25	2 469 578,28	22 395,97				
				2013	0,00	0,00	2 491 974,25			27 245,63	26 403,48	842,15				
				2014	3 118 160,96	-2 000 000,00	27 245,63			4 668 192,51	2 620 066,75	2 048 125,76				
				2016	5 840 000,00	0,00	2 141 967,86			1 299 300,89	365 241,73	934 059,16				
				2017	153 416,46	0,00	1 149 300,89			1 299 300,89	365 241,73	934 059,16				
				2018	1 093 808,00	0,00	67 042,90			37 821,74	37 821,74	174 867,98				
				2019	19 997 830,12	0,00	32 932,43			1 533 013,66	319 167,42	1 213 846,24				
				2020	0,00	19 705 000,00	0,00	4 645 076,00		4 645 076,00	34 968,00	4 610 108,00				
Favoriser le développement économique et local					37 648 959,12	17 705 000,00	19 821 093,02	13 710 365,49	-5 059 055,41	28 472 403,10	7 837 025,15	20 635 377,95				
Paysage et environnement - Aménagement				2010	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00				
				2011	589,45	0,00	6 003,52			6 592,97	5 758,03	834,94				
				2012	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00				
				2013	7 264,68	0,00	33 257,50			40 522,18	35 468,79	5 053,39				
				2014	111 665,91	0,00	954,00			39 054,45	11 400,34	27 654,11				
				2019	87 000,00	0,00	3 000,00			3 000,00	0,00	3 000,00				
				2020	0,00	90 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00				
Paysage et environnement - Aménagement					206 520,04	90 000,00	43 215,02	56 493,72	-10 539,14	89 169,60	52 627,16	36 542,44				
Raccorder les pôles.				2002	769 522,72	0,00	3 221 080,55			3 552 358,55	2 163 669,64	1 388 688,91				
Raccorder les pôles.					769 522,72	0,00	3 221 080,55	2 031 278,00	-1 700 000,00	3 552 358,55	2 163 669,64	1 388 688,91				
Domaine Aménagement du réseau routier					47 131 219,02	91 219 997,20	47 569 622,17	74 055 173,68	-11 814 727,47	109 810 068,38	68 349 423,94	41 460 644,44				
Aménagement extérieur des ARD				2019	116 758,35	0,00	176 571,29			293 329,64	293 329,64	0,00				
				2020	0,00	400 000,00	0,00	313 354,76		313 354,76	252 405,26	60 949,50				
Aménagement extérieur des ARD					116 758,35	400 000,00	176 571,29	432 270,36	-2 157,25	606 684,40	545 734,90	60 949,50				
Moyens du parc départemental				2013	60 390,64	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00				
				2014	500 000,33	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00				
				2018	0,00	0,00	572,66			572,62	572,62	0,00				
				2019	0,00	0,00	515 546,43			515 546,40	515 546,40	0,03				
				2020	0,00	2 100 000,00	0,00	2 181 350,88		2 100 000,00	1 655 655,89	444 344,11				
Moyens du parc départemental					560 390,97	2 100 000,00	516 119,09	2 231 455,50	-131 455,54	2 616 119,05	2 171 774,91	444 344,14				

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1er janvier	Mouvements d'AP votés dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectés restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
			Signalisation	2017	0,00	0,00	0,00	3 647,94	-3 647,94	0,00	0,00	0,00
				2018	0,00	0,00	16 626,18	16 626,18	-16 626,18	16 626,18	12 550,38	4 075,80
				2019	84 848,44	0,00	292 039,44	251 489,28	-166 640,84	376 887,88	356 069,39	20 818,49
				2020	0,00	1 500 000,00	0,00	1 382 259,62	0,00	1 382 259,62	1 126 412,61	255 847,01
			Signalisation		84 848,44	1 500 000,00	308 665,62	1 637 396,84	-170 288,78	1 775 773,68	1 495 032,38	280 741,30
		Domaine Entretien et exploitation du réseau routier			761 997,76	4 000 000,00	1 001 356,00	4 301 122,70	-303 901,57	4 998 577,13	4 212 542,19	786 034,94
		Politique Routes départementales			47 893 216,78	95 219 997,20	48 570 978,17	78 356 296,38	-12 118 629,04	114 808 645,51	72 561 966,13	42 246 679,38
	Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Incendie et secours	2019	0,00	0,00	0,00	4 600 000,00	0,00	4 600 000,00	4 600 000,00	0,00
				2020	0,00	4 600 000,00	0,00	4 600 000,00	0,00	4 600 000,00	4 600 000,00	0,00
			Incendie et secours		0,00	4 600 000,00	0,00	4 600 000,00	0,00	4 600 000,00	4 600 000,00	0,00
		Domaine Sécurité des biens et des personnes			0,00	4 600 000,00	0,00	4 600 000,00	0,00	4 600 000,00	4 600 000,00	0,00
			Politique Sécurité		0,00	4 600 000,00	0,00	4 600 000,00	0,00	4 600 000,00	4 600 000,00	0,00
	Transports	Transports publics	Infrastructures de transport	2010	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				2013	6 365,40	-6 365,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				2014	826 165,16	0,00	47 357,57	43 259,40	-3 660,17	86 956,80	37 279,03	49 677,77
				2015	42 384 857,65	-22 711 048,64	3 095 463,52	4 466 474,62	-642 885,33	6 919 052,81	6 584 226,57	334 826,24
				2016	0,00	0,00	452 574,25	0,00	-114 094,92	338 479,33	0,00	338 479,33
				2017	36 283,00	-26 038,20	426 902,11	10 528,80	-284,00	437 146,91	437 146,91	0,00
				2018	0,00	-1 794 795,00	3 230 632,00	900 000,00	-1 794 795,00	1 435 837,00	1 976 682,92	1 238 154,08
				2019	1 170 000,00	-270 000,00	1 330 000,00	250 000,00	0,00	2 230 000,00	2 499 500,00	1 980 500,00
				2020	0,00	23 074 586,84	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00
			Infrastructures de transport		44 423 671,21	-1 733 660,40	8 582 929,45	5 670 262,82	-2 555 719,42	11 697 472,85	7 505 834,45	4 191 638,40
			Plan de déplacement urbain.	2012	5 037,00	0,00	136 021,00	64 451,00	-59 414,00	141 058,00	12 837,00	128 221,00
				2014	171,16	0,00	19 981,83	1 161,58	-990,42	20 152,99	19 061,52	1 091,47
				2015	492 944,53	0,00	32 339,73	407 000,00	-1 216,10	438 123,63	268 018,28	170 105,35
				2016	150 000,00	0,00	1 049 880,72	225 917,39	-225 917,39	1 049 880,72	410 687,93	639 192,79
				2017	700 000,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	500 000,00	3 239,95	496 760,05
				2018	845 173,44	0,00	19 616,30	306 540,00	0,00	326 156,30	304 056,46	22 099,84
				2019	500 085,00	-85,00	349 915,00	0,00	0,00	349 915,00	0,00	349 915,00
				2020	0,00	1 015 000,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00	9 996,75	40 003,25
			Plan de déplacement urbain.		2 693 011,13	1 014 915,00	1 607 754,58	1 555 069,97	-287 537,91	2 875 286,64	1 027 897,89	1 847 388,75
			Points d'arrêt	2016	1 153 765,09	0,00	1 321,52	124 697,44	0,00	126 018,96	120 964,36	5 054,60
				2019	72 000,00	0,00	0,00	7 876,00	-0,05	7 875,95	0,00	7 875,95
			Points d'arrêt		1 225 765,09	0,00	1 321,52	132 573,44	-0,05	133 894,91	120 964,36	12 930,55
		Domaine Transports publics			48 342 447,43	-718 745,40	10 192 005,55	7 357 906,23	-2 843 257,38	14 706 654,40	8 654 696,70	6 051 957,70
			Points d'arrêt		48 342 447,43	-718 745,40	10 192 005,55	7 357 906,23	-2 843 257,38	14 706 654,40	8 654 696,70	6 051 957,70
		1 - Mission aménagement et développement du territoire			130 517 420,34	141 338 679,46	131 144 575,59	146 294 289,03	-27 055 656,82	250 383 207,80	130 994 820,17	119 388 387,63
	Culture et patrimoine	Archives	Développement des publics des Archives et valorisation des collections	2018	0,00	-4 183,61	4 183,61	6 000,00	-4 183,61	0,00	0,00	0,00
				2019	6 008,00	0,00	5 192,00	6 000,00	0,00	11 192,00	10 279,16	912,84
				2020	0,00	38 000,00	0,00	35 946,00	0,00	35 946,00	5 313,38	30 632,62
			publics des Archives et valorisation des collections		6 008,00	33 816,39	9 375,61	41 946,00	-4 183,61	47 138,00	15 592,54	31 545,46
		Domaine Archives			6 008,00	33 816,39	9 375,61	41 946,00	-4 183,61	47 138,00	15 592,54	31 545,46
	Développement culturel	Actions culturelles.		2010	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				2017	0,00	0,00	3 241,00	0,00	0,00	3 241,00	0,00	3 241,00
				2019	0,00	0,00	26 500,00	110 273,00	-5 000,00	26 500,00	26 500,00	0,00
				2020	0,00	125 000,00	0,00	115 273,00	0,00	110 273,00	6 780,00	103 493,00
			Actions culturelles.		0,00	125 000,00	29 741,00	115 273,00	-5 000,00	140 014,00	33 280,00	106 734,00

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1er janvier	Mouvements d'AP votés dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectés dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectés restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.		
Enseignement artistique et pratiques	Enseignement artistique et pratiques amateurs	Orques	2020	0,00	80 000,00	0,00	80 000,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	80 000,00		
			2015	0,00	80 000,00	0,00	80 000,00	0,00	80 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00	0,00	
Domaine Développement culturel	Autres - développement de la lecture publique	Orgues	0,00	0,00	205 000,00	34 741,00	195 273,00	-5 000,00	225 014,00	38 280,00	186 734,00	0,00		
			2018	6 800,00	-6 861,00	61,00	61,00	-61,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
			2019	3 802,00	-4 405,13	603,13	603,13	-603,13	0,00	0,00	0,00	0,00		
			2020	0,00	21 000,00	0,00	1 370,00	1 370,00	0,00	1 370,00	1 367,28	2,72		
			2013	47 025,35	-47 025,35	0,00	664,13	1 370,00	-664,13	1 370,00	0,00	0,00		
			2014	0,00	0,00	58 668,73	14 200,71	44 468,02	0,00	0,00	0,00	0,00		
			2015	0,00	0,00	97 159,80	57 542,80	39 617,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
			2016	70 340,44	-70 340,44	40 501,02	35 293,02	5 208,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
			2017	3 625,96	-3 820,17	41 716,23	-194,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
			2018	1 582,90	-2 468,80	8 202,00	-885,90	4 316,10	3 000,00	0,00	0,00	0,00		
2019	34 907,81	0,00	8 880,19	-134,00	8 746,19	666,00	0,00	0,00	0,00					
2020	0,00	45 000,00	0,00	2 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00					
			Développement du réseau - Médiathèque	157 482,46	-78 654,76	255 127,97	2 850,00	-1 214,51	256 763,46	153 540,25	103 223,21			
			Domaine Développement de la lecture publique	168 084,46	-68 920,89	255 792,10	4 220,00	-1 878,64	258 133,46	154 907,53	103 225,93			
Musées	Développement et valorisation des collections - musées		2017	0,00	0,00	92 300,00	-92 300,00	0,00	92 300,00	41 880,00	50 420,00			
			2018	70 000,00	0,00	28 028,50	74 028,50	-28 028,50	0,00	74 028,50	0,00			
			2019	0,00	0,00	15 280,00	-15 280,00	0,00	0,00	15 280,00	0,00			
			2020	0,00	2 140 000,00	0,00	2 419 476,00	-279 476,00	0,00	2 140 000,00	79 652,99	2 060 347,01		
			veloppement et valorisation des collections - musées	70 000,00	2 140 000,00	135 608,50	2 601 084,50	-415 084,50	2 321 608,50	121 532,99	2 200 075,51			
Patrimoine	Domaine Musées	Antiquités et objets d'art	2017	112,86	-112,86	5 146,00	5 146,00	0,00	5 146,00	3 705,00	1 441,00			
			2018	630,00	-630,00	8 365,00	8 365,00	0,00	8 365,00	0,00	0,00			
			2019	42 189,00	0,00	17 811,00	17 811,00	0,00	17 811,00	11 616,00	6 195,00			
			2020	0,00	77 229,00	0,00	49 623,00	0,00	49 623,00	0,00	0,00			
			2018	0,00	76 486,14	31 322,00	49 623,00	0,00	80 945,00	23 686,00	57 259,00			
			2019	325 000,00	-325 000,00	116 494,28	116 494,28	0,00	116 494,28	98 791,90	17 702,38			
			2020	0,00	325 000,00	471 984,56	471 984,56	0,00	471 984,56	5 248,44	466 736,12			
						ement des publics du château de Blandy-les-Tours	325 000,00	0,00	588 478,84	325 000,00	-250 000,00	663 478,84	22 950,82	640 528,02
			Patrimoine monumental			2012	20 609,00	-20 609,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
						2016	2 094,00	-2 901,51	53 978,51	53 978,51	-807,51	0,00	53 171,00	0,00
2017	4 001,60	-30 644,12				514 503,70	514 503,70	-29 966,29	0,00	487 861,18	214 929,18			
2018	0,00	-2 129,57				589 738,14	589 738,14	-2 129,57	0,00	587 608,57	350 960,57			
2019	105 279,00	-1 856,07	695 543,00	695 543,00	-2 414,07	0,00	695 508,93	153 237,43						
2020	0,00	1 402 771,00	0,00	1 141 670,00	0,00	1 141 670,00	9 911,00	1 131 759,00						
			Patrimoine monumental	131 983,60	1 344 630,73	1 853 763,35	1 147 373,77	-35 317,44	2 965 819,68	729 038,18	2 236 781,50			
Valorisation du patrimoine	Valorisation du patrimoine		2020	0,00	5 500,00	0,00	5 500,00	-5 500,00	0,00	0,00	0,00			
						Valorisation du patrimoine	0,00	5 500,00	-5 500,00	0,00	0,00	0,00		
			Domaine Patrimoine	499 915,46	1 426 616,87	2 473 564,19	1 527 496,77	-290 817,44	3 710 243,52	775 675,00	2 934 568,52			
			Politique Culture et patrimoine	744 007,92	3 736 512,37	2 909 081,40	4 370 020,27	-716 964,19	6 562 137,48	1 105 988,06	5 456 149,42			

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1er janvier	Mouvements d'AP votés dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectés dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectés restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.			
Education formation		Bâtiments des collèges	Acquisitions de terrains et bâtiments scolaires	2019	3 500,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	3 500,00	0,00	3 500,00			
			2020	0,00	10 000,00	0,00	10 001,00	-1,00	10 000,00	0,00	7 113,17	2 886,83			
					Acquisitions de terrains et bâtiments scolaires		3 500,00	10 000,00	0,00	13 501,00	-1,00	13 500,00	7 113,17	6 386,83	
					Constructions extensions réhabilitations	1996	0,46	0,00	69 128,20	0,00	69 128,20	0,00	69 128,20	0,00	69 128,20
						1997	0,00	0,00	513 314,04	0,00	513 314,04	0,00	513 314,04	0,00	513 314,04
						2002	0,00	-1 952 617,73	2 242 617,73	5 763,52	-1 958 381,25	290 000,00	89 968,64	200 031,36	
						2005	0,00	0,00	3 830 040,05	1 250 633,49	-1 250 633,49	3 830 040,05	3 502 030,32	328 006,32	
						2007	0,00	-134 167,66	444 980,82	20 000,00	-134 167,66	1 083 818,61	17 559,37	293 253,79	
						2008	0,00	-141 270,08	1 225 169,47	0,00	20 000,00	1 083 818,61	442 614,77	641 203,84	
						2009	0,00	0,00	632 651,42	0,00	-161 350,86	632 651,42	163 696,94	468 954,48	
						2010	0,00	-229 006,47	570 238,76	0,00	-229 006,47	341 232,29	13 205,48	328 026,81	
						2011	0,00	0,00	803 698,52	0,00	0,00	803 698,52	219 456,33	584 242,19	
						2012	0,00	-178,60	36 490,69	0,00	-178,60	36 312,09	0,00	36 312,09	
						2013	0,00	-115 524,77	325 067,15	0,00	-115 524,77	209 542,38	65 492,47	144 049,91	
						2014	0,00	-3 361,65	12 107 560,62	139,28	-3 500,93	12 104 198,97	7 640 830,55	4 463 368,42	
						2015	0,00	569 789,86	5 452 912,95	400 000,00	-30 210,14	5 822 702,81	4 463 458,99	1 359 243,82	
						2016	0,00	-2 496 556,00	5 775 811,82	0,00	-2 496 556,00	3 279 255,82	1 658 592,85	1 620 662,97	
						2017	0,00	-1 005 025,60	12 871 023,58	0,00	-1 005 025,60	11 865 997,98	5 568 794,18	6 297 203,80	
						2018	0,00	-651 607,34	37 518 890,07	0,00	-1 651 837,61	36 124 052,46	7 078 016,23	29 046 036,23	
						2019	0,00	1 536 191,39	40 651 138,31	0,00	39 635,39	39 330 045,86	3 512 767,83	35 817 278,03	
			2020	0,00	49 413 887,81	0,00	49 433 477,81	-19 590,00	49 413 887,81	6 132 000,36	43 281 887,45				
			Constructions extensions réhabilitations		0,46	44 779 553,16	125 070 734,20	51 406 649,49	-10 416 691,22	166 060 692,47	40 568 488,72	125 492 203,75			
		Entretien et grosses réparations	2005	0,00	0,00	271 871,19	0,00	271 871,19	0,00	271 871,19	3 602,74	268 268,45			
			2007	0,00	0,00	2 433,76	0,00	-0,06	2 433,70	2 433,70	0,00	0,00			
			2009	0,00	-103 948,62	264 219,74	0,00	20 248,24	-152 549,84	1 31 918,14	84 536,73	47 381,41			
			2010	0,00	-31 403,96	31 403,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
			2011	0,00	-15 303,22	144 975,02	0,00	7 433,67	-79 652,03	72 756,66	53 533,73	19 222,93			
			2012	0,00	-13 628,85	41 283,56	0,00	18 993,82	-32 622,67	27 654,71	27 654,71	0,00			
			2013	0,00	-30 839,40	345 484,11	0,00	107 260,33	-138 614,30	314 130,14	237 749,99	76 380,15			
			2014	0,00	-13 037,82	812 967,26	0,00	124 165,70	-220 615,25	716 517,71	176 423,26	540 094,45			
			2015	0,00	0,00	1 052 889,85	0,00	22 190,93	-23 532,48	1 051 548,30	449 441,19	602 107,11			
			2016	0,00	0,00	1 168 150,58	0,00	92 537,01	-92 537,01	1 168 150,58	290 420,08	877 730,50			
			2017	0,00	0,00	5 984 857,88	0,00	226 605,57	-226 605,57	5 984 857,88	2 446 393,11	3 538 464,77			
			2018	0,00	-1 046 860,85	9 694 054,37	0,00	720 967,69	-1 259 739,69	9 155 282,37	3 016 423,35	6 138 859,02			
			2019	0,00	499 947,59	15 560 964,88	0,00	1 360 955,37	-964 955,38	15 956 964,87	7 653 472,55	8 303 492,32			
			2020	0,00	43 534 270,08	0,00	48 915 846,54	-6 319 694,30	42 596 152,24	15 744 095,08	26 852 057,16				
			Entretien et grosses réparations		508 088,85	42 779 194,95	35 375 556,16	51 617 204,87	-9 542 522,54	77 450 238,49	30 186 180,22	47 264 058,27			
		Domaine Bâtiments des collèges			511 589,31	87 579 748,11	160 446 290,36	103 037 355,36	-19 959 214,76	243 524 430,96	70 761 782,11	172 762 648,85			
Enseignement supérieur et recherche		Enseignement supérieur et recherche	Enseignement supérieur et recherche	2018	60 000,00	-60 000,00	70 000,00	104 511,81	0,00	70 000,00	0,00	70 000,00			
			2020	0,00	3 104 600,00	0,00	104 511,81	0,00	104 511,81	0,00	53 505,90	51 005,91			
			Enseignement supérieur et recherche		60 000,00	3 044 600,00	70 000,00	104 511,81	0,00	174 511,81	53 505,90	121 005,91			
Vie des collèges		Enseignement supérieur et recherche	Enseignement supérieur et recherche	2011	0,00	0,00	33 435,93	104 511,81	0,00	174 511,81	53 505,90	121 005,91			
				2015	1 266 296,86	0,00	716 956,96	1 274 296,86	-8 000,00	33 435,93	33 435,93	10 748,46	22 687,47		
				2016	0,00	0,00	22 820,42	22 454,42	-22 454,42	1 983 253,82	769 917,28	1 213 336,54			
				2017	199 020,02	0,00	13 810,30	400 933,79	-201 913,77	212 830,32	206 874,72	5 955,60			
				2018	1 366 180,75	0,00	210 935,62	1 819 347,67	-900 939,25	1 129 344,04	981 747,73	147 596,31			
				2019	735 324,00	0,00	95 586,72	829 557,41	-94 233,41	830 910,72	830 910,71	0,01			
				2020	0,00	6 921 000,00	0,00	6 386 899,07	-1 141 595,86	5 245 303,21	2 547 882,53	2 697 420,68			
					Equipement et matériel TICE		3 566 821,63	6 921 000,00	1 093 545,95	10 733 489,22	-2 369 136,71	9 457 898,46	5 370 437,43	4 087 461,03	
					Matériel et mobilier des collèges	2018	0,00	-8 731,00	24 879,78	428,11	-8 731,00	16 148,78	10 966,06	5 182,72	
						2019	103 466,15	-143 849,34	365 504,71	325 121,52	-40 811,30	325 121,52	317 349,11	7 772,41	
			2020	0,00	1 330 000,00	0,00	1 335 182,69	-55 188,62	1 279 994,07	1 117 004,70	162 989,37				
			Matériel et mobilier des collèges		103 466,15	1 177 419,66	390 384,49	1 335 610,80	-104 730,92	1 621 264,37	1 445 319,87	175 944,50			
		Participation au budget des collèges privés	2017	0,00	0,00	95 352,68	0,00	95 352,68	95 352,68	0,00	95 352,68				
			2018	0,00	0,00	72 076,24	0,00	72 076,24	72 076,24	0,00	72 076,24				
			2019	295 750,00	-2,60	0,00	295 747,40	0,00	295 747,40	0,00	295 747,40				
			2020	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00				

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1er janvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectés restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.							
3 - Mission solidarité	Jeunesse, sports et loisirs	Jeunesse, sports et loisirs	Participation au budget des collèges privés Restauration scolaire	2016	295 750,00	149 997,40	167 428,92	295 747,40		463 176,32	0,00	463 176,32							
				2018	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00					
				2019	1 956,54	-1 956,54	114 359,66	114 359,66		114 359,66	114 359,66	114 359,66	114 359,66	114 359,66	0,00				
				2020	1 104,64	-3 400,25	4 591,21	4 591,21		-2 295,61	2 295,60	2 295,60	2 295,60	2 295,60	0,00				
				2020	0,00	1 343 150,73	0,00	1 280 429,88		-25 620,26	1 280 429,88	-25 620,26	1 254 809,62	1 073 806,77	181 002,85				
				Restauration scolaire	3 061,18	1 337 793,94	118 950,87	1 280 429,88	-27 915,87	1 371 464,88	1 190 462,03	181 002,85							
				Domaine Vie des collèges	3 969 098,96	9 586 211,00	1 770 310,23	13 645 277,30	-2 501 783,50	12 913 804,03	8 006 219,33	4 907 584,70							
				Politique Education formation	4 540 688,27	100 210 559,11	162 286 600,59	116 787 144,47	-22 460 998,26	256 612 746,80	78 821 507,34	177 791 239,46							
				Jeunesse, sports et loisirs	Jeunesse, sports et loisirs	Jeunesse, sports et loisirs	Equipements sportifs	2015	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00		
								2016	0,00	-9 600,00	214 257,00	214 257,00		-9 600,00	204 657,00	204 657,00	204 657,00	0,00	
								2017	0,00	0,00	185 000,00	185 000,00		0,00	185 000,00	185 000,00	185 000,00	0,00	
								2018	0,00	0,00	60 283,00	60 283,00		0,00	60 283,00	60 283,00	60 283,00	0,00	
								2019	1 902 844,00	-2 844,00	1 118 103,00	1 862 841,00		0,00	2 980 944,00	840 002,00	840 002,00	2 140 942,00	
								2020	0,00	3 450 000,00	0,00	3 126 835,00		-28 869,00	3 097 966,00	165 508,00	165 508,00	2 932 458,00	
								Equipements sportifs	1 902 844,00	3 437 556,00	1 577 643,00	4 989 676,00	-38 469,00	6 528 850,00	1 210 167,00	5 318 683,00			
								Sport nature	0,00	1 000 000,00	0,00	700 000,00		700 000,00	700 000,00	700 000,00	700 000,00	700 000,00	0,00
								Domaine Activités sportives	0,00	1 000 000,00	0,00	700 000,00		700 000,00	700 000,00	700 000,00	700 000,00	700 000,00	0,00
								Domaine Jeunesse, sports et loisirs	1 902 844,00	4 437 556,00	1 577 643,00	5 689 676,00	-38 469,00	7 228 850,00	1 910 167,00	5 318 683,00			
				2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Habitat	Développement et amélioration de l'offre de logement	Développement et amélioration de l'offre du parc privé	2017	7 187 540,19	108 364 627,48	166 773 324,99	126 846 840,74	-23 216 431,45	270 403 734,28	81 837 662,40	188 566 071,88			
	2018	0,00	0,00					94 692,00	94 692,00		16 956,00	16 956,00	16 956,00	68 745,00					
2019	0,00	0,00	16 956,00					16 956,00		25 744,00	25 744,00	25 744,00	12 872,00						
2020	32 590,00	-32 590,00	25 744,00					163 932,00		137 672,00	63 725,00	73 947,00	73 947,00						
Développement et amélioration de l'offre du parc social	32 590,00	124 410,00	137 392,00					163 932,00	-26 260,00	275 064,00	102 544,00	172 520,00							
Développement et amélioration de l'offre du parc social	0,00	5 030 000,00	0,00					5 000 000,00		5 000 000,00	5 000 000,00	5 000 000,00	5 000 000,00	5 000 000,00					
Domaine Développement et amélioration de l'offre de logement	32 590,00	5 154 410,00	155 812,00					5 163 932,00	-26 260,00	5 293 484,00	5 102 544,00	190 940,00							
Actions d'insertion par le logement	0,00	0,00	69 000,00					69 000,00		133 400,00	133 400,00	133 400,00	69 000,00	69 000,00					
Domaine Insertion par le logement	0,00	0,00	133 400,00					133 400,00		46 000,00	46 000,00	46 000,00	46 000,00	46 000,00					
Autres dispositifs d'insertion	0,00	0,00	191 000,00					191 000,00		101 200,00	101 200,00	101 200,00	101 200,00	101 200,00					
Politique Habitat	0,00	110 000,00	540 600,00					540 600,00		540 600,00	540 600,00	540 600,00	540 600,00	540 600,00					
Insertion	Autres dispositifs d'insertion	Services et partenaires	Services et partenaires	2020	32 590,00	5 264 410,00	696 412,00	5 163 932,00	-26 260,00	5 834 084,00	5 102 544,00	731 540,00							
				Services et partenaires	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00						
				Domaine Autres dispositifs d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00						
Politique Insertion	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00									

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1er janvier	Mouvements d'AP votés dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectés restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
			Services départementaux - entretien et grosses réparations	2011	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2012	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2013	0,00	-20 000,00	53 525,10	173,17	-20 173,17	33 525,10	0,00	33 525,10
				2014	0,00	77 735,21	307 056,38	81 600,00	-181 600,00	207 056,38	0,00	207 056,38
				2015	0,00	1 600 000,00	563 110,08	1 69 518,15	-20 245,95	712 382,28	82 836,33	629 545,95
				2016	0,00	1 385 698,05	3 806 019,78	1 592 442,13	-206 744,08	5 191 717,83	354 494,61	4 837 223,22
				2017	0,00	0,00	694 415,45	13 825,11	-13 825,12	694 415,44	247 888,65	446 526,79
				2018	0,00	-1 284 831,78	1 536 037,09	81 794,99	-1 366 626,77	251 205,31	31 838,54	219 366,77
				2019	0,00	-344 784,63	3 897 936,77	284 809,04	-629 593,67	3 553 152,14	891 895,42	2 661 256,72
				2020	0,00	1 561 500,00	0,00	2 134 500,00	-573 000,00	1 561 500,00	325 596,30	1 235 903,70
			départementaux - entretien et grosses réparations		0,00	1 535 316,85	10 858 100,65	4 358 662,59	-3 011 808,76	12 204 954,48	1 934 549,85	10 270 404,63
			Solidarité - construction	2014	0,00	0,00	314 751,91			314 751,91	0,00	314 751,91
				2018	0,00	-690 496,80	696 379,10		-691 954,29	4 424,81	1 455,07	2 969,74
				2019	0,00	0,00	4 117 860,67			4 117 860,67	112 909,15	4 004 951,52
				2020	0,00	11 190 496,80	0,00	10 500 000,00		10 500 000,00	72 820,61	10 427 179,39
			Solidarité - construction		0,00	10 500 000,00	5 128 991,68	10 500 000,00	-691 954,29	14 937 037,39	187 184,83	14 749 852,56
			Solidarité - entretien et grosses réparations	2011	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2012	0,00	-28 355,30	54 226,84		-28 355,30	25 871,54	25 871,54	0,00
				2013	0,00	-5 250,60	52 037,08		-5 250,60	46 786,48	0,00	46 786,48
				2014	0,00	-12 817,87	19 406,74		-12 817,87	6 588,87	6 588,87	0,00
				2015	0,00	-97,10	258 490,36	99 690,87	-99 787,97	258 393,26	83 222,86	175 170,40
				2016	0,00	0,00	292 685,73	43 388,09	-43 388,09	292 685,73	100 834,87	191 850,86
				2017	0,00	-9 350,04	404 831,96	83 102,48	-92 452,52	395 481,92	129 239,00	266 242,92
				2018	0,00	0,00	421 009,72	50 825,22	-50 825,22	421 009,72	114 333,37	306 676,35
				2019	0,00	1 333 025,34	209 993,44	209 993,44	-209 993,44	1 333 025,34	258 424,12	1 074 601,22
				2020	0,00	1 469 862,68	0,00	1 502 882,92	-170 725,58	1 332 157,34	258 070,96	1 074 086,38
			Solidarité - entretien et grosses réparations		0,00	1 413 991,77	2 835 713,77	1 989 883,02	-713 596,59	4 112 000,20	976 585,59	3 135 414,61
			Voirie - construction	2017	0,00	0,00	2 000 583,57	20 000,00	-20 000,00	2 000 583,57	51 324,73	1 949 258,84
				2019	0,00	0,00	1 268 898,63			1 268 898,63	26 598,38	1 242 300,25
				2020	0,00	900 000,00	0,00	900 000,00		900 000,00	14 069,79	885 930,21
			Voirie - construction		0,00	900 000,00	3 269 482,20	920 000,00	-20 000,00	4 169 482,20	91 992,90	4 077 489,30
			Voirie - entretien et grosses réparations	2008	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2012	0,00	-1 200,00	1 200,00		-1 200,00	0,00	0,00	0,00
				2013	0,00	-11 597,65	11 597,65		-11 597,65	0,00	0,00	0,00
				2014	0,00	0,00	91 350,79			91 350,79	78 093,99	13 256,80
				2015	0,00	0,00	270 131,24	1 190,10	-1 190,10	270 131,24	102 491,55	167 639,69
				2016	0,00	-137 452,02	206 160,44	131 671,11	-269 123,13	68 708,42	4 347,80	64 360,62
				2017	0,00	0,00	332 791,53	5 159,27	-5 159,27	332 791,53	126 012,22	206 779,31
				2018	0,00	0,00	278 789,32	34 633,71	-34 633,71	278 788,55	112 239,37	166 549,18
				2019	0,00	0,00	1 131 369,21	130 204,64	-130 204,64	1 131 369,21	313 724,09	817 645,12
				2020	0,00	808 349,67	0,00	720 056,09	-49 158,44	670 897,65	161 956,82	508 940,83
			Voirie - entretien et grosses réparations		0,00	658 100,00	2 323 390,18	1 022 914,15	-502 266,94	2 844 037,39	898 865,84	1 945 171,55
			Domaine Bâtiments départementaux		0,01	16 170 954,32	27 649 286,00	20 692 671,87	-5 748 796,84	42 593 161,03	4 845 318,00	37 747 843,03
			Assurances et sinistres	2019	27 000,00	-27 000,01	0,01		-0,01	0,00	0,00	0,00
				2020	0,00	27 000,00	0,00	32 089,58	-5 089,58	27 000,00	13 105,92	13 894,08
			Assurances et sinistres		27 000,00	-0,01	0,01	32 089,58	-5 089,59	27 000,00	13 105,92	13 894,08
			Domaine Etude et prévention du risque		27 000,00	-0,01	0,01	32 089,58	-5 089,59	27 000,00	13 105,92	13 894,08

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1er janvier	Mouvements d'AP votés dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectés restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.			
Gestion du patrimoine immobilier		Services départementaux - acquisitions et cessions	Services départementaux - acquisitions et cessions	2019	2 000 000,00	500 000,00	0,00	550 000,00		550 000,00	534 240,00	15 760,00			
				2018	2 000 000,00	500 000,00	0,00	550 000,00		550 000,00	550 000,00	534 240,00	15 760,00		
				2020	6 000 000,00	-1 800 000,00	0,00	910 000,00	-260 000,00	650 000,00	650 000,00	650 000,00	650 000,00	0,00	
					0,00	500 000,00	0,00	500 000,00	-500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
					6 000 000,00	-1 300 000,00	0,00	1 410 000,00	-760 000,00	650 000,00	650 000,00	650 000,00	650 000,00	0,00	
				2018	140 000,00	0,00	0,00	122 400,00		122 400,00	122 400,00	122 400,00	122 395,77	4,23	
					140 000,00	0,00	0,00	122 400,00		122 400,00	122 400,00	122 400,00	122 395,77	4,23	
					8 140 000,00	-800 000,00	0,00	2 082 400,00	-760 000,00	1 322 400,00	1 322 400,00	1 322 400,00	1 306 635,77	15 764,23	
					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					0,00	-1 177,20	1 177,20	0,00	-1 177,20		0,00	-1 177,20	0,00	0,00	0,00
Logistique		Gestion de la flotte des véhicules	Gestion de la flotte des véhicules	2017	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00		
				2018	0,00	-1 177,20	1 177,20	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
				2019	0,00	131 301,26	131 301,26	0,00	131 301,26	-128,20	131 301,26	130 206,23	130 206,23	1 095,03	
				2020	0,00	1 443 000,00	0,00	1 630 277,03	-187 277,03	1 443 000,00	1 443 000,00	489 580,24	489 580,24	953 419,76	
					0,00	1 441 822,80	132 478,46	1 630 277,03	-188 454,23	1 574 301,26	1 574 301,26	619 786,47	619 786,47	954 514,79	
				2017	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
				2018	0,00	-101,91	4 192,05	0,00	4 063,85	-128,20	4 063,85	1 836,57	1 836,57	2 227,28	
				2019	100 000,00	-101 607,67	166 880,31	0,00	111 322,21	-112 929,88	165 272,64	92 963,38	92 963,38	72 309,26	
				2020	0,00	705 000,00	0,00	1 155 431,80	-470 431,80	685 000,00	685 000,00	335 007,88	335 007,88	349 992,12	
					100 000,00	603 290,42	171 072,36	1 266 754,01	-583 489,88	854 336,66	854 336,66	429 807,83	429 807,83	424 528,66	
Système d'information		Etudes et solutions logicielles	Etudes et solutions logicielles	2015	100 000,00	2 045 113,22	303 550,82	2 897 031,04	-771 944,11	2 428 637,75	1 049 594,30	1 379 043,45			
				2017	3 019 520,44	52 000,00	215 123,34	2 662 191,71	-946 521,55	1 930 793,50	1 639 850,49	290 943,01	290 943,01		
				2018	185 000,00	-36 173,58	36 173,58	185 000,00	-36 173,58	185 000,00	185 000,00	185 000,00	185 000,00	0,00	
				2019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
				2020	0,00	825 000,00	0,00	863 000,00	-68 000,00	795 000,00	795 000,00	393 626,03	393 626,03	401 373,97	
					3 204 520,44	840 826,42	252 376,93	3 710 191,71	-1 050 695,13	2 911 873,51	2 911 873,51	2 219 556,53	2 219 556,53	692 316,98	
				2017	421 699,88	376 635,19	37 761,97	1 308 834,66	-510 499,59	836 097,04	836 097,04	626 481,04	626 481,04	209 616,00	
				2018	0,00	-535,00	10 907,87	0,00	-535,00	10 372,87	9 832,87	9 832,87	9 832,87	540,00	
				2019	0,00	-5 160,01	222 183,30	0,00	-34 212,65	187 970,65	187 970,65	187 274,65	187 274,65	696,00	
				2020	0,00	3 123 947,36	0,00	4 971 257,13	-1 997 309,77	2 973 947,36	2 973 947,36	2 459 237,82	2 459 237,82	514 709,54	
	421 699,88	3 494 887,54	270 853,14	6 280 091,79	-2 542 557,01	4 008 387,92	4 008 387,92	3 282 826,38	3 282 826,38	725 561,54					
	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00				
	68,40	0,00	8 220,86	0,00	1 118,40	-1 050,00	8 289,26	7 289,71	8 289,26	7 289,71	989,55				
	0,00	1 260 713,60	0,00	1 759 181,86	-498 468,26	1 260 713,60	1 260 713,60	1 176 917,75	1 176 917,75	83 795,85					
	68,40	1 260 713,60	8 220,86	1 760 300,26	-499 518,26	1 269 002,86	1 269 002,86	1 184 217,46	1 184 217,46	84 785,40					
	3 626 288,72	5 596 427,56	531 450,93	11 750 583,76	-4 092 770,40	8 189 264,29	8 189 264,29	6 686 600,37	6 686 600,37	1 502 663,92					
Ressources humaines	Santé, actions sociales, relations sociales	Politique Moyens généraux	Moyens généraux	2020	11 893 288,73	23 012 495,09	28 484 287,76	37 454 776,25	-11 378 600,94	54 560 463,07	13 901 254,36	40 659 208,71			
					0,00	17 100,00	0,00	17 100,00		17 100,00	17 100,00	17 100,00	0,00		
				0,00	17 100,00	0,00	17 100,00		17 100,00	17 100,00	17 100,00	17 100,00	0,00		
	0,00	17 100,00	0,00	17 100,00		17 100,00	17 100,00	17 100,00	17 100,00	0,00					

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1er janvier	Mouvements d'AP votés dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
		Sociales	Santé	2018	0,00	0,00	420,00			420,00	0,00	420,00
				2019	0,00	-37 000,87	45 135,05		-37 000,87	8 134,18	8 134,18	0,00
				2020	0,00	110 100,00	0,00	110 100,00		110 100,00	53 372,45	56 727,55
				Santé	0,00	73 099,13	45 555,05	110 100,00	-37 000,87	118 654,18	61 506,63	57 147,55
				Domaine Santé, actions sociales, relations sociales	0,00	90 199,13	45 555,05	127 200,00	-37 000,87	135 754,18	78 606,63	57 147,55
				Politique Ressources humaines	0,00	90 199,13	45 555,05	127 200,00	-37 000,87	135 754,18	78 606,63	57 147,55
				4 - Mission fonctionnelle	11 893 288,73	36 720 927,10	28 630 434,50	51 311 150,37	-11 597 684,30	68 343 900,57	27 587 674,83	40 756 225,74
				Somme :	155 778 949,26	294 289 374,04	330 939 497,08	337 048 888,14	-63 167 370,57	604 821 014,65	248 949 482,90	355 871 531,75

CA 2020 - Récapitulatif par mission du montant cumulé des Autorisations d'Engagement et des crédits de paiement afférents (investissement)

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AE disponible pour affectation 1er Janvier	Mouvements d'AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er Janvier	Flux d'AE affectées dans l'année	AE affectées annulées dans l'année	Stock d'AE affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AE affectées au 31 déc.		
1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Agriculture	Agriculture	2019	97 028,00	-62 028,00	077-22700010-20210528-linc100000022163-DE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
			Domaine Agriculture	2019	97 028,00	-62 028,00	Acte Certifié exécutoire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
		Développement local	Aménagement, urbanisme et prospective	2019	67 040,00	-76 940,00		0,00	0,00	0,00	70 356,00	62 916,00	7 440,00	
				2020	0,00	242 900,00	Envoi Préfecture : 04/06/2021	0,00	0,00	155 944,00	155 944,00	20 000,00	145 944,00	
	Protection de l'environnement	Eau	Politique Développement territorial	Contrats intercommunaux	2020	0,00	100 000,00	Réception Préfet : 04/06/2021	0,00	0,00	100 000,00	13 600,00	86 400,00	
				Soutien au développement local - divers partenariats	2018	24 645,33	-24 645,33	Publication RAAD : 04/06/2021	44,75	0,00	46 961,67	20 127,30	26 834,37	
				Domaine Développement local	2018	91 685,33	241 314,67	131 862,42	131 862,42	263 944,00	-22 544,75	373 261,67	116 643,30	256 618,37
				Cours d'eau	2019	56 408,00	0,00	121 072,58	0,00	56 608,18	-95 681,98	81 998,78	81 998,78	0,00
				Laboratoire dépr. d'analyses - non assujéti	2020	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00	38 658,31	161 341,69
	Routes départementales	Sécurité	Politique Protection de l'environnement	Environnement	2019	6 700,00	-7 000,00	7 000,00	3 300,00	-7 000,00	3 300,00	3 300,00	0,00	
				Environnement et développement durable	2019	63 108,00	99 894,82	128 072,58	259 908,18	-102 681,98	285 298,78	123 957,09	161 341,69	
				Espaces naturels sensibles - autres	2020	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				Espaces naturels sensibles - Département	2019	2 764,00	-2 764,00	3 252,00	0,00	16 005,00	-18,00	3 252,00	3 252,00	0,00
				2020	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 987,00	13 503,00	2 484,00	
				2015	5 554,10	-554,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Domaine Environnement				2014	8 318,10	56 681,90	3 252,00	16 005,00	-18,00	19 239,00	-102 699,98	304 537,78	140 712,09	163 825,69
Protection de l'environnement				2014	71 426,10	156 576,72	131 324,58	275 913,18	-102 699,98	304 537,78	-102 699,98	140 712,09	163 825,69	
Acquisitions foncières.				2014	45 888,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Acquisitions foncières.				2014	45 888,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Politique Routes départementales	Opérations de sensibilisation à la sécurité routière	2018	0,00	0,00	47 600,00	0,00	47 600,00	-12 131,30	35 468,70	35 468,70	0,00	
				2019	0,00	0,00	47 600,00	0,00	47 600,00	-12 131,30	47 600,00	14 280,00	33 320,00	
				2020	0,00	47 600,00	0,00	47 600,00	0,00	47 600,00	0,00	47 600,00	0,00	
			Domaine Sécurité des biens et des personnes	2016	0,00	47 600,00	47 600,00	47 600,00	-12 131,30	83 068,70	49 748,70	49 748,70	33 320,00	
			Politique Sécurité	2016	0,00	47 600,00	47 600,00	47 600,00	-12 131,30	83 068,70	49 748,70	49 748,70	33 320,00	
			Etudes	2020	37 500,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
				2020	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
			Infrastructures de transport	2012	4 573,13	-5 554,83	981,70	0,00	-981,70	0,00	0,00	0,00	0,00	
				2015	757 942,24	-50 000,00	1 131,90	85 760,05	-35 505,90	54 386,05	16 125,00	41 563,54	12 822,51	
				2017	0,00	0,00	16 125,00	0,00	0,00	16 125,00	0,00	16 125,00	14 300,00	
Transports	Transports publics	Politique Sécurité des biens et des personnes	PAM77	2017	139 736,03	86 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
				2017	139 736,03	-50 489,81	5 753,78	95 000,00	-10 310,88	90 442,90	65 442,90	25 000,00		
				2019	70 000,00	-25 000,00	0,00	60 000,00	-15 000,00	45 000,00	45 000,00	0,00		
			Titres Améthyste et autres	2018	1 004,99	-1 004,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
				2020	0,00	70 000,00	0,00	30 000,00	-66,00	29 934,00	29 934,00	29 934,00	0,00	
			Domaine Transports publics	2016	1 010 756,39	76 450,37	26 992,38	270 760,05	-61 864,48	235 887,95	183 765,44	52 122,51		
			Transport scolaire	2017	30 749,53	-37 531,26	40 000,00	10 000,00	-16 781,73	33 218,27	23 218,27	10 000,00		
			Transport scolaire des élèves et étudiants handicapés	2017	128 284,77	-67 341,47	56,70	70 000,00	-35 456,70	34 600,00	4 600,00	30 000,00		
			Domaine Transports scolaires	2017	159 034,30	-104 872,73	40 056,70	80 000,00	-52 238,43	67 818,27	27 818,27	40 000,00		
			Politique Transports	2017	1 169 790,69	-28 422,36	67 049,08	350 760,05	-114 102,91	303 706,22	211 583,71	92 122,51		
1 - Mission aménagement et développement du territoire					1 475 818,35	355 041,03	377 836,08	938 217,23	-251 478,94	1 064 574,37	518 687,80	545 886,57		

CA 2020 - Etat des caducités sur Autorisations de Programme et Autorisations d'Engagement

AP

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Opérateur	Accusé de réception – Ministère de l'intérieur	Mt pluri voté	Mt affecté au 31/12/20	Mt caduc au 31/12/20	
1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Aménagements routiers et liaisons	Aide aux communes et aux	2014	Contrats triennaux et liaisons douces	077-227700010-20210528-linc100000022163-DE	4 214 007,29	4 190 448,04	23 559,25	
				2015	Contrats triennaux et liaisons douces	Acte Certifié exécutoire Envoi Préfecture : 04/06/2021 Réception Préfet : 04/06/2021 Publication RAAD : 04/06/2021	903 872,69	900 032,69	3 840,00	
		Développement local	Contrats communaux	2010	Contrats ruraux - (DI10)		1 974 454,38	1 961 854,38	12 600,00	
				2011	Contrats ruraux - (DI11)		2 452 005,42	2 428 111,51	23 893,91	
				2012	Contrats ruraux (DI12)		3 005 477,24	2 936 088,92	69 388,32	
				2013	Contrats ruraux (DI13)		2 432 317,31	2 299 849,31	132 468,00	
				2016	Contrats ruraux (DI16)		1 921 533,39	1 909 893,15	11 640,24	
				2018	Contrats ruraux (DI18)		3 698 632,09	3 675 216,82	23 415,27	
				2019	Contrats ruraux (DI19)		3 500 000,00	3 429 566,26	70 433,74	
		Développement du réseau		2018	Subvention équipement Seine-et-Marne Numérique (DI18)		3 000 000,00	2 999 999,98	0,02	
		Fonds Aménagement Communal		2019	Fonds Aménagement Communal (DI19)		4 000 000,00	3 708 430,85	291 569,15	
		Fonds d'aménagement		2019	Fonds d'aménagement (DI19)		1 400 000,00	1 360 000,00	40 000,00	
		Fonds d'Equipement Rural		2017	Fonds d'Equipement Rural (DI17)		4 231 672,25	4 187 152,33	44 519,92	
				2018	Fonds d'Equipement Rural (DI18)		4 158 760,17	4 050 497,39	108 262,78	
				2019	Fonds d'Equipement Rural (DI19)		4 873 139,00	4 747 733,68	125 405,32	
				Développement local					953 596,67	
	Promotion du territoire	Attractivité du territoire		2019	Fonds développement touristique (DI19)		1 655 400,00	909 184,00	746 216,00	
				Promotion du territoire					746 216,00	
				Développement territorial					1 727 211,92	
Protection de l'environnement	Eau	Assainissement		2013	Assainissement (DI13)		3 808 402,69	3 806 592,93	1 809,76	
				2014	Assainissement (DI14)		5 547 778,73	5 535 173,52	12 605,21	
				2015	Assainissement (DI15)		3 400 776,71	3 338 028,01	62 748,70	
				2016	Assainissement (DI16)		3 367 888,51	3 318 894,00	48 994,51	
				2017	Assainissement (DI17)		2 682 804,29	2 682 803,50	0,79	
				2018	Assainissement (DI18)		5 256 389,94	5 226 519,75	29 870,19	
				2019	Assainissement (DI19)		4 200 000,00	4 196 996,70	3 003,30	
				2018	Aménagement rivières (DI18)		48 284,00	48 283,38	0,62	
				2019	Aménagement rivières (DI19)		166 821,00	165 495,85	1 325,15	
					Travaux de renaturation (DI19)		20 000,00	11 248,00	8 752,00	
				2014	Eau potable sub. aux communes (DI14)		2 347 856,23	2 342 468,23	5 388,00	
				2015	Eau potable sub. aux communes (DI15)		3 635 666,42	3 627 491,75	8 174,67	
				2017	Eau potable sub. aux communes (DI17)		4 328 063,73	4 327 982,35	81,38	
2018	Eau potable sub. aux communes (DI18)		2 089 883,00	2 056 536,76	33 346,24					
2019	Matériel pour désherbage thermique ou mécanique (DI18)		97 620,00	97 613,41	6,59					
	Matériel pour désherbage thermique ou mécanique (DI19)		80 000,00	66 484,56	13 515,44					
		Eau					229 622,55			

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Opération	Mt pluri voté	Mt affecté au 31/12/20	Mt caduc au 31/12/20				
	Environnement	Environnement et développement durable Espaces naturels sensibles - autres	Environnement et développement durable Espaces naturels sensibles - autres	2019	Contrat d'intérêt national CAMVS (DI19)	78 333,00	45 000,00	33 333,00				
				2015	ENS/ ONF aménagement Forêts domaniales (DI15)	170 000,00	169 045,53	954,47				
				2016	ENS/ONF Aménagement forêts domaniales (DI16)	165 644,32	165 604,45	39,87				
				2017	ENS/Subv randomnée et biodiversité (DI17)	144 562,00	140 958,00	3 604,00				
				2018	ENS/ONF Aménagement forêts domaniales (DI18)	170 000,00	163 968,42	6 031,58				
				2019	ENS/Subventions acquisition ou aménagement (DI19)	80 166,00	78 926,00	1 240,00				
					ENS/Subv randomnée et biodiversité (DI19)	236 300,00	234 425,00	1 875,00				
				Environnement								
				Protection de l'environnement								
				Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier		2019	Déclassement de voirie (DI19)	500 000,00	360 000,00	140 000,00
Transports	Transports publics	Favoriser le développement économique et local	Routes départementales	2009	RD231 Doublement et requalification Marne-la-Vallée convention RATP (DI09)	700 000,00		700 000,00				
				2019	Doublement boulevard circulaire Sud Ouest C0D0 (DI19)	1 000 000,00	896 961,23	103 038,77				
				2016	Participation TCSP Esbly/Val d'Europe - Etude schéma de principe (DI16)	600 000,00	485 905,08	114 094,92				
Transports												
1 - Mission aménagement et développement du territoire												
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Archives	Développement des publics des Archives et valorisation des collections	2019	Restauration des archives communales (DI19)	5 200,00	5 192,00	8,00				
				Archives								
				Développement de la lecture publique	2017	Subv d'inv aide à l'informatisation (DI17)	13 605,84	13 605,44	0,40			
					2019	Subv d'inv aide à l'informatisation (DI19)	25 000,00	4 958,19	20 041,81			
						Subv d'inv équipement mobilier (DI19)	20 000,00	5 000,00	15 000,00			
				Développement de la lecture publique								
				Patrimoine	Antiquités et objets d'art	Patrimoine monumental	Patrimoine	2019	Subventions patrimoine mobilier (DI19)	60 000,00	17 811,00	42 189,00
								2019	Entretien restauration du patrimoine public (DI19)	674 015,00	570 558,00	103 457,00
				Patrimoine								
				Culture et patrimoine								
Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives	Equipements sportifs	Jeunesse, sports et loisirs	2019	Team77 - Destination Olympique (DI19)	2 000 000,00	1 962 841,00	37 159,00				
				Jeunesse, sports et loisirs								
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif												
								3 061 046,08				
								47 077,92				
								276 700,47				
								140 000,00				
								700 000,00				
								103 038,77				
								943 038,77				
								114 094,92				
								3 061 046,08				
								8,00				
								0,40				
								20 041,81				
								15 000,00				
								35 042,21				
								42 189,00				
								103 457,00				
								145 646,00				
								180 696,21				
								37 159,00				
								37 159,00				
								217 855,21				

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Opération	Mt pluri voté	Mt affecté au 31/12/20	Mt caduc au 31/12/20
3 - Mission solidarité	Santé publique	Santé publique	Démographie médicale	2019	Vaux-le-Pénil - Maison de santé (DI19)	71 340,00	71 338,00	2,00
3 - Mission solidarité								2,00
Total général								3 278 903,29
AE								
Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Opération	Mt pluri voté	Mt affecté au 31/12/20	Mt caduc au 31/12/20
1 - Mission aménagement et développement du territoire	Protection de l'environnement	Eau	Cours d'eau	2019	Entretien rivières (AE19)	134 394,82	132 018,20	2 376,62
			Protection de l'environnement					2 376,62
	Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Opérations de sensibilisation à la sécurité routière	2019	Subvention sécurité routière DR (AE19)	47 600,00	35 468,70	12 131,30
Sécurité des biens et des personnes								12 131,30
Sécurité								12 131,30
1 - Mission aménagement et développement du territoire								
3 - Mission solidarité	Insertion	Autres dispositifs d'insertion	Plans Locaux d'Insertion pour l'Emploi (PI I F)	2019	Plans Locaux d'Insertion pour l'Emploi FSE (AE19)	653 750,00	651 688,59	2 061,41
		Dispositifs RSA	Accompagnement des bénéficiaires du RSA	2019	Mission accompagnement vers l'emploi Département (AE19)	1 168 429,40	1 118 606,16	49 823,24
		Dispositifs d'insertion	Dispositifs d'insertion	2018	Actions d'insertion socioprofessionnelle (AE18)	502 659,70	442 659,70	60 000,00
				2019	Dispositif Clause d'insertion FSE 2019 _ 2021 (AE19)	387 600,00	387 592,91	7,09
Dispositifs RSA								109 830,33
Insertion								111 891,74
3 - Mission solidarité								
Total général								126 399,66

CA 2020 - Gestion financière de la COVID19 et du Plan de relance départemental

Fonctionnement

Mission	Politique	Domaine	Covid	Plan de relance	Somme :	
1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Agriculture		21 500	21 500	
		Développement local		1 000 000	1 000 000	
	Promotion du territoire	Seine-et-Marne Attractivité (DF20)		400 000	400 000	
		Fonds départ. d'urgence en soutien aux offices de tourisme, des commerces et espaces culturels(DF20)		1 715 813	1 715 813	
		Soutien aux acteurs privés de loisirs CD77 (DF20)		406 485	406 485	
	Développement territorial				3 543 798	3 543 798
	Protection de l'environnement	Environnement	ENS/Animation culture - nature (DF20)	8 952	8 952	
	Protection de l'environnement				8 952	8 952
	Routes départementales	Entretien et exploitation du réseau routier	Entretien du réseau départemental (DF20)	15 790	15 790	
	Routes départementales				15 790	15 790
Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Participation SDIS (DF20)	2 000 000	2 000 000		
Sécurité				2 000 000	2 000 000	
Transports	Transports publics	Protocole transactionnel PAM77 (DF20)	400 000	400 000		
	Transports scolaires	Transports scolaires des élèves et étudiants handicapés - Marchés Publics (DF20)	917 260	917 260		
Transports				1 317 260	1 317 260	
1 - Mission aménagement et développement du territoire						
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Développement culturel	Fonds de soutien aux acteurs culturels (DF20)	318 950	318 950	
		Festivals et manifestations culturelles et artistiques (DF20)		104 000	104 000	
	Développement de la lecture publique	Equipement de documents (DF20)	401	401		
		Formations et journées d'étude (DF20)	1 019	1 019		
	Patrimoine	Blandy-les-Tours (DF20)	6 720	6 720		
		Festival du Patrimoine (DF20)		50 052	50 052	
Culture et patrimoine				473 002	481 142	

Mission	Politique	Domaine	Opération	Covid	Plan de relance	Somme :
	Education formation	Bâtiments des collèges	Sinistres et autres dépenses de fonctionnement (DF20)	9 782		9 782
			Entretien des collèges (DF20)	16 993		16 993
			Entretien des collèges sécurité (DF20)	288		288
			Entretien subventions au collège (DF20)	146 278		146 278
			Dotation de fonctionnement aux collèges publics (DF20)	25 312		25 312
	Jeunesse, sports et loisirs	Vie des collèges	Externalisation de l'entretien des collèges (DF20)	129 849		129 849
			Education formation	328 502		328 502
			Activités sportives		83 395	83 395
			Fond d'aide départemental en faveur du maintien de l'emploi sportif (DF20)			
			Jeunesse, sports et loisirs	83 395		83 395
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif			336 642	556 397	893 039	
3 - Mission solidarité	Enfance et famille	Prévention et protection - Hébergement ASE	Covid19 Subv exceptionnelles aux établissements (DF20)	1 339 597		1 339 597
			Accueil familial des enfants (DF20)	819 524		819 524
			Prestations destinées aux enfants accueillis (DF20)	2 887		2 887
			Subventions/ Aide au fonctionnement modes d'accueil (DF20)	17 098		17 098
			Enfance et famille	2 179 106		2 179 106
	Insertion	Autres dispositifs d'insertion	Actions de cohésion sociale (DF20)	103 000		103 000
			Insertion	103 000		103 000
			Maintien à domicile des personnes âgées	996 914		996 914
			Aide ménagère / Maintien à domicile PA (DF20)	46 706		46 706
			Frais liés à la Dépendance / Maintien à domicile PA (DF20)	2 085 064		2 085 064
Personnes âgées	3 128 685		3 128 685			
Personnes handicapées	Hébergement des personnes handicapées	Frais liés à l'hébergement en établissement PH (DF20)	5 111 000		5 111 000	
		Maintien à domicile des personnes handicapées	406 625		406 625	
		Aide Ménagère / Maintien à domicile PH (DF20)	21 005		21 005	
		Prestation de Compensation du Handicap à domicile (DF20)	479 102		479 102	
		Personnes handicapées	6 017 732		6 017 732	
3 - Mission solidarité			11 428 523		11 428 523	
4 - Mission fonctionnelle	Conduite des politiques départementales	Communication	Achats d'espaces (DF20)		11 240	11 240
			Audiovisuel (DF20)		6 600	6 600

Mission	Politique	Domaine	Opération	Covid	Plan de relance	Somme :
			Communication de proximité (DF20)		7 824	7 824
			Editions (DF20)		5 286	5 286
			Tourisme (DF20)		286 000	286 000
		Conduite des politiques départementales			316 949	316 949
	Direction et animation de l'action départementale	Direction générale	Etudes et diagnostics divers (DF20)	8 400		8 400
	Moyens généraux	Direction et animation de l'action départementale		8 400		8 400
		Gestion du patrimoine immobilier	Gardiennage et surveillance (DF20)	128 396		128 396
		Logistique	Autres dépenses de fonctionnement DAD (DF20)	879		879
			Autres dép de fonct DMGS (DF20)	14 144 432		14 144 432
		Système d'information	Entretien des locaux (DF20)	4 778		4 778
			Prestations et fournitures (DF20)	21 011		21 011
		Moyens généraux		14 299 495		14 299 495
	Ressources humaines	Gestion des ressources humaines	Remplacement via intérim (DF20)	124 572		124 572
			Masse salariale / Action sociale (DF20)	334 950		334 950
			Masse salariale / Adm. Gén. Pers. (DF20)	146 600		146 600
			Masse salariale / Aménagt-Env. (DF20)	14 150		14 150
			Masse salariale / APA (DF20)	9 200		9 200
			Masse salariale / Culture, sports (DF20)	7 450		7 450
			Masse salariale / Enseignement (DF20)	232 200		232 200
			Masse salariale / Prévention Méd. Soc. (DF20)	129 550		129 550
			Masse salariale / Réseaux & Infr. (DF20)	134 250		134 250
			Masse salariale / RSA (DF20)	12 050		12 050
			Masse salariale / Transports (DF20)	2 000		2 000
			Gestion des ressources humaines	1 146 972		1 146 972
		Santé, actions sociales, relations sociales	Santé / Adm. Gén. Moyens (DF20)	5 900		5 900
		Ressources humaines		1 152 872		1 152 872
		4 - Mission fonctionnelle		15 460 767	316 949	15 777 716
			Total Fonctionnement	30 567 934	4 417 143	34 985 077

Investissement

Mission	Politique	Domaine	Opération	Covid	Plan de relance	Somme :
1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Développement local	Fonds d'Equipement Rural (DI19)		57 695	57 695
			Fonds Equipement Rural (DI20)		161 352	161 352
			Plan de soutien dép. aux acteurs de l'hôtellerie et restauration (DI20)		2 500 000	2 500 000
		Développement territorial			2 719 047	2 719 047

Mission	Politique	Domaine	Opération	Covid	Plan de relance	Somme :
	Transports	Transports publics	CONV3 - DT/DR - PRO et travaux secteur 1 (DI15)	108 000		108 000
		Transports		108 000		108 000
		1 - Mission aménagement et développement du territoire		108 000	2 719 047	2 827 047
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Musées	Accompagnement du projet scientifique et culturel des musées (DI20)	15 000		15 000
		Culture et patrimoine		15 000		15 000
	Education formation	Bâtiments des collèges	Travaux SEGPA Phase 1 (DI05)	15 101		15 101
			Etudes et crédits divers (DI20)	84 466		84 466
			Travaux dans les collèges (DI20)	23 470		23 470
		Education formation		123 036		123 036
	Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives	Fonds d'urgence Bases de Loisirs (DI20)		700 000	700 000
		Jeunesse, sports et loisirs			700 000	700 000
		2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif		138 036	700 000	838 036
4 - Mission fonctionnelle	Moyens généraux	Bâtiments départementaux	Travaux dans les bâtiments départementaux et bâtiments divers (DI20)	74 772		74 772
		Logistique	Acquis matériel et mobilier (DI20)	56 887		56 887
		Système d'information	Projets Techniques Schéma directeur 2017-2020 (DI17)	140 039		140 039
			Infrastructures serveurs (DI20)	923 786		923 786
			PRA (DI20)	511 621		511 621
			Matériels et logiciels utilisateurs (DI20)	580 610		580 610
		Moyens généraux		2 287 716		2 287 716
		4 - Mission fonctionnelle		2 287 716		2 287 716
		Total Investissement		2 533 752	3 419 047	5 952 799